



**Burelle SA**  
**Rapport annuel 2010**



Burelle SA

GROUPE

PAGE 2

FILIALES

PAGE 14

RAPPORT  
FINANCIER

PAGE 30

# Un groupe à contrôle familial

---

Burelle SA est une société holding détenue majoritairement par M. Pierre Burelle, fondateur de la Compagnie Plastic Omnium, et sa famille. A l'origine société de participations à caractère familial, Burelle SA a été introduite à la Bourse de Lyon en 1987.

Filiale à 54,7 % de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium en est le principal actif. Spécialisée dans la transformation des matières plastiques, elle a initialement mené une stratégie multiproduit, puis s'est progressivement concentrée sur les pièces automobiles. Dans les années soixante, elle s'est diversifiée dans les conteneurs pour les déchets ménagers. Les équipements pour l'industrie automobile et les services aux collectivités locales constituent aujourd'hui ses deux métiers. Présente dans 27 pays et employant 18 000 collaborateurs dans le monde, dont 69 % hors de France, la Compagnie Plastic Omnium occupe des positions de leader mondial dans ses principaux secteurs d'activité. Acteur de la mobilité durable et du cadre de vie, elle est au cœur des enjeux d'aujourd'hui.

Burelle SA possède deux autres filiales qu'elle détient à 100 % : Burelle Participations, véhicule dédié au capital-investissement, et Sofiparc, société immobilière.

Burelle SA assure à la Compagnie Plastic Omnium et à ses deux autres filiales un actionnariat stable qui leur permet de se développer sur le long terme. Elle a pour mission de veiller à leur pérennité et à l'accroissement de leur valeur dans la durée.

## Trois participations majoritaires

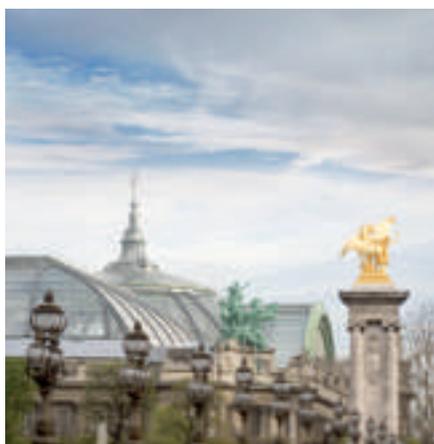


**INDUSTRIE ET  
SERVICES**

**54,7 %**

Compagnie  
Plastic Omnium

---

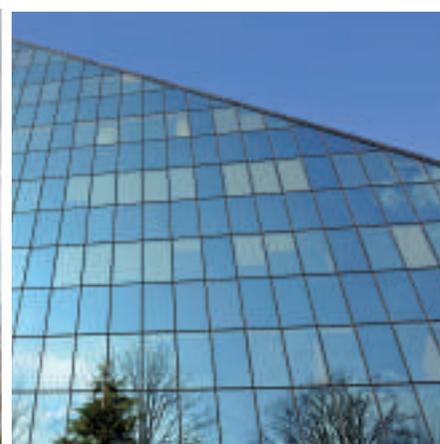


**CAPITAL-  
INVESTISSEMENT**

**100 %**

Burelle  
Participations

---



**IMMOBILIER**

**100 %**

Sofiparc

---

# Message de Jean Burelle

L'année 2010 aura été exceptionnellement dynamique. Notre principale filiale, la Compagnie Plastic Omnium, atteint des niveaux record en termes de chiffre d'affaires et de rentabilité ce qui permet au Groupe Burelle de publier des résultats historiques.

Cette performance remarquable témoigne non seulement de la vigueur du rebond de la production automobile mondiale qui a progressé de 25 %, mais aussi de la grande efficacité des réductions de coûts mises en œuvre en 2008. Grâce à une base de coûts réduite et à une discipline financière rigoureuse, la Compagnie Plastic Omnium a pu financer, en 2010, la prise de contrôle total d'Inergy Automotive Systems, leader mondial des systèmes à carburant, tout en préservant ses équilibres financiers. Cette opération lui permet d'accroître sa présence dans les pays émergents et les technologies de dépollution, deux vecteurs importants pour la croissance de demain.

Forte de ses positions de leader mondial dans ses métiers, d'une capacité bénéficiaire accrue et de ses ressources en innovation, la Compagnie Plastic Omnium possède des fondamentaux solides. Elle sort de la crise renforcée et bien positionnée pour accroître ses activités dans les nouveaux marchés et tirer profit des opportunités historiques qui s'y présentent. Sa stratégie de développement centrée sur la génération d'un *cash flow* libre et sur un objectif de croissance forte et équilibrée, grâce à l'innovation, l'expansion géographique et des acquisitions ciblées, sera source de valeur pour les actionnaires de Burelle SA.

Sofiparc, filiale immobilière de Burelle SA, a maintenu sa contribution au résultat du Groupe.

Burelle Participations a repris ses investissements en 2010, augmentant ses engagements de 10,4 millions d'euros. Quasiment toutes les sociétés en portefeuille ont vu leur performance opérationnelle s'améliorer en 2010, conduisant à une amélioration sensible des valorisations.

Les excellents résultats réalisés en 2010 ainsi que la perspective d'une année 2011 qui s'annonce encore meilleure permettent de proposer à l'Assemblée Générale un doublement du dividende qui, s'il est approuvé, passera de 0,75 euro par action à 1,50 euro.

Je terminerai en saluant la forte mobilisation de tous les collaborateurs du Groupe qui sont à l'origine de nos résultats. Des équipes compétentes et fortement engagées, un actionariat stable et une stratégie de développement orientée sur le long terme constituent les trois piliers sur lesquels se construit l'histoire du Groupe.

« Des équipes  
compétentes et  
fortement engagées,  
un actionnariat stable  
et une stratégie  
de développement  
orientée sur le long  
terme constituent  
les trois piliers sur  
lesquels se construit  
l'histoire du Groupe. »

---



# Direction et contrôle

Contrôlée par la famille Burelle, Burelle SA est dirigée par trois membres de l'actionnariat familial. Son Conseil d'Administration est composé, pour plus du tiers, d'administrateurs extérieurs.

## Direction Générale

La Direction Générale de Burelle SA est assurée par M. Jean Burelle, Président-Directeur Général depuis mars 2001, et par deux Directeurs Généraux Délégués, M. Laurent Burelle et M. Paul Henry Lemarié.

La Direction Générale se réunit mensuellement lors des Comités Burelle, afin d'examiner la marche des affaires du Groupe. Le suivi des reportings financiers, les opérations de cession et d'acquisition ou tout autre sujet ayant trait à l'avenir des entités du Groupe, sont étudiés lors de ces réunions. Le Comité Burelle a également pour mission de confirmer les grandes orientations stratégiques avant leur soumission au Conseil d'Administration.

Les pouvoirs du Président-Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués ne sont limités ni par les statuts, ni par une décision du Conseil d'Administration à cet effet. Seuls les cautions, avals et garanties font l'objet d'un plafond fixé annuellement.

## Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de Burelle SA est composé de neuf membres dont cinq sont extérieurs au groupe familial, ce qui traduit l'importance accordée à l'apport de compétences extérieures dans le fonctionnement du Conseil. Deux des administrateurs extérieurs sont membres du Conseil depuis plus de douze ans. Après examen de leur situation dans sa séance du

1<sup>er</sup> avril 2011, le Conseil d'Administration a confirmé l'indépendance de ces deux administrateurs en dépit de leur ancienneté. Les administrateurs indépendants représentent ainsi plus de la moitié des membres du Conseil, soit une part supérieure au seuil minimum d'un tiers recommandé par le Code AFEP-MEDEF pour les sociétés contrôlées.

Au 31 décembre 2010, la famille Burelle détient 77,1 % du capital de Burelle SA et 90,3 % des droits de vote.

## Missions

Le rôle du Conseil d'Administration est de déterminer les orientations stratégiques de la société et de veiller à leur mise en oeuvre. Il se saisit de toute question relative à la marche des activités du Groupe. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. En 2010, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises, avec un taux de participation de 92,6 %.

## Le Comité des Comptes

Le Comité des Comptes prépare les décisions du Conseil sur les plans comptable et financier et en matière de contrôle interne. Depuis le 22 juillet 2010, il est composé de quatre administrateurs extérieurs. Le Président présente un compte-rendu des travaux du Comité au Conseil d'Administration qui arrête les comptes sociaux et consolidés après en avoir contrôlé la cohérence.

En 2010, le Comité des Comptes s'est réuni deux fois, avec un taux de présence effective de 71,4 %. Le Conseil d'Administration, en formation de Comité des Rémunérations, hors la présence des administrateurs membres de la Direction Générale, examine les rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux et fait part de ses recommandations.



**De gauche à droite : Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué, Jean Burelle, Président-Directeur Général et Laurent Burelle, Directeur Général Délégué.**

# Les Administrateurs

- 1 **JEAN BURELLE**  
(depuis 1964)  
**Président-Directeur Général**  
Président d'honneur, Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium
- 2 **LAURENT BURELLE**  
(depuis 1986)  
**Directeur Général Délégué**  
Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium
- 3 **PAUL HENRY LEMARIÉ**  
(depuis 2001)  
**Directeur Général Délégué**  
Administrateur et Directeur Général Délégué de la Compagnie Plastic Omnium
- 4 **ELIANE LEMARIÉ**  
(depuis 1976)  
Représentant permanent de Burelle SA, Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium
- 5 **HENRI MOULARD**  
(depuis 1994)

## Comité des Comptes

- 6 **DOMINIQUE LÉGER**  
(Administrateur depuis 2001)  
Président du Comité des Comptes
- 7 **PATRICE HOPPENOT**  
(Administrateur depuis 2005)  
Membre du Comité des Comptes
- 8 **PHILIPPE SALA**  
(Administrateur depuis 2001)  
Membre du Comité des Comptes
- 9 **FRANÇOIS de WENDEL**  
(Administrateur depuis 1995)  
Membre du Comité des Comptes

### Secrétaire du Conseil

Angeline Delhoume, Secrétaire Général

### Commissaires aux Comptes

Mazars

Cailliau, Dedouit & Associés

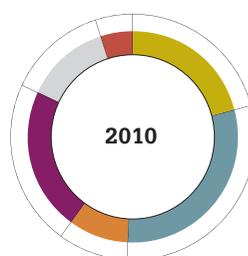
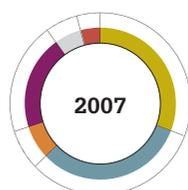


1	2	3
4	5	6
7	8	9

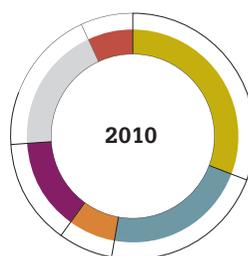
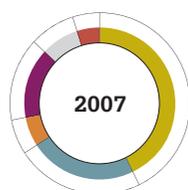
# Chiffres clés

(en millions euros)	2007	2008	2009	2010
Chiffre d'affaires consolidé	2 789,8	2 698,0	2 460,9	3 251,5
Marge opérationnelle	100,3	69,2	101,6	226,0
Résultat net consolidé	48,5	- 70,8	28,9	142,5
Résultat net/part du Groupe	23,7	- 44,9	14,7	75,2
Capacité d'autofinancement	223,6	173,7	253,4	350,0

## Chiffre d'affaires par zones géographiques



## Effectifs par zones géographiques



# Événements de l'année

## **Production automobile mondiale : fort rebond**

En 2010, la production automobile mondiale a enregistré un fort rebond (+ 25 %) porté notamment par la poursuite de la croissance en Chine devenue le premier marché automobile mondial, et dans les autres pays émergents. En Amérique du Nord, la production a connu une hausse spectaculaire (+ 39 %) sans pour autant retrouver son niveau d'avant la crise.

## **Expansion dans les pays émergents**

La Compagnie Plastic Omnium a poursuivi ses implantations automobiles dans les pays émergents. Elle dispose de 23 usines en Asie et en Amérique du Sud où elle réalise, en 2010, 18 % de son chiffre d'affaires contre 7 % en 2005.

## **Compagnie Plastic Omnium : résultats record**

La forte progression des volumes d'activité, associée au maintien d'une gestion rigoureuse des coûts, a permis à la Compagnie Plastic Omnium de réaliser des résultats historiques, affichant une marge opérationnelle de 7 % sur un chiffre d'affaires en progression de 32 %.

## **Acquisition d'Inergy Automotive Systems**

Tirant parti des opportunités de croissance pour consolider ses positions, la Compagnie Plastic Omnium a pris le contrôle à 100 % d'Inergy Automotive Systems, détenue jusqu'alors à parité avec le Groupe Solvay. Elle a également procédé à l'acquisition d'une usine de pièces extérieures automobiles située à proximité du site de PSA Peugeot Citroën de Vigo, en Espagne.

## **Burelle SA : retour au plus haut historique du cours de bourse**

Le 7 décembre 2010, le cours de Burelle SA a atteint, en séance, un plus haut de 205 euros, rejoignant ses records historiques. Sa capitalisation boursière a augmenté de 153 % sur l'année. Ce parcours reflète la performance boursière de la Compagnie Plastic Omnium qui a réalisé la plus forte progression du CAC All-Tradable (+ 177 %) en 2010.

## **Sofiparc : intégration d'Inergy Automotive Systems**

En décembre 2010, les équipes du siège d'Inergy Automotive Systems ont emménagé dans l'immeuble détenu par Sofiparc à Levallois, suite à la libération d'espaces locatifs.

## **Burelle Participations : reprise des investissements**

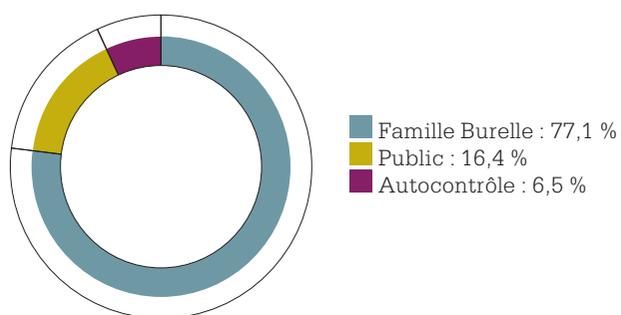
En 2010, Burelle Participations a pris de nouveaux engagements pour 10,4 millions d'euros.



**Avec la prise de contrôle à 100 % d'Inergy Automotive Systems, la Compagnie Plastic Omnium renforce son leadership en matière de réduction des émissions polluantes, notamment les évaporations d'hydrocarbures grâce à sa technologie TSBM™. Ici, le système à carburant TSBM™ de la BMW Série 7.**

# Vie boursière

## Répartition du capital au 31 décembre 2010



## Principales données boursières

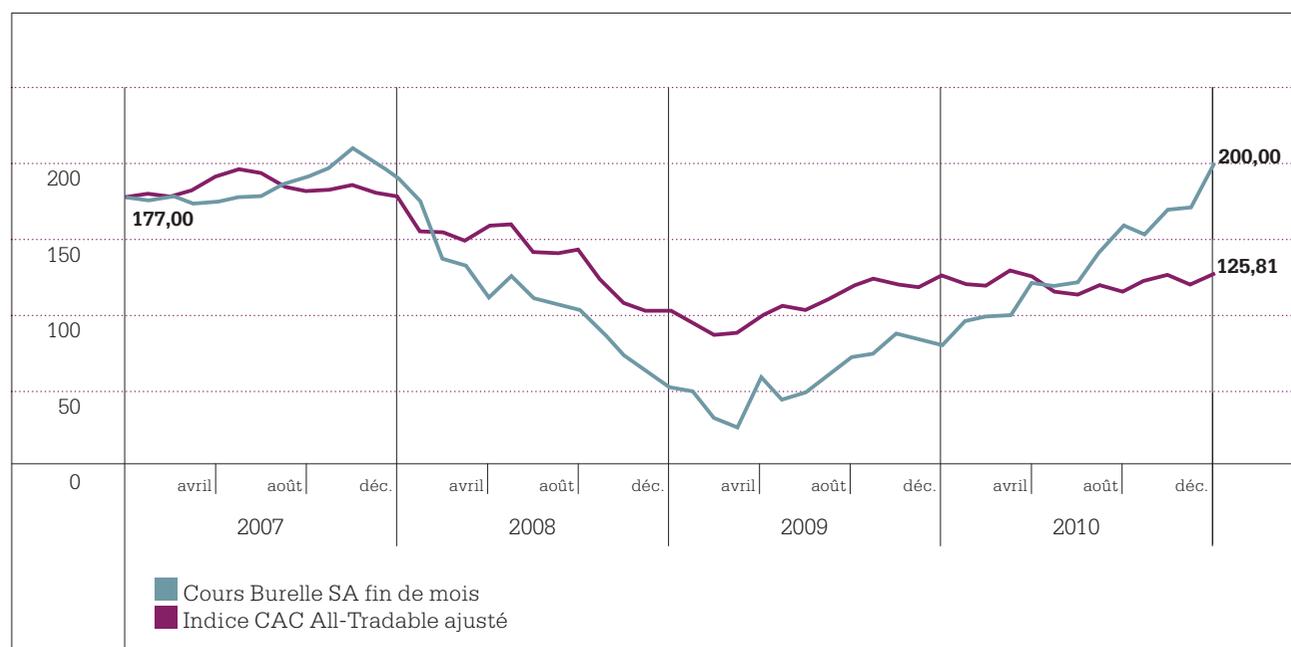
	2008	2009	2010
Cours (en euros)			
Au 31 décembre	50,50	78,99	200
Plus haut	189	92,20	205
Plus bas	50	18,05	76,04
Nombre d'actions au 31 décembre	1 870 303	1 870 303	1 870 303
Capitalisation boursière (au 31 décembre, en millions d'euros)	94,4	147,7	374,1
Dividende (en euros)	0,50	0,75	1,50*

\* Proposé à l'Assemblée Générale du 8 juin 2011

## Memento de l'actionnaire

Marché de cotation : NYSE Euronext Paris  
 Compartiment B  
 Code ISIN : FR0000061137  
 Code Reuters : BULY.LY

## Évolution du cours de l'action (en euros) – 1<sup>er</sup> janvier 2007 / 31 décembre 2010



### Calendrier des rendez-vous financiers 2011

- Lundi 31 janvier 2011 : publication du chiffre d'affaires annuel 2010
- Mardi 5 avril 2011 : publication des résultats annuels 2010
- Mardi 26 avril 2011 : publication de l'information du 1<sup>er</sup> trimestre
- Mercredi 8 juin 2011 : assemblée générale à 11h à Lyon
- Mercredi 15 juin 2011 : paiement du dividende
- Lundi 25 juillet 2011 : publication des résultats semestriels
- Lundi 31 octobre 2011 : publication de l'information du 3<sup>ème</sup> trimestre

# FILIALES



# Compagnie Plastic Omnium



# Acteur de la mobilité durable et du cadre de vie

La Compagnie Plastic Omnium occupe une position de leader mondial dans ses deux métiers.

Plastic Omnium Automobile conçoit et fabrique des pièces et des modules de carrosserie en plastique pour les voitures et les poids lourds (Plastic Omnium Auto Exterior). Spécialiste des matériaux thermoplastiques et des composites thermodurcissables, elle dispose d'une forte capacité R&D qu'elle met au service de ses clients pour alléger le véhicule, améliorer la sécurité, réduire la pollution et optimiser les coûts.

Depuis septembre 2010, Plastic Omnium Automobile détient 100 % d'Inergy Automotive Systems, leader mondial dans les systèmes à carburant en plastique et les systèmes de dépollution des véhicules diesel.

Plastic Omnium Environnement intervient auprès des collectivités locales en leur proposant des équipements (bacs roulants pour les déchets, conteneurs enterrés, semi-enterrés ou aériens, mobilier urbain, équipements de signalisation) et des services destinés à améliorer la propreté des villes, la sécurité routière et le cadre de vie.

## Chiffres clés

(en millions d'euros)	2007	2008	2009	2010
Chiffre d'affaires consolidé	2 685,1	2 696,5	2 458,6	3 249,6
<i>Plastic Omnium Automobile</i>	2 249,5	2 171,5	2 014,5	2 778,0
<i>Plastic Omnium Environnement</i>	435,6	525,0	444,1	471,6
Marge opérationnelle	101,2	70,7	102,1	227,2
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	3,8 %	2,6 %	4,2 %	7,0 %
Résultat net consolidé	51,0	- 63,2	31,0	150,7
Capacité d'autofinancement	224,1	174,8	253,9	357,3

Page précédente : hayon hybride « Higate » (thermoplastique/thermodurcissable) de la Peugeot 508 SW qui permet un gain de poids de 6 kg par rapport à un même modèle en tôle.

3,2 milliards  
d'euros de chiffre  
d'affaires

2,6 milliards  
d'euros à  
l'international,  
dont 12 %  
dans les BRIC

27 pays

96 usines

18 000  
collaborateurs

4 % du chiffre  
d'affaires  
consacré à la R&D

---



**La Chine constitue un gisement de croissance important pour Plastic Omnium Automobile qui va y ouvrir trois nouvelles usines en 2011.**

# Un double challenge pour une croissance durable

Acteur de la mobilité durable et du cadre de vie, la Compagnie Plastic Omnium est en prise directe avec les mutations du monde. Elle participe à la croissance des marchés émergents aux côtés des constructeurs automobiles et répond aux grands enjeux de la protection de l'environnement. La conquête de nouveaux territoires et l'innovation constituent les deux leviers de sa stratégie de développement.

## Un monde en mutation

L'accès à une plus grande mobilité et à un niveau de vie plus élevé d'une part grandissante de la population mondiale s'accompagne d'une prise de conscience de plus en plus aigüe des enjeux liés à la réduction des gaz à effet de serre, de la pollution automobile et de la préservation des ressources naturelles. Ces enjeux économiques et environnementaux ouvrent des opportunités de croissance pour la Compagnie Plastic Omnium.

## Répondre à la demande des marchés émergents

Malgré la crise qui l'a fortement impactée en 2008 et 2009, la production automobile est en croissance à l'échelle mondiale : de 2010 à 2015, elle devrait connaître une progression de 31 %\*. Dans les cinq prochaines années, 22,3 millions de véhicules supplémentaires devraient être produits dans le monde, dont 51 % au Brésil, en Russie, en Inde, et en Chine.

Fin 2009, la Chine est devenue le plus grand marché automobile mondial devant les Etats-Unis et le Japon. La production automobile chinoise s'est élevée à 14,9 millions de véhicules en 2010 et devrait atteindre 21,4 millions en 2015. En 2005, Plastic Omnium Automobile a ouvert sa première usine en Chine. Depuis, son dispositif industriel, commercial et de

développement a été considérablement renforcé. Il compte à présent 12 unités de production réparties entre ses différentes filiales : YFPO, détenue par Plastic Omnium Auto Exterior et Yanfeng Visteon, XieNO, joint-venture avec Xietong spécialisé dans les pièces en composites pour les poids lourds, et Plastic Omnium Auto Inergy.

Deuxième territoire de croissance en Asie, l'Inde a produit 3,2 millions de véhicules en 2010. Plastic Omnium Automobile y dispose de trois usines. Ce marché est porté par la demande de véhicules ultra-économiques, l'objectif de réduction des coûts obligeant à repenser le cahier des charges en termes de design et de fonctionnalités.

Au Brésil, la production a progressé de 14,4 % en 2010 pour atteindre 3,2 millions de véhicules. D'ici fin 2011, la Compagnie Plastic Omnium y possédera trois usines, y compris le site de Plastic Omnium Auto Inergy à Sorocaba dont la construction a débuté fin 2010. La production brésilienne devrait atteindre 5,2 millions de véhicules en 2015.

Plastic Omnium Environnement explore aussi de nouveaux projets en Asie et en Amérique du Sud. Déjà présente sur ces deux continents, cette activité y développera son offre pour optimiser la gestion des déchets et la collecte sélective.

## L'innovation, un facteur de croissance dans les marchés matures

Sur les marchés matures - Europe de l'Ouest, Etats-Unis, Canada, Japon -, l'année 2010 a été celle de la reprise. En Amérique du Nord, la production a rebondi de + 39 % pour atteindre 11,9 millions d'unités, un chiffre encore inférieur au niveau d'avant la crise. Les mesures pour relancer la consommation, ainsi que le soutien des gouvernements en faveur des équipementiers et des constructeurs, ont permis de limiter les effets de la crise tout en favorisant l'achat de petits véhicules compacts et moins polluants.

Sur ces marchés où les réglementations environnementales sont fortes, Plastic Omnium Automobile dispose de solutions d'allègement et de dépollution automobile qui sont autant d'opportunités de croissance.

\*Source IHS



Avec la Chine et l'Inde, le Brésil participe à la croissance de la Division Automobile. L'usine de Plastic Omnium Auto Exterior de Taubaté est partenaire de PSA, Volkswagen, Ford et Mitsubishi.

### La croissance par l'innovation

La Compagnie Plastic Omnium dispose de 14 centres R&D dans le monde, employant près de 1 000 ingénieurs et techniciens qui travaillent sur les thèmes de la dépollution, de la sécurité, du design, et de la propreté urbaine.

En Europe, la moyenne pondérée des émissions de CO<sub>2</sub> par véhicule neuf est fixée à 130 g/km en 2012. Pour respecter ce seuil, l'allègement du véhicule est un levier majeur. Grâce à son expertise dans les thermoplastiques et les thermodurcissables, Plastic Omnium Auto Exterior est depuis plusieurs années engagée dans un programme de solutions innovantes, avec pour objectif de gagner 50 kg par véhicule, soit une réduction de CO<sub>2</sub> de 6 g/km. L'allègement est aussi un facteur clé pour les véhicules hybrides ou électriques qui doivent compenser le poids de la batterie. Pour ces véhicules, Plastic Omnium Automobile développe également des planchers spécialement

conçus pour accueillir les batteries. Apprécies pour leurs nombreux avantages - faible poids, résistance aux chocs, intégration de fonctions -, les matériaux plastiques, cœur de l'expertise de la Compagnie Plastic Omnium, devraient voir leur taux d'utilisation doubler dans les dix prochaines années.

Les systèmes de dépollution de Plastic Omnium Auto Inergy répondent au renforcement des normes environnementales. Son système DINOx réduit drastiquement les émissions de NOx et de CO<sub>2</sub> conformément à la norme EURO VI qui entrera en vigueur en 2014. Sa technologie TSBM™ permet de réduire les évaporations d'hydrocarbures.

Plastic Omnium Auto Inergy est également très active sur le marché des véhicules hybrides : elle a déjà remporté 13 commandes pour des systèmes à carburant adaptés à ce type de véhicules innovants.

### Préserver le cadre de vie et réduire la dépendance au pétrole

Plastic Omnium Environnement a triplé ses effectifs R&D entre 2007 et 2010, ce qui lui a permis de proposer de nouvelles solutions pour améliorer le tri, le recyclage des déchets et le cadre de vie urbain. Les équipes travaillent sur une évolution des produits et des services vers plus d'efficacité et de design, et également sur une utilisation accrue du polyéthylène recyclé dans la fabrication. Ces recherches ont permis la mise au point du premier bac roulant en polyéthylène 100 % végétal issu de la canne à sucre, « 100 % Green Made », réduisant ainsi l'utilisation de la matière première issue du pétrole.

Plastic Omnium Auto Exterior et Plastic Recycling, de leur côté, ont mis au point une solution de régénération des rebuts de broyage automobile en polypropylène. La matière compatibilisée, le Greenlene®, peut être utilisée dans la fabrication de pièces d'aspect peintes, comme les pare-chocs de la Peugeot 207. La Compagnie Plastic Omnium offre ainsi aux constructeurs automobiles des solutions pour atteindre les objectifs 2015 de recyclage et de valorisation des véhicules hors d'usage.



Alléger, dépolluer : deux axes forts de l'innovation de Plastic Omnium Automobile.

# Un industriel responsable

La Compagnie Plastic Omnium inscrit sa croissance dans une démarche durable : ses performances économiques sont indissociables de sa responsabilité en matière de sécurité et d'environnement. Cette politique constitue un axe de progrès pour le groupe.

## Une gestion rigoureuse des risques

La Sécurité, l'Environnement et la maîtrise des risques sont intégrés dans les modes de gestion de l'ensemble des sociétés du groupe. Piloté au niveau de la Direction générale de la Compagnie Plastic Omnium, le plan HSE (Hygiène Sécurité Environnement) vise quatre objectifs : éliminer tout risque d'accidents sérieux en réduisant leur nombre total ; préserver le patrimoine industriel de l'entreprise ; contribuer à accroître les compétences managériales et réduire au maximum les impacts sur l'environnement.

Reconduite en 2009, la certification OHSAS 18001 du management de la Sécurité Groupe a fait l'objet de trois audits de suivi en 2010.

## Des indicateurs Sécurité en progrès

Les progrès enregistrés en 2010 confirment l'efficacité des projets menés : mise en conformité des équipements, interface homme-machine, formation au management de la Sécurité et ergonomie. 450 cadres ont été formés depuis le lancement du programme *Top Safety* en 2005, et plus de 8 000 employés sensibilisés. Cette démarche est

déployée dans les pays émergents pour une standardisation à l'échelle mondiale.

Fin 2010, le taux de fréquence des accidents avec et sans arrêt de travail (TF2) s'est amélioré de 22 % par rapport à 2009. Entre 2005 et 2010, il a baissé de 63 %. 80 % des sites du groupe sont certifiés OHSAS 18001. Une démarche RHP (Risque Hautement Protégé) a également été lancée, au cours de l'année, afin de fiabiliser l'outil industriel et de limiter les risques d'incendie et de rupture d'approvisionnement pour le client.



Sur tous ses sites, la Compagnie Plastic Omnium s'engage à faire de la sécurité une priorité.

## Réduire l'impact environnemental

Fin 2010, 93 % des sites du groupe sont certifiés ISO 14001. Le programme d'économie d'énergie (gaz, électricité) *Top Planet*, lancé en 2007, est progressivement déployé à l'échelle européenne. Les actions engagées ont permis d'obtenir des Certificats d'Economie d'Énergie (CEE) valorisés ensuite auprès des fournisseurs d'Énergie (loi du 13 juillet 2005 d'orientation sur l'énergie). Pour réduire la dépendance par rapport au pétrole, la Compagnie Plastic Omnium participe à trois projets aux côtés de partenaires industriels et universitaires. Leur but est de développer les filières de recyclage du polypropylène en optimisant les volumes et la qualité de la matière récupérée. Un projet multipartenaire est aussi mené avec PSA Peugeot Citroën pour la mise au point d'un polymère issu de l'amidon.

# Plastic Omnium Automobile

Plastic Omnium Automobile a franchi un nouveau cap en 2010. La reprise de la production automobile mondiale lui a permis de recueillir les fruits de son plan d'économies et de sa stratégie internationale. Avec la prise de contrôle à 100 % d'Inergy Automotive Systems, la Compagnie Plastic Omnium renforce ses perspectives de croissance dans les pays émergents et son leadership dans les systèmes de dépollution.

## Forte progression de l'activité

Grâce à la reprise des marchés et à la poursuite de son déploiement dans les zones à fort potentiel, Plastic Omnium Automobile a vu son chiffre d'affaires augmenter de 24 % à périmètre constant, contre + 25 % pour la production automobile mondiale\*. L'Asie et l'Amérique du Sud représentent 21 % du chiffre d'affaires 2010, versus 16 % en 2009 ; l'Amérique du Nord, 26 % versus 21 % en 2009.

## Deux opérations de croissance externe

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2010, la Compagnie Plastic Omnium contrôle à 100 % les activités d'Inergy Automotive Systems qui fournit le réservoir à carburant de près d'un véhicule sur six dans le monde. Cette opération répond à la stratégie du Groupe de contrôler ses activités industrielles et lui permet de se développer dans des zones à forte croissance, d'élargir son portefeuille clients et de renforcer son leadership dans les systèmes de dépollution.

En mars 2010, Plastic Omnium Automobile a fait l'acquisition de l'usine de pièces extérieures de Peguform située près de l'usine PSA Peugeot Citroën à Vigo en Espagne. Des premiers contrats ont déjà été signés, notamment pour la future C4 Picasso et deux véhicules d'entrée de gamme.

## Renforcement en Chine et en Inde

En Chine, trois usines sont entrées en service en 2010 : les sites YFPO de Nanjing et de Chengdu vont livrer respectivement Shanghai Volkswagen et FAW Volkswagen. Plastic Omnium Auto Inergy à Pékin, produira le système à carburant de la Verna, commercialisée par Hyundai/Beijing Automotive Industry. Fort de 12 usines, le dispositif global de Plastic Omnium Automobile sera encore renforcé d'ici 2015, pour accompagner les constructeurs étrangers et chinois de véhicules et de camions sur ce marché en plein essor.

En Inde, le site de Plastic Omnium Auto Inergy à Delhi est entré en service fin 2010, dans le cadre d'un partenariat avec Suzuki-Maruti qui détient 40 % du marché automobile national. En incluant cette nouvelle usine, Plastic Omnium Automobile dispose désormais de trois implantations dans ce pays.

## Nouveaux projets au Brésil, en Pologne et au Maroc

Plastic Omnium Auto Inergy a débuté la construction de sa deuxième usine au Brésil. Située à Sorocaba, près de São Paulo, elle y produira le réservoir d'un véhicule compact de Toyota en 2012, un projet mondial dans lequel va aussi être impliqué le site indien de Vellore. De son côté, Plastic Omnium Auto Exterior est implantée à Taubatá, près de São Paulo.

En Pologne, Plastic Omnium Auto Exterior construit sa première usine sur son Site Avancé Fournisseur existant de Gliwice. Avec cette usine, Plastic Omnium Automobile disposera de huit sites en Europe de l'Est, localisés en Pologne, République Tchèque, Russie, Roumanie et Slovaquie, au service de Audi, General Motors, Renault, Skoda, Suzuki et Volkswagen.

Nouvelle étape dans le rayonnement mondial de ses opérations, Plastic Omnium Auto Inergy a pris position au Maroc. Son usine de Tanger livrera Renault fin 2011.

## Elargissement de l'offre

Des pièces d'aspect aux pièces de structure, Plastic Omnium Auto Exterior élargit son offre de produits, pour répondre aux problématiques d'allègement, de diversité et de motorisation des véhicules, créant ainsi de nouvelles opportunités de croissance. Grâce à son expertise multimatériau associant thermoplastique et thermodurcissable, elle propose deux nouveaux types de hayons, aboutissement de plusieurs années d'innovation, qui permettent de gagner entre 5 et 10 kilos par véhicule. Le hayon hybride « Higate » équipe la Peugeot 508 SW et le Range Rover Evoque. De son côté, Plastic Omnium Auto Inergy conforte le succès de ses systèmes de dépollution TSBM™ et DINOx avec plusieurs nouvelles commandes en Europe et aux États-Unis.

\*Source : 2010 CSM Worldwide

N°1 mondial  
des pièces  
et des modules  
de carrosserie,  
et n°1 mondial  
des systèmes  
à carburant  
en plastique.

---



Production du système à carburant de la Suzuki Swift à Manesar, près de Delhi, deuxième usine de Plastic Omnium Auto Inergy en Inde.

# Plastic Omnium Environnement

Plastic Omnium Environnement contribue à une gestion plus responsable des ressources en offrant aux collectivités locales des solutions innovantes pour optimiser le tri des déchets et améliorer le cadre de vie.

## Expert produits et services

L'enjeu de la gestion des déchets est considérable. Confrontées à l'accroissement de la production d'ordures ménagères et à la hausse de leur coût de collecte et de traitement, les collectivités recherchent des solutions toujours plus efficaces pour optimiser le tri sélectif, le recyclage et maîtriser les budgets. La conteneurisation et la gestion des déchets à la source sont depuis de longues années au cœur du savoir-faire de Plastic Omnium Environnement, qui a évolué au fil du temps vers une offre globale d'équipements et de services. Grâce à l'expertise de sa filiale Envicom, elle a mis en place une offre de data management intégrée, permettant des applications variées : identification du bac roulant par puce électronique, gestion de parc, pesée embarquée, géolocalisation des camions de collecte et tarification incitative. En novembre 2010, un partenariat a été signé avec Orange, le N°1 en France de la géolocalisation, pour renforcer les offres dans ce domaine.

## Montée en puissance de la tarification incitative

La tarification incitative permet de facturer chaque foyer pour le service rendu par la collectivité, en fonction du nombre de bacs d'ordures ménagères résiduelles présentés à la collecte. Incitant l'utilisateur à mieux trier pour réduire le montant de sa facture, ce service qui se met progressivement en

place en France et en Europe contribue à préserver l'environnement.

Deux centres de Services clients traitent les informations liées aux contrats des collectivités, des entreprises et des syndicats d'immeubles : le premier à Ninove, pour la Belgique et les Pays-Bas ; le second à Lyon, pour la France. Le suivi des opérations menées sur les équipements, les données de collecte, les performances de tri ou les données de la redevance incitative sont mis à la disposition des clients ou des usagers sur deux sites internet dédiés.

## L'apport volontaire en croissance

Second levier de l'optimisation du tri sélectif, les conteneurs enterrés ou semi-enterrés rencontrent un vif intérêt en Europe, un triplement du parc étant attendu d'ici 2015. Plastic Omnium Environnement est très actif sur ce marché de l'apport volontaire. Le contrat signé en France avec la CREA (Agglomération Rouen-Elbeuf-Austreberthe), le plus important jamais conclu en Europe en 2010 dans ce domaine, illustre bien ce dynamisme : 3 700 conteneurs enterrés et semi-enterrés vont être mis en place. Conçus par les équipes R&D de Σ-Sigmattech, les conteneurs ont été dessinés par Jean-Michel Wilmotte. Alors que les collectivités locales cherchent à personnaliser leur mobilier urbain, Plastic Omnium Environnement a développé une offre inédite « your City, your Design » qui permet d'adapter

les conteneurs enterrés, semi-enterrés et les colonnes aériennes au design de la ville. Plastic Omnium Environnement peut travailler avec l'architecte retenu par la collectivité et adapter sa création aux exigences techniques de la collecte.

## Signature, acteur de la signalisation

Plastic Omnium Environnement est un acteur majeur en Europe de la signalisation urbaine et routière au travers des huit filiales de la société Signature Vertical Holding détenue à 65 % par la Compagnie Plastic Omnium. Signature a pour vocation de favoriser la sécurité, la mobilité et le confort des usagers. Elle renforce ses offres à forte valeur ajoutée avec des solutions de signalisation électrique et d'éclairage permettant une gestion plus économe des budgets énergie : alimentation à l'énergie solaire, contrôle à distance de la puissance électrique... L'acquisition, en 2010, de la société anglaise Post and Column par Signature Ltd répond à cet objectif.

N°1 mondial dans les équipements et services pour la gestion des déchets, la signalisation et l'aménagement urbain.

---



Plastic Omnium Environnement a remporté un contrat majeur avec la CREA (Agglomération Rouen-Elbeuf-Austreberthe) comprenant la fourniture de 3 700 conteneurs enterrés et semi-enterrés.

# Burelle Participations

Après plus d'un an d'activité réduite, le secteur du capital-investissement a connu, en 2010, un retour progressif à des conditions plus favorables. Avec la reprise de la croissance, les résultats des sociétés en portefeuille se sont améliorés, les contraintes de financement se sont détendues et les portefeuilles ont pu être revalorisés.

## Marché

Alors qu'en 2009, les nouvelles opérations de capital transmission avaient porté essentiellement sur des entreprises de petite taille, l'année 2010 a vu le retour de transactions plus importantes. Les montants investis dans des opérations d'une valeur supérieure à 50 millions d'euros ont plus que triplé. Cependant, le nombre d'opérations de ce type est resté modeste. Les opérations de plus petite taille ont constitué le cœur du marché, avec les opérations de *build up*, destinées à renforcer des participations déjà en portefeuille.

La liquidité des investissements, qui s'était quasiment tarie en 2009, s'est améliorée en 2010 sans retrouver les niveaux d'avant la crise. Les banques sont restées sélectives, privilégiant les entreprises opérant dans des secteurs défensifs et ayant démontré leur résilience. Les financements étant difficiles à mettre en place, les nouvelles opérations ont essentiellement concerné des transactions secondaires portant sur des entreprises ayant établi leur capacité à honorer leurs échéances pendant la crise.

## Activité

Après avoir marqué une pause en 2009, Burelle Participations a pris cinq nouveaux engagements en 2010. Un nouvel investissement en capital a été

conclu dans le cadre d'une sortie de LBO sur une entreprise opérant dans le secteur de l'amélioration de l'habitat, et un autre, en accompagnement d'une société déjà en portefeuille pour financer une opération de croissance externe. Les autres opérations ont porté sur un rachat d'une position dans un fonds totalement investi, et sur des souscriptions à deux fonds dont un spécialisé dans les services financiers.

Fruit d'une politique d'investissement privilégiant la diversification des risques autour de trois classes d'actifs (capital, mezzanine et fonds), le portefeuille de Burelle Participations a globalement bien résisté aux conséquences de la crise financière. Malgré le provisionnement quasi-intégral d'un investissement, le portefeuille s'est globalement apprécié au cours de l'exercice grâce à l'amélioration des résultats opérationnels et à l'amortissement de la dette d'acquisition. L'actif net réévalué de Burelle Participations au 31 décembre 2010 est estimé à 33,5 millions d'euros en progression de 10 % par rapport à 2009.

L'exercice 2011 s'annonce dans la continuité de l'année dernière. Si la conjoncture économique reste identique, les performances des entreprises devraient poursuivre leur redressement et permettre une nouvelle

progression des valorisations et une diminution du risque du portefeuille. Burelle Participations devrait profiter, en 2011, du retour de la liquidité et réaliser plusieurs cessions qui contribueront positivement au résultat.

Dôme du Grand Palais  
vu du siège de Burelle  
Participations



# Sofiparc

Sofiparc est propriétaire d'un patrimoine immobilier constitué de bureaux situés en Ile-de-France et de terrains dans la région lyonnaise.

Créée en 1989, la société Sofiparc détient et gère un patrimoine immobilier à caractère non-industriel. Son principal actif, situé à Levallois, dans les Hauts-de-Seine, au cœur de la région économique francilienne, est constitué d'un immeuble de bureaux d'une superficie de 13 132 m<sup>2</sup>. Complété de 270 parkings, cet ensemble occupe un emplacement de premier plan, à proximité de Paris et du quartier d'affaires de la Défense.

## Location intégrale des bureaux de Levallois

Les bureaux de Levallois sont loués, pour la plus grande part, à la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium ainsi qu'à ses services centraux et divisions opérationnelles. Fin décembre 2010, la direction de Plastic Omnium Auto Inergy a emménagé dans l'immeuble, suite au départ de deux locataires.

International SOS, leader mondial dans l'assistance médicale et la sécurité, occupe le reste des surfaces depuis le 1<sup>er</sup> juin 2008, dans le cadre d'un bail locatif de six ans ferme. En 2010, Sofiparc a réalisé un chiffre d'affaires de 6,5 millions d'euros.

L'immeuble fait l'objet d'une écogestion responsable afin d'améliorer ses performances énergétiques et économiques. Initié en 2007, ce programme s'est concrétisé par de nouveaux travaux en 2010, portant sur la gestion technique de l'éclairage et

de la climatisation, afin de réduire les consommations d'eau et d'électricité, ainsi que le nombre des interventions de maintenance. La sécurité du bâtiment et des personnes qui y travaillent constitue également une priorité.

## Baux à construction et terrains dans la région lyonnaise

Sofiparc est propriétaire de près de 29 000 m<sup>2</sup> de terrains à Lyon et à Saint-Priest, à l'est de l'agglomération lyonnaise. Le terrain de Lyon, situé dans le quartier de Gerland (7<sup>ème</sup> arrondissement), est exploité en bail à construction par le fonds immobilier Oteli France pour un hôtel Novotel et un hôtel Ibis, près du Pont Pasteur, sur le Rhône. A Saint-Priest, Sofiparc détient quatre terrains : deux terrains nus et deux autres donnés en bail à construction au groupe Aqua Center et à la Société McDonald's.

Vue extérieure de l'immeuble de Levallois



# RAPPORT FINANCIER



## Comptes consolidés

- 32 Rapport de gestion du Groupe
  - 32 Activités
  - 32 Faits marquants
  - 33 Règles et méthodes comptables
  - 33 Recherche et Développement
  - 33 Gestion des risques
  - 36 Comptes consolidés du Groupe Burelle
  - 39 Perspectives 2011
  - 39 Événements postérieurs à la clôture
- 40 Informations environnementales et sociales
- 45 Bilan
- 46 Compte de résultat
- 47 État du résultat global
- 48 Variation des capitaux propres
- 49 Détail de la variation de périmètre
- 50 Tableau des flux de trésorerie
- 51 Annexes aux comptes consolidés
- 112 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés
- 114 Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2010
- 121 Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président

## Comptes sociaux

- 124 Rapport de gestion
  - 124 Éléments financiers
  - 124 Capital social
  - 124 Actionnariat
  - 125 Pactes d'actionnaires
  - 125 Évolution boursière
  - 125 Rémunérations des mandataires sociaux
  - 129 Programme d'achat d'actions
  - 129 Projet d'affectation du résultat
  - 130 Information sur les délais de paiement
  - 130 Autres éléments d'information
- 131 Compte de résultat
- 132 Bilan avant affectation du résultat
- 133 Tableau des flux de trésorerie
- 134 Annexe aux comptes annuels
- 139 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2010
- 140 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels
- 141 Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions et Engagements réglementés
- 143 Textes des résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 2011
- 145 Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2010
- 148 Résultats financiers des cinq derniers exercices

# Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 2011

## ACTIVITÉS

Burelle SA est une société holding qui contrôle trois filiales :

- la Compagnie Plastic Omnium, groupe industriel et de services détenu directement à 54,7 % <sup>(1)</sup>,
- Burelle Participations, filiale à 100 % dédiée au capital-investissement, et
- Sofiparc, filiale immobilière contrôlée à 100 %.

Principal actif de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium constitue la quasi-totalité du chiffre d'affaires consolidé de Burelle. Implantée dans 27 pays et employant 18 000 personnes dans le monde, la Compagnie Plastic Omnium est présente principalement dans les équipements automobiles qui constituent 85,5 % de son chiffre d'affaires en 2010 et regroupent deux activités au sein de Plastic Omnium Automobile :

- Plastic Omnium Auto Exterior, leader mondial des pièces et modules de carrosserie, conçoit, fabrique et livre une large gamme de pièces en thermoplastique et composite : pare-chocs et systèmes d'absorption d'énergie, modules d'ailes, modules bloc-avant et hayons.
- Plastic Omnium Auto Inergy, ex-Inergy Automotive Systems, est le premier fabricant mondial de systèmes à carburant en plastique. Depuis septembre 2010, la Compagnie Plastic Omnium contrôle à 100 % cette activité qui était précédemment détenue en joint-venture à parité avec le groupe Solvay. Produits de sécurité, les systèmes à carburant intègrent plusieurs fonctions : remplissage, stockage, jaugeage, ventilation et alimentation moteur.

Plastic Omnium Automobile propose des solutions aux constructeurs pour répondre aux problématiques d'allègement du poids des véhicules, de réduction des émissions polluantes, de recyclage des équipements et d'amélioration de la sécurité des piétons.

Deuxième pôle d'activité de la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Environnement est essentiellement présent en Europe. Il représente 14,5 % du chiffre d'affaires consolidé en 2010. Son offre comprend un ensemble de produits et services destinés principalement aux collectivités locales : conteneurs pour les déchets, systèmes de gestion des déchets par tarification incitative, signalisation urbaine et routière, mobilier urbain.

Les filiales non-industrielles de Burelle SA comprennent Sofiparc qui détient un ensemble de bureaux situés à Levallois (Hauts-de-Seine) et des terrains dans la région lyonnaise, et Burelle Participations, filiale spécialisée dans le capital-investissement, dont la vocation est d'investir dans des entreprises avec un horizon de valorisation à moyen terme.

(1) 59,85 % après annulation de l'autocontrôle de la Compagnie Plastic Omnium au 31 décembre 2010.

## FAITS MARQUANTS

### Fort rebond de la production automobile mondiale et part croissante de la Chine et des pays émergents.

Après avoir accusé une baisse de 12,5 % en 2009, la production automobile mondiale s'est fortement redressée en 2010, passant de 57,5 millions de véhicules à 71,8 millions (+ 25 %).

La reprise a été particulièrement marquée en Amérique du Nord, où le nombre de véhicules produits a progressé de 39 % après avoir chuté de 32 % en 2009. La production a augmenté de 20 % au Japon et en Corée, et de 16 % en Europe, où les programmes de soutien avaient permis de réduire la baisse pendant la crise. Malgré ce retour à un rythme d'activité soutenu, la production automobile dans les principales zones industrialisées, notamment aux États-Unis et en Europe, est restée inférieure aux niveaux atteints en 2008 et devrait poursuivre son redressement en 2011.

Premier constructeur automobile mondial, la Chine a produit, 32 % de véhicules de plus en 2010 qu'au cours de l'année précédente. Entre 2008 et 2010, elle a quasiment doublé sa production. A elle seule, la production automobile chinoise compte pour 21 % de la production automobile mondiale en 2010, et pour 25 % de sa progression. La Chine et les autres grands pays émergents, comme le Brésil et l'Inde, représentent une part croissante de la production automobile mondiale. Alors que l'Amérique du Nord, l'Europe, le Japon et la Corée produisaient 72 % des nouveaux véhicules dans le monde en 2008, leur part ne s'élève plus qu'à 61 % en 2010. D'ici 2015, plus de 50 % de la progression de la production automobile mondiale devrait provenir de la Chine et des autres zones émergentes.

### Prise de contrôle intégral par la Compagnie Plastic Omnium d'Inergy Automotive Systems et rachat d'une usine en Espagne

L'exercice 2010 a été marqué par l'acquisition par la Compagnie Plastic Omnium de 100 % d'Inergy Automotive Systems qui était précédemment détenue en joint-venture à 50/50 avec Solvay. Cette acquisition a été conclue pour 270 millions d'euros et a pris effet au 1<sup>er</sup> septembre 2010.

Inergy Automotive Systems dispose de 24 usines et emploie 4 400 personnes. En 2010, son chiffre d'affaires s'élève à 1,2 milliard d'euros et génère une rentabilité similaire à celle du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium.

Avec cette acquisition, la Compagnie Plastic Omnium a pris le contrôle d'un leader mondial, tout en élargissant son portefeuille clients et en augmentant son exposition aux pays à forte croissance et aux marchés des systèmes de dépollution.

Au cours de l'exercice, la Compagnie Plastic Omnium a également procédé à l'acquisition de l'usine du groupe Peguform à Vigo, en Espagne, pour un montant de 26,5 millions d'euros. Cette usine de pièces de carrosserie, dédiée au site de PSA Peugeot Citroën situé à proximité, réalise un chiffre d'affaires

2010 de 39 millions d'euros. Compte tenu des nouvelles commandes enregistrées depuis cette reprise, son chiffre d'affaires devrait passer à 100 millions d'euros en 2014.

### **Renforcement des fondamentaux de la Compagnie Plastic Omnium**

La Compagnie Plastic Omnium a réalisé, en 2010, des résultats records, affichant une rentabilité opérationnelle de 7 % et un excédent de trésorerie de 194 millions d'euros. Ces résultats reflètent non seulement l'impact de la reprise des volumes de production automobile, mais également l'efficacité des actions menées pour abaisser durablement le point mort et gérer au plus près les coûts et les investissements. Ils ont permis à la Compagnie Plastic Omnium de financer sa croissance externe en limitant l'impact sur le gearing.

Fort d'une capacité bénéficiaire renforcée et d'un pôle automobile totalement contrôlé et occupant des positions de leader mondial dans ses deux métiers, la Compagnie Plastic Omnium a pris un nouveau tournant en 2010 et s'est dotée de moyens accrus pour tirer profit des opportunités de croissance.

### **RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Les règles et méthodes comptables sont décrites dans les annexes des comptes consolidés.

### **RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT**

La Recherche et Développement fait partie intégrante de la stratégie à long terme de la Compagnie Plastic Omnium, filiale industrielle de Burelle SA, tant dans les Équipements Automobiles que dans l'Environnement.

En 2010, la Compagnie Plastic Omnium a consacré 144 millions d'euros à la Recherche et Développement soit 4,4 % de son chiffre d'affaires. Cette activité regroupe 14 sites dans le monde, employant 1 000 ingénieurs et techniciens, soit 5,5 % des effectifs totaux. Elle gère un portefeuille de 2 037 brevets, dont 85 ont été déposés en 2010.

Dans les Équipements Automobiles, la Compagnie Plastic Omnium se concentre sur la recherche de solutions susceptibles de réduire l'empreinte carbone des véhicules sur l'ensemble de leur durée de vie par l'utilisation de matériaux plastiques et composites allégés, le recours à des matériaux « verts » recyclés ou issus des biotechnologies et la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, grâce à une intégration des fonctions, au démontage des pièces et au recyclage des composants en fin de vie.

La sécurité des piétons (choc tête/hanche/jambe) est un autre axe de recherche et de développement important dans les pièces et modules de carrosserie.

Dans les systèmes à carburants, les équipes de R & D concentrent leurs efforts sur la réduction des émissions d'hydrocarbures et les émissions d'oxyde d'azote des véhicules diesel.

Dans le domaine de l'Environnement, les équipes de R&D travaillent sur l'utilisation de matière recyclée et de matériaux verts ainsi que sur l'amélioration des offres de data management dont l'objectif est de mieux sensibiliser les usagers aux objectifs de réduction des déchets et d'amélioration du tri. En 2010, Plastic Omnium Environnement a déposé 32 nouveaux brevets.

### **GESTION DES RISQUES**

#### **1. Risques opérationnels**

##### **Risques liés aux programmes automobiles**

L'activité du secteur automobile dépend de multiples facteurs, parfois régionaux, tels que l'activité économique, la politique industrielle des constructeurs, l'accès des ménages au crédit ou le contexte réglementaire. Par ailleurs, tout investissement relatif à un programme automobile donné se double, du fait de sa singularité (marque, design, date de lancement, non renouvellement...), d'un risque spécifique qui peut affecter la performance commerciale de l'entreprise.

Réduisant notablement l'exposition aux risques spécifiques et géographiques, la politique de diversification des activités, d'une part, et la multiplicité des programmes automobiles, d'autre part, constituent un axe majeur de la stratégie de la Compagnie Plastic Omnium.

Le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium compte plus de 20 clients dans 25 pays soit la quasi-totalité des grands constructeurs mondiaux, sur différents segments de marché et deux grandes familles de produits distinctes.

En matière d'engagement, tout nouveau projet fait l'objet d'un processus de validation très circonstancié et, pour les projets les plus significatifs, d'une autorisation de la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium. Une fois le projet accepté, un dispositif structuré de suivi opérationnel et financier est mis en place afin d'en contrôler l'évolution.

##### **Risque fournisseur**

La performance du secteur automobile réside dans la maîtrise de la chaîne logistique dont l'organisation, remarquable par sa performance, suscite une interdépendance forte des partenaires qui la constituent. Le travail important que requiert l'homologation d'un fournisseur dans le cadre d'un programme donné rend difficile toute substitution rapide en cas de déficience non anticipée. Aussi, le choix comme le suivi des partenaires d'un projet constituent des facteurs clef de son succès.

Dans cette optique, tout fournisseur automobile fait l'objet d'une homologation établie sur des critères opérationnels, financiers et régionaux précis.

Dans le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium, un panel de fournisseurs choisis fait en sus l'objet d'une surveillance trimestrielle récurrente, opérée par la Direction des Achats, avec l'aide d'agences spécialisées.

# Rapport de gestion du Groupe

Le pôle Environnement pratique une politique de duplication des sources pour les approvisionnements les plus critiques. Il exerce également une surveillance permanente de certains fournisseurs importants avec le support des fonctions centrales et, au besoin, d'agences externes.

Enfin, les directions opérationnelles exercent une vigilance toute particulière dans ce domaine afin d'anticiper et de gérer au mieux des situations de défaut d'approvisionnement peu fréquentes, mais au développement éventuellement rapide.

## Risque informatique

La disponibilité, l'intégrité et la confidentialité de l'information constituent des exigences fortes. Afin de maîtriser l'information véhiculée au sein des sociétés du Groupe, en interne ou avec l'extérieur, la Direction des Systèmes d'Information de la Compagnie Plastic Omnium s'assure que les systèmes mis en place répondent aux normes et aux standards qu'elle établit. Un pôle technique en garantit, pour une large part, le respect. Il a pour mission de couvrir l'ensemble des besoins « front office », les architectures applicatives et techniques « back office », les infrastructures « réseau et télécom », les activités de support et l'exploitation.

La Direction des Systèmes d'Information est dotée d'une cellule chargée de la « Sécurité des Systèmes d'Information ». En 2010, celle-ci a mis à jour sa feuille de route qui porte sur l'actualisation des dispositifs de protection contre les risques externes. Certaines étapes ont été mises en œuvre en 2010 et l'effort continu d'adaptation des systèmes à leur environnement se poursuivra en 2011.

## 2. Risques industriels et environnementaux

### Risque Hygiène, Sécurité et Environnement

La Compagnie Plastic Omnium met en œuvre, sur le plan mondial, une politique en matière de sécurité et d'environnement qui repose sur une vision partagée, un pilotage structuré, un reporting et des démarches de certification.

Cette politique est pilotée par le Comité de Direction qui examine mensuellement la performance individuelle de chaque filiale, laquelle fait l'objet d'un reporting spécifique établi dans le cadre d'une démarche active de progrès continu.

Une organisation dédiée, composée sur le terrain d'animateurs Hygiène, Sécurité et Environnement (« HSE »), est chargée d'en favoriser et d'en coordonner le déploiement. Ce réseau d'experts est animé par la Direction Sécurité Environnement, relayée par des Managers Sécurité Environnement centraux au niveau de chaque division. Mais c'est en définitive aux Directeurs de divisions qu'incombe la responsabilité de la gestion et du suivi des risques liés à la sécurité et à l'environnement.

Des plans d'actions correctives et d'amélioration continue sont mis en œuvre et intégrés dans les démarches de certification ISO 14001 et OHSAS 18001 des sites industriels. Ces plans encouragent la généralisation des bonnes pratiques. Ils intègrent des formations relatives au règlement REACH et aux outils du programme interne « Top Safety ».

Par ailleurs, la Compagnie Plastic Omnium s'est dotée d'un système de management spécifique. Promu par le Comité de Direction, il repose sur quatre axes de management, ou « management roadmaps » : le leadership, la motivation, la compétence et la recherche de l'excellence. Un comité spécialisé, le Comité Sécurité Environnement, comprenant plusieurs membres du Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium, en pilote la mise en œuvre.

En 2010, la Compagnie Plastic Omnium a obtenu le renouvellement de la Certification OHSAS 18001 de son « Pilotage central de la sécurité des personnes et des biens ».

### Risque Qualité

En matière de qualité des produits et des processus, les divisions de la Compagnie Plastic Omnium ont également mis en place, selon des schémas qui prévalent depuis de nombreuses années dans l'industrie, notamment dans l'automobile, des organisations dédiées et des processus fiabilisés dont la robustesse et l'efficacité font systématiquement l'objet d'une procédure de certification ISO 9001 (Pôle Environnement) ou ISO/TS 16949 (Pôle Automobile).

## 3. Risques de marché

La Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie des filiales qu'elle contrôle à travers Plastic Omnium Finance qui gère, pour leur compte, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux. La politique relative à la couverture des risques de marché qui se traduit par des prises d'engagement, au bilan ou hors bilan, est validée trimestriellement par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium.

Les opérations qui ont trait à Burelle SA, Burelle Participations et Sofiparc sont validées par leur Président-Directeur Général/Président ou par leurs Directeurs Généraux Délégués. Burelle SA et Sofiparc utilisent Plastic Omnium Finance, de manière récurrente, pour des transactions financières qui impliquent des sociétés appartenant à la Compagnie Plastic Omnium.

### Risque de liquidité

Les sociétés du Groupe, et plus particulièrement la Compagnie Plastic Omnium, doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante, les investissements nécessaires à leur développement et faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

À cette fin, la Compagnie Plastic Omnium et certaines de ses filiales disposent de ressources à moyen terme sous forme de contrats de crédit bancaire confirmé, exempts de garantie à caractère purement financier (« financial covenant »). Au 31 décembre 2010, l'échéance moyenne de ce portefeuille d'ouvertures de crédit est de plus de trois ans.

En outre, la Compagnie Plastic Omnium a mis en place des contrats de cessions de créances commerciales dont l'échéance moyenne excède un an. Au 31 décembre 2010, les ressources

moyen terme disponibles couvrent les besoins de financement estimés jusqu'à fin 2013. Enfin, la Compagnie Plastic Omnium dispose d'ouvertures de crédit court terme et d'un programme de billets de trésorerie. Toutes ces lignes à court et moyen termes sont ouvertes auprès d'institutions bancaires de premier plan.

Les situations de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et de ses divisions sont suivies quotidiennement et font l'objet d'un rapport hebdomadaire remis à la Direction Générale.

Burelle SA et Sofiparc disposent de leurs propres lignes de crédit confirmées. Au 31 décembre 2010, celles-ci s'élèvent à 109 millions d'euros et ont une échéance moyenne de cinq années.

#### Risque de change

Seule l'activité de la Compagnie Plastic Omnium est susceptible de donner lieu à un risque de change. Néanmoins, son activité repose essentiellement sur des usines de proximité : hormis pour la conversion comptable des états financiers, cette société est peu exposée aux fluctuations de change. Celles-ci peuvent affecter certaines filiales importatrices sans toutefois constituer un enjeu significatif.

La politique de la Compagnie Plastic Omnium consiste à éviter tout risque de change né de transactions devant donner lieu à un paiement ou une recette futurs. Si une transaction fait apparaître un risque de change, celui-ci fera l'objet d'une couverture sur le marché des changes à terme. L'opération couverture sera réalisée par les filiales concernées auprès de la trésorerie centrale qui, à son tour, se couvrira auprès de ses banques.

#### Risque de taux

La Compagnie Plastic Omnium souscrit des instruments de couverture de taux d'intérêt de type swap, cap et tunnels. L'objectif est de se couvrir contre une hausse des taux Euribor et Libor dans la perspective de la maîtrise des dépenses d'intérêts financiers.

Au 31 décembre 2010, la dette en euros est couverte à 70 % par des instruments financiers non spéculatifs pour des durées comprises entre 2,5 et 4,5 années.

#### Risque de prix des matières premières

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium nécessite l'achat de quantités importantes de matières premières (plastiques, aciers, peintures, ...). Les variations du prix d'achat de ces matières impactent la marge opérationnelle.

Pour limiter les risques liés à ces variations de prix, la Compagnie Plastic Omnium négocie avec ses clients des clauses d'indexation des prix de vente ou, à défaut, procède à des renégociations régulières de prix.

Par ailleurs, la Compagnie Plastic Omnium négocie avec ses fournisseurs des contrats comportant des engagements de prix annuels. Enfin, les stocks sont optimisés de manière à réduire au minimum les impacts de variation de cours.

## 4. Risques juridiques

La Compagnie Plastic Omnium dispose d'une Direction des Affaires Juridiques centralisée qui s'appuie, si besoin, sur des conseils locaux et sur un réseau de correspondants dans les principaux pays. Cette Direction accompagne les directions opérationnelles et fonctionnelles dans toutes leurs opérations courantes ou exceptionnelles, prévient, anticipe et gère les risques juridiques liés aux activités et pilote les litiges.

Les questions juridiques relatives à Burelle SA et à Burelle Participations sont suivies par le Secrétaire Général de Burelle SA, assisté par des conseils spécialisés.

#### Risque lié à la propriété intellectuelle

La Recherche et l'Innovation constituent des piliers importants de la Compagnie Plastic Omnium, pour le pôle Automobile comme pour le pôle Environnement. Afin de protéger la Compagnie contre toute appropriation d'une invention ou d'une marque par un tiers, la Direction des Affaires Juridiques, en collaboration avec un conseil extérieur et en appui des Directions Recherche & Développement, assure le dépôt, l'exploitation et la défense des intérêts du Groupe en matière de propriété intellectuelle.

#### Risque lié aux produits et services vendus

La Compagnie Plastic Omnium est exposée à certains risques d'actions en garantie ou en responsabilité de la part de ses clients au titre des produits et services rendus. Ces risques relèvent de la responsabilité civile contractuelle et font l'objet d'une couverture d'assurance spécifique.

La Compagnie Plastic Omnium est également soumise au risque d'actions en responsabilité en cas de défaut des produits et services vendus provoquant des dommages aux tiers. Ces risques relèvent de sa responsabilité civile délictuelle et font l'objet d'une couverture d'assurance spécifique.

Eu égard aux standards Qualité en vigueur, le risque produit apparaît bien maîtrisé.

# Rapport de gestion du Groupe

## Risque lié au respect du droit de la concurrence

Afin de marquer son attachement au respect des règles du Droit de la Concurrence, la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium a initié le déploiement d'un programme de *compliance* au sein de l'ensemble de ses divisions, sur la base d'un Code de Conduite spécifique (« Code de Conduite Compagnie Plastic Omnium – conformité au Droit de la Concurrence ») et de séances de formation.

## 5. Autres risques

### Risque clients

La Compagnie Plastic Omnium n'a eu à souffrir d'aucune défaillance de paiement de ses clients dans l'Automobile en 2010.

Concernant l'activité résultant des contrats passés avec les collectivités, certains retards de paiement sont toujours enregistrés, notamment en Espagne. Néanmoins, les actions engagées ont permis de réduire globalement le montant des créances échues et le risque est faible du fait de la diversité et de la nature de la clientèle.

En matière de gestion, un « Credit Manager » est chargé de mettre en œuvre des processus structurés de surveillance du risque clients et de recouvrement des en-cours, au sein des divisions. Le délai moyen de règlement est de 47 jours en 2010. Un état analytique des créances clients, par filiale, est remonté chaque semaine à la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium. Les créances nettes à plus de six mois représentent 10,9 millions d'euros soit environ 0,33 % du chiffre d'affaires.

Enfin, dans tous les métiers de la Compagnie Plastic Omnium, des procédures de revue précèdent toute réponse aux appels d'offres, notamment dans un souci d'équilibre du portefeuille d'en-cours clients dont la Direction Générale fixe le profil cible et sur lequel elle exerce une surveillance permanente.

### Risque fiscal

La Direction Fiscale est centralisée au niveau de la Compagnie Plastic Omnium. Elle s'appuie sur des conseils locaux et un réseau de correspondants dans les principaux pays. Ce département accompagne les sociétés du Groupe dans leurs obligations fiscales et dans toutes les opérations, courantes ou exceptionnelles, nécessitant une approche fiscale.

La mise en œuvre d'un reporting fiscal permet une gestion centralisée complète des impôts différés et contribue à la diminution du temps de production des comptes consolidés ; par ailleurs, ce reporting permet à la Direction Fiscale de disposer des informations fiscales tant actuelles que prévisionnelles assurant la Direction Générale d'un suivi complet des risques fiscaux et d'une gestion optimale de la charge d'impôt.

## Risque lié à Burelle Participations

Burelle Participations investit, aux côtés de partenaires, dans des acquisitions d'entreprises avec effet de levier. Par définition, ces opérations sont montées avec un niveau d'endettement important qui s'appuie sur les prévisions de cash flow libre généré par l'entreprise. Pour assurer une diversification satisfaisante des risques inhérents à ce type d'opérations, Burelle Participations s'attache à maintenir une structure de portefeuille équilibrée entre trois classes d'actifs (fonds, mezzanine et capital).

Au 31 décembre 2010, le montant total investi s'élève à 27,3 millions d'euros, y compris les placements des liquidités. Les investissements sont répartis sur 19 lignes dont neuf concernent des fonds, eux-mêmes investis dans près d'une centaine d'entreprises intervenant dans des secteurs variés. Les investissements en capital constituent la partie la plus risquée du portefeuille car ils sont moins diversifiés que les participations dans des fonds et sont subordonnés au paiement de toute forme de dette. Au 31 décembre 2010, les investissements en capital représentent 7,0 millions d'euros répartis sur cinq lignes d'un montant compris entre 1,0 et 1,9 million d'euros. À la fin de l'exercice, cette partie du portefeuille est valorisée à 10,7 millions d'euros et affiche une plus-value latente nette de 53 %.

## 6. Assurances et couvertures des risques

Il a été mis en place un programme mondial d'assurances bénéficiant à toutes les sociétés du Groupe. Ce programme est accompagné de polices locales dans tous les pays où le Groupe est implanté. Il vise à couvrir les risques principaux pouvant affecter ses activités, ses résultats ou son patrimoine, à savoir :

- l'assurance Dommages et Pertes d'exploitation,
- l'assurance Responsabilité Civile Exploitation et Produit,
- l'assurance Responsabilité Civile Environnement.

Les couvertures et les montants de garanties sont appropriés à la nature des risques et tiennent compte des capacités du marché de l'assurance.

## COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BURELLE

Le chiffre d'affaires du groupe Burelle s'élève à 3 251,5 millions d'euros en 2010 contre 2 460,9 millions d'euros en 2009. Il intègre Inergy Automotive Systems à 100 %, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010, ainsi que BPO, société turque précédemment consolidée en intégration proportionnelle à 50 %. Hors ces effets de périmètre, le taux de croissance du chiffre d'affaires consolidé est de 20,8 %, et de 16,5 % en neutralisant l'impact des devises.

En intégrant, en année pleine, Inergy Automotive Systems à 100 % et l'usine de Vigo, le chiffre d'affaires proforma 2010 ressortirait à 3,65 milliards d'euros.

La quasi-totalité du chiffre d'affaires consolidé 2010 est représentée par la Compagnie Plastic Omnium. Du fait du départ en cours d'année de certains locataires extérieurs au groupe, la contribution de Sofiparc au chiffre d'affaires consolidé est de 1,9 million d'euros au lieu de 2,2 millions d'euros en 2009.

La marge brute bénéficie de la baisse des coûts de production. Dans un environnement marqué par la hausse des matières premières, elle progresse de 336,0 millions d'euros en 2009 à 500,7 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, elle s'améliore de 13,7 % à 15,4 %.

La marge opérationnelle consolidée fait plus que doubler, passant de 101,6 millions d'euros en 2009 à 226,0 millions d'euros, avant prise en compte de l'amortissement des actifs incorporels acquis avec Inergy Automotive Systems. La hausse des volumes de production, combinée au plein effet des mesures de réduction des coûts prises depuis 2008, permet à la marge opérationnelle de progresser de 4,1 % du chiffre d'affaires à 7,0 %. Cette performance reflète notamment une réduction pérenne des coûts, hors achats et amortissements, estimée à 100 millions d'euros par an au sein de la Compagnie Plastic Omnium.

Les autres charges nettes s'élèvent à 22,7 millions d'euros. Elles prennent en compte les effets de l'intégration à 100 % d'Inergy Automotive Systems qui génère un profit de 18,8 millions d'euros sur la réévaluation de la part de 50 % déjà détenue par la Compagnie Plastic Omnium et un amortissement de 10,3 millions d'euros relatif au carnet de commandes et à la réévaluation des stocks acquis à la date d'acquisition. Le solde correspond à des dépréciations d'actifs ainsi que des charges et provisions pour pénalités et litiges pour un montant total net de 31,2 millions d'euros.

En 2009, les autres charges opérationnelles nettes, d'un montant de 34,6 millions d'euros, couvraient des coûts relatifs à des compléments de restructuration.

Les charges financières nettes s'élèvent à 27,2 millions d'euros contre 25,5 millions d'euros en 2009.

Après comptabilisation de la perte des sociétés mises en équivalence pour 1,9 million d'euros et d'une charge d'impôt de 29,7 millions d'euros, le résultat net des activités poursuivies ressort à 144,5 millions d'euros. En 2009, il s'élevait à 32,3 millions d'euros.

En ligne avec l'amélioration de la rentabilité, le résultat net consolidé progresse fortement, de 28,9 millions d'euros à 142,5 millions d'euros. Déduction faite de la part des participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net part du Groupe s'établit à 75,2 millions d'euros au lieu de 14,7 millions d'euros en 2009. Ramené à une action, le résultat net part du Groupe s'élève à 43,05 euros contre 8,41 euros pour l'exercice précédent.

La capacité d'autofinancement consolidée du Groupe s'améliore de 96,7 millions d'euros par rapport à 2009, passant de 253,3 millions d'euros à 350,0 millions d'euros. Après une baisse significative en 2009, les investissements, nets des cessions, progressent de 84,1 millions d'euros à 138 millions d'euros. Ils restent, toutefois, contenus à 4,2 % du chiffre d'affaires.

Après prise en compte de la réduction du besoin en fonds de roulement pour 17,3 millions d'euros, l'excédent de trésorerie produit au cours de l'exercice s'établit à 192,8 millions d'euros soit 5,9 % du chiffre d'affaires. Il finance une grande partie du montant des opérations de croissance externe qui s'élèvent à 301 millions d'euros.

L'endettement financier net au 31 décembre 2010 s'élève à 530 millions d'euros, un montant inférieur au niveau de 2008. Il représente 84 % du montant des capitaux propres et des subventions à la clôture s'établissant à 629 millions d'euros.

### Compagnie Plastic Omnium

La Compagnie Plastic Omnium, est détenue directement à 54,7 % par Burelle SA. Elle est cotée à l'Euronext Paris Compartiment B et fait partie du CAC Mid 60 et du SBF 120 depuis mars 2011. Elle publie séparément des documents financiers pour l'information de ses actionnaires.

En 2010, la Compagnie Plastic Omnium réalise un chiffre d'affaires de 3 249,6 millions d'euros contre 2 458,6 millions d'euros en 2009, en hausse de 32,2 %. A taux de change et périmètre constants, la croissance est de 16,5 %. Les effets de périmètre sont les mêmes que ceux qui sont indiqués pour le groupe Burelle.

Le chiffre d'affaires 2010 est généré par Plastic Omnium Automobile, pour 85,5 %, et, par Plastic Omnium Environnement, pour le solde de 14,5 %.

Plastic Omnium Automobile regroupe les activités de pièces et modules de carrosserie de Plastic Omnium Auto Exterior et celles de Plastic Omnium Auto Inergy dans les systèmes à carburant en plastique. En 2010, le pôle Automobile enregistre un chiffre d'affaires en hausse de 37,9 %, à 2 778,0 millions d'euros contre 2 014, 5 millions d'euros en 2009. A périmètre constant, la progression est de 24 %, en ligne avec la hausse de la production automobile mondiale.

Les ventes de Plastic Omnium Automobile en Europe de l'Ouest sont en croissance de 9 %. Elles contribuent pour 44 % au chiffre d'affaires automobile total contre 56 % en 2009. L'Amérique du Nord enregistre un chiffre d'affaires en hausse de près de 70 % par rapport à 2009. Sa part des ventes progresse de 21 % en 2009 à 26 %, tandis que l'ensemble constitué par l'Asie et l'Amérique du Sud passe de 16 % à 21 %.

## Rapport de gestion du Groupe

PSA Peugeot Citroën et General Motors sont les premiers clients du pôle automobile, avec chacun 17 % du chiffre d'affaires, suivis par Volkswagen/Porsche, BMW et Renault, pour 14 % chacun.

Deuxième pôle d'activité, Plastic Omnium Environnement rassemble les opérations dans les conteneurs de déchets de Plastic Omnium Systèmes Urbains et du groupe Sulo, basé en Allemagne. Il regroupe également les activités de Signature dans la signalisation routière et l'aménagement urbain.

En 2010, le pôle Environnement génère un chiffre d'affaires en croissance de 6,2 %, de 444,1 millions d'euros en 2009 à 471,5 millions d'euros. Au cours de l'exercice, il a enregistré de nouvelles commandes significatives, notamment dans les conteneurs enterrés et semi-enterrés et les systèmes de redevance incitative. Environ 40 % de son chiffre d'affaires est réalisé en France et 65 % avec les collectivités locales.

La marge opérationnelle de la Compagnie Plastic Omnium, avant amortissement des actifs incorporels acquis, s'établit, à 227,2 millions d'euros en 2010 contre 102,1 millions d'euros en 2009. Le pôle Automobile y contribue à hauteur de 201,4 millions d'euros soit 7,2 % du chiffre d'affaires. En 2009, il avait généré une marge opérationnelle de 78,2 millions d'euros égale à 3,9 % du chiffre d'affaires.

Plastic Omnium Environnement voit sa marge opérationnelle croître de 24,0 millions d'euros (5,4 % du chiffre d'affaires) à 25,8 millions d'euros (5,5 % du chiffre d'affaires).

Les autres charges opérationnelles s'élèvent à 15,8 millions d'euros contre 33,4 millions d'euros en 2009. Elles intègrent les effets de l'intégration d'Inergy Automotive Systems qui se solde par un produit net de 8,5 millions d'euros. Le reste concerne des dépréciations d'actifs et des charges et provisions pour pénalités et litiges pour un montant total net de 24,3 millions d'euros.

Après prise en compte des charges financières nettes de 27,2 millions d'euros, et d'une charge d'impôt de 29,7 millions d'euros, le résultat net des activités poursuivies ressort à 152,7 millions d'euros, en très forte progression par rapport au bénéfice net de 34,4 millions d'euros réalisé en 2009.

Déduction faite de la perte provenant des activités non poursuivies, le résultat net s'établit à 150,7 millions d'euros et le résultat net part du groupe à 139,5 millions d'euros. En 2009, la Compagnie Plastic Omnium avait enregistré un bénéfice net de 31 millions d'euros et de 27,9 millions d'euros en part du groupe.

La capacité d'autofinancement générée par la Compagnie Plastic Omnium ressort à 357,3 millions d'euros au lieu de 253,9 millions d'euros en 2009. Le besoin en fonds de roulement permet de dégager des ressources pour un montant de 10,4 millions d'euros. Au total, les opérations de l'exercice génèrent un excédent de trésorerie de 193,9 millions d'euros contre 181,4 millions d'euros en 2009.

Après financement des opérations de croissance externe pour 301 millions d'euros, la Compagnie Plastic Omnium clôture l'exercice avec un endettement financier net de 538 millions d'euros contre 406 millions d'euros au 31 décembre 2009. Il représente 1,3 fois l'EBITDA proforma 2010.

### Sofiparc

Filiale à 100 % de Burelle SA, Sofiparc détient un patrimoine immobilier à usage non-industriel. Son principal actif est un ensemble immobilier situé à Levallois (Hauts-de-Seine) et constitué de 13 132 m<sup>2</sup> de bureaux et de 270 places de parkings. Sofiparc possède également à Lyon, un terrain donné à bail à construction pour l'exploitation de deux hôtels sous enseignes Novotel et Ibis, et, à Saint-Priest, à 15 km au sud de Lyon, des terrains nus dont deux font l'objet de baux à construction avec la société Mc Donald's et Aqua Center, société de lavage automatique de véhicules.

En 2010, Sofiparc réalise un chiffre d'affaires de 6,5 millions d'euros dont 4,7 millions d'euros concernent des sociétés du groupe et 1,8 millions d'euros des locataires extérieurs. Le départ de certains de ces locataires a permis de regrouper, en fin d'année, les équipes du siège de Plastic Omnium Auto Inergy dans l'immeuble de Levallois. Ces bureaux sont maintenant occupés à 79 % par la Compagnie Plastic Omnium, le reste étant loué à la société International SOS.

Sofiparc dégage un résultat net avant impôt de 3,2 millions d'euros en 2010 contre 3,5 millions en 2009.

### Burelle Participations

Société de capital-investissement, Burelle Participations a pour vocation d'investir, au côté de partenaires, dans des entreprises, lors de leur acquisition, ou pour financer leur croissance. Elle intervient, directement ou indirectement, au travers de fonds spécialisés, généralement dans des opérations à effet de levier. Elle détient un portefeuille comprenant 19 lignes réparties entre trois catégories d'actifs (fonds, capital et mezzanine).

Le secteur du capital-investissement a connu, en 2010, un regain d'activité favorisé par le desserrement des conditions de financement et les contraintes de cession des fonds. Cependant, la reprise est restée limitée à des actifs connus des banques, opérant généralement dans des secteurs défensifs. Très peu d'opérations nouvelles ont été conclues. Malgré les contraintes de financement, les valorisations des sociétés sont restées élevées, soutenues par une abondance de capital à investir et une forte concurrence entre les investisseurs.

Au cours de l'exercice, Burelle Participations a augmenté ses engagements de 10,4 millions d'euros dont 3,7 millions d'euros dans le rachat de parts d'un fonds sur le marché secondaire, 5 millions d'euros dans deux nouveaux fonds et 1,7 million d'euros dans la reprise d'un spécialiste de vente directe et dans une opération de build up sur un investissement en portefeuille. Les déboursements de l'exercice se sont élevés à 7,3 millions d'euros dont 2 millions d'euros ont été financés par le produit de cession d'un placement financier et les distributions du portefeuille.

Au cours de l'exercice, un investissement de 1 million d'euros a donné lieu à une dépréciation de 0,9 million d'euros. Après prise en compte de cette dépréciation, la contribution de Burelle Participations au résultat consolidé de Burelle est proche de l'équilibre.

Globalement, le portefeuille s'est apprécié au cours de l'exercice grâce au redressement des performances opérationnelles. Quasiment toutes les lignes, autres que l'investissement déprécié, affichent une valorisation en amélioration par rapport à l'exercice précédent.

Après distribution d'un dividende de 0,1 million d'euros, l'actif net réévalué de Burelle Participations au 31 décembre 2010 ressort à 33,5 millions d'euros pour un actif net comptable de 26,5 millions d'euros. Il est en progression de 3 millions d'euros par rapport au montant de 2009 qui s'élevait à 30,5 millions d'euros pour un actif net comptable de 26,4 millions d'euros.

## **PERSPECTIVES 2011**

La Compagnie Plastic Omnium, principal actif de Burelle SA, a considérablement renforcé ses fondamentaux en 2010. Elle a consolidé son leadership dans ses deux métiers automobiles, augmenté sa capacité bénéficiaire et développé ses implantations dans les grands pays émergents. En 2011, elle entend poursuivre sa politique d'expansion dans les pays émergents, tout en menant des acquisitions ciblées dans l'Automobile et l'Environnement.

En 2011, Burelle Participations prévoit de réaliser des plus-values sur certaines de ses lignes qui devraient être cédées dans le courant de l'année. Le résultat net de Sofiparc devrait être comparable à celui de 2010.

Sur la base des perspectives actuelles des trois filiales de Burelle SA, l'année 2011 s'annonce meilleure que 2010, dans des conditions opérationnelles normales.

## **ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE**

À la connaissance de la société, aucun événement susceptible d'avoir une influence négative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe au 31 décembre 2010, n'est intervenu depuis la date de l'arrêt.

# Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L.225-102-1 du code de commerce (Décret n°2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002).

**Burelle SA est une société holding qui n'a pas d'activité industrielle. Les informations environnementales et sociales indiquées ci-dessous correspondent au même périmètre que celui de la consolidation financière, avec les mêmes règles d'intégration des filiales, dans la limite d'une participation supérieure ou égale à 50 % pour les informations environnementales. La société HBPO intégrée en proportionnelle à 33,33 % n'y figure pas.**

Par rapport à 2009, le périmètre 2010 intègre désormais trois nouveaux sites industriels : deux usines supplémentaires de Plastic Omnium Auto Exterior en Espagne et en Inde, et une usine de Plastic Omnium Environnement en Grande-Bretagne. En revanche, un site industriel européen de l'activité automobile a été fermé en 2010.

Par ailleurs, deux des six sites chinois de Plastic Omnium Auto Exterior n'ont renseigné que les informations sécurité et les consommations d'eau, d'énergie, de matières premières et de peintures et solvants.

## INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Les filiales de Burelle SA poursuivent la formalisation de leur management environnemental initiée en 2001.

Le principe de management et de reporting retenu est celui de l'implication de tous les acteurs au travers du référentiel ISO 14001, avec une décentralisation des responsabilités au niveau de chaque entité. La centralisation ne concerne que la stratégie générale et la consolidation des données brutes communiquées par les sites. Les partenaires et les fournisseurs sont progressivement intégrés à la démarche globale. La forte implication de la Direction Générale et le déploiement d'un management de l'Environnement et de la Sécurité depuis 2002 se sont traduits par une poursuite de l'amélioration de divers indicateurs durant l'année 2010 :

- Grâce à une croissance de l'activité en 2010, les ratios de consommation d'énergies rapportée au volume de matière transformée suivent à nouveau leurs courbes d'amélioration amorcées en 2005 et ralenties en 2009 en raison de la crise :
  - Électricité : 1,770 KWh/kg de matière transformée en 2010 contre 2,034 KWh/kg en 2009, soit - 13 %.
  - Gaz : 0,768 KWh/kg de matière transformée en 2010 contre 0,897 KWh/kg en 2009, soit - 14 %.
- De même, le ratio des émissions de gaz à effet de serre rapportées au volume de matière transformée s'établit à 0,783 kg CO<sub>2</sub>/kg de matière transformée en 2010 contre 0,889 kg CO<sub>2</sub> en 2009, soit - 12 %.
- La part des déchets ultimes a été ramenée à 2,0 % de matière transformée en 2010 contre 2,1 % en 2009, ce qui représente une progression de 5 %.

- Dans le domaine de la sécurité, on constate une nouvelle baisse sur un an de 26 % du Tf1 (Taux de Fréquence des Accidents de Travail avec arrêt, personnel intérimaire inclus) à 4,16 % contre 5,61 % en 2009. Pour la troisième année consécutive, le Tf2 (Taux de Fréquence des Accidents de Travail avec et sans arrêt, personnel intérimaire inclus) diminue de plus de 20 % par rapport à l'année précédente. Il s'établit à 10,61 % contre 13,70 % en 2009, en baisse de 22 %.

- Après avoir accusé, en 2009, une forte dégradation à cause d'un accident fatal qui avait entraîné l'intégration de 6 000 jours d'arrêt, le Tg (Taux de Gravité, personnel intérimaire inclus) est à nouveau en progrès. De 0,42 en 2009, il passe à 0,16, un niveau inférieur au taux de 2008 (0,18).

Par ailleurs, le programme de certification ISO 14001 s'est poursuivi en 2010 ; il atteint à présent 79 sites certifiés sur 85, soit 93 % du périmètre de certification (contre 72 sites sur 80 à la fin 2009).

Parallèlement, un programme de certification OHSAS 18001 a été initié fin 2005, et on dénombrait 66 sites certifiés sur 82 à la fin décembre 2010, soit 80 % du périmètre de certification (contre 59 sites sur 77 à la fin 2009).

La certification OHSAS 18001 du pilotage central de la sécurité des personnes et des biens du Groupe, obtenue en décembre 2006, a été confirmée en décembre 2010 par un audit de suivi n'ayant détecté aucune non-conformité.

## DONNÉES ENVIRONNEMENTALES :

### Impacts environnementaux

#### Consommations 2010 en eau, électricité, gaz :

	2010	2009	2008
<b>Eau</b> en m <sup>3</sup>	2 196 986	1 764 298	2 028 424
Consommation annuelle			
Part de CA couvert	99,85 %	99 %	98 %
<b>Électricité</b> en KWh	598 750 059	501 563 316	527 360 631
Consommation annuelle			
Part de CA couvert	99,85 %	99 %	98 %
<b>Gaz</b> en KWh	259 756 904	221 199 377	258 698 971
Consommation annuelle			
Part de CA couvert	99,85 %	99 %	98 %

### Consommations 2010 matières plastiques :

	2010	2009	2008
<b>Plastiques vierges</b> (en tonnes) Consommation annuelle <i>Part de CA couvert</i>	241 681 99,85 %	169 133 99 %	214 705 98 %
<b>Plastiques recyclés</b> (en tonnes) Consommation annuelle <i>Part de CA couvert</i>	30 635 99,85 %	26 911 96 %	24 831 98 %
<b>Total plastiques</b> (en tonnes) Consommation annuelle <i>Part de CA couvert</i>	272 316 99,85 %	196 044 99 %	239 536 98 %

### Consommations 2010 peintures et solvants :

	2010	2009	2008
<b>Peintures</b> (en tonnes) Consommation annuelle <i>Part de CA couvert</i>	7 203 99,85 %	5 017 99 %	4 588 98 %
<b>Solvants</b> (en tonnes) Consommation annuelle <i>Part de CA couvert</i>	4 946 99,85 %	3 764 99 %	4 997 98 %
<b>Solvants &amp; Peintures</b> (en tonnes) Consommation annuelle <i>Part de CA couvert</i>	12 149 99,85 %	8 781 99 %	9 585 98 %

### Rejets atmosphériques 2010 :

- COV (composés organiques volatils) :

	2010	2009	2008
<b>COV équivalent Carbone</b> (en tonnes) <i>Part du CA couvert des sites concernés</i>	1 528 99,38 %	1 274 97 %	1 855 98 %

- GES (gaz à effet de serre) :

	2010	2009	2008
<b>Gaz à effet de serre</b> (en tonnes) <i>Part du CA couvert des sites concernés</i>	264 850 99,85 %	219 158 99 %	214 080 98 %

Ces chiffres correspondent aux émissions de CO<sub>2</sub> issues des énergies consommées par les sites industriels (source : Agence Internationale de l'Énergie, données 2007).

### Déchets 2010 :

	2010	2009	2008
<b>Déchets recyclés</b> (en tonnes) Rejets annuels <i>Part de CA couvert</i>	31 281 99,38 %	21 103 96 %	16 105 98 %
<b>Déchets valorisés</b> (en tonnes) Rejets annuels <i>Part de CA couvert</i>	6 422 99,38 %	7 975 99 %	11 618 98 %
<b>Déchets ultimes</b> (en tonnes) Rejets annuels <i>Part de CA couvert</i>	6 727 99,38 %	5 253 99 %	8 553 98 %
<b>Total déchets</b> (en tonnes) Rejets annuels <i>Part de CA couvert</i>	44 430 99,38 %	34 331 99 %	36 276 98 %

- Coût global du traitement des déchets : 3,3 millions d'euros (99,38 % du CA couvert).
- Recette générée grâce à la vente par les sites des déchets à recycler : 4,1 millions d'euros (99,20 % du CA couvert).

### Utilisation de matériaux recyclés en 2010 :

- Consommation de matières plastiques recyclées : 30 635 tonnes.
- Par ailleurs, Plastic Recycling, filiale à 50/50 de Plastic Omnium et CFF Recycling, a recyclé par régénération 8 896 tonnes de matières plastiques.

### Certifications

Le périmètre de certification est constitué de l'ensemble des sites de production des sociétés détenues à 50 % ou plus par la Compagnie Plastic Omnium. Les Sites Avancés Fournisseurs (SAF) sont inclus dans la certification des sites de production auxquels ils sont rattachés.

- ISO 14001 :  
79 sites sont désormais certifiés ISO 14001, ce qui représente 93 % du périmètre à certifier, qui comprend 85 sites. En conséquence, l'objectif de 94 % visé pour 2010 a été partiellement atteint. Chaque année, Plastic Omnium acquiert et/ou construit de nouvelles usines. Ces nouveaux sites sont engagés dans cette démarche. Le périmètre à certifier étant plus large, l'objectif visé pour 2011 est de 92 %.

- OHSAS 18001 :  
66 sites sont à présent certifiés OHSAS 18001, ce qui représente 80 % du périmètre à certifier, qui inclut 82 sites. Pour les mêmes raisons que pour l'ISO 14001, l'objectif de 87 % visé pour 2010 n'a pu être atteint, mais tous les sites sont néanmoins engagés dans cette démarche. L'objectif visé pour 2011 est de 89 %.

## Informations environnementales et sociales

D'autre part, la certification OHSAS 18001 du pilotage central de la sécurité des personnes et des biens du Groupe, obtenue en décembre 2006, a été confirmée en décembre 2010 par un audit de suivi qui n'a décelé aucune non-conformité.

### Organisation

L'organisation Environnement et Sécurité initiée en 2001 repose sur :

- un Directeur Sécurité Groupe, chargé de la mise en œuvre de la stratégie HSE définie par le Comité de Direction Groupe de la Compagnie Plastic Omnium, de l'animation et de la coordination des plans d'actions associés au Système de Management Sécurité ;
- un « réseau Environnement » et un « réseau Sécurité » constitués de correspondants dédiés dans chaque entité ;
- une intégration dans les objectifs individuels des performances Sécurité ;
- un reporting mensuel des principaux indicateurs Environnement et Sécurité, examiné en parallèle des indicateurs financiers au cours de chaque Comité de Direction Groupe de la Compagnie Plastic Omnium.

### Formation Sécurité & Environnement

- Information/Sensibilisation : 12 767 heures ont été dispensées en 2010, touchant 9 363 participants (99,38 % du CA couvert).
- Formation : 48 989 heures ont été dispensées en 2010, touchant 10 856 participants (99,38 % du CA couvert).
- Le déploiement du programme de formation baptisé « Top Safety » lancé en 2005 et visant à développer durablement une culture de sécurité pour tendre vers le « zéro accident », s'est poursuivi en 2010. On dénombre désormais 457 managers formés et 8 056 personnes sensibilisées, issus de sites industriels en Europe, aux États-Unis, au Mexique et en Amérique du Sud.
- En 2008, le Groupe a lancé un ambitieux plan HSE à l'horizon 2012. Doté d'un calendrier d'actions sur quatre ans, il traduit la volonté de la Compagnie Plastic Omnium de continuer à renforcer la sécurité des hommes et des biens et de minimiser les impacts de ses activités sur l'environnement.

### Dépenses et investissements relatifs à l'environnement :

- Recherche et Développement : 144 millions d'euros, soit 4,4 % du CA consolidé.
- Dépenses Environnement et Sécurité : 5,5 millions d'euros (99,4 % du CA couvert).
- Investissements Industriels et R&D : 138 millions d'euros.
- Investissements spécifiques Environnement et Sécurité : 3,5 millions d'euros (99,38 % du CA couvert).
- Provision pour risque environnemental : 0,8 million d'euros (99,38 % du CA couvert).
- Pas de produits transformés à base d'amiante.

À noter que les variations de périmètres, d'assiette de répartition et de taux de réponse entre 2009 et 2010 ont une légère influence sur l'évolution des indicateurs.

### INFORMATIONS SÉCURITÉ

#### Indicateurs sécurité (personnel intérimaire inclus) :

	2010	2009	2008
Nombre de premiers soins	1 987	1 658	2 548
Nombre d'accidents du travail sans arrêt	211	219 *	360
Nombre d'accidents du travail avec arrêt	136	152 *	219
Nombre de jours perdus pour accidents du travail avec arrêt	5 224	11 503 **	5 806

#### Taux de fréquence et taux de gravité (personnel intérimaire inclus) :

	2010	2009	2008
Tf1 : Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	4,16	5,61 *	6,83
Tf2 : Taux de fréquence des accidents du travail avec et sans arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	10,61	13,70 *	18,06
Tg : Taux de gravité des accidents du travail (en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par millier d'heures travaillées)	0,16	0,42 * et **	0,18

\* Suppression rétroactive de deux accidents avec arrêt et d'un accident sans arrêt en 2009 suite à notification de refus de prise en charge par la CPAM intervenus en 2010.

\*\* Intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites du Groupe en Pologne en mai 2009.

### Taux de fréquence et taux de gravité (hors personnel intérimaire) :

	2010	2009	2008
Tf1 : Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	3,77	5,25 *	5,90
Tf2 : Taux de fréquence des accidents du travail avec et sans arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	10,11	13,08 *	16,27
Tg : Taux de gravité des accidents du travail (en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par millier d'heures travaillées)	0,18	0,46 **	0,19

\* Suppression rétroactive de deux accidents avec arrêt et d'un accident sans arrêt en 2009 suite à notification de refus de prise en charge par la CPAM intervenus en 2010.

\*\* Intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites du Groupe en Pologne en mai 2009.

Ces chiffres traduisent directement le résultat des actions entreprises depuis huit ans pour améliorer la sécurité au travail.

### INFORMATIONS SOCIALES

Les sociétés du Groupe Burelle s'attachent à recruter les meilleurs collaborateurs dans toutes leurs activités et à mettre en place des outils de gestion performants pour assurer leur fidélisation et leur épanouissement.

L'organisation fait une large place aux méthodes de gestion en groupes de projets dans les activités de développement, et en unités autonomes de production sur les sites industriels.

Tout en veillant à maintenir une culture de groupe international, les sociétés du groupe favorisent le management local et la résolution des problèmes au plus près du terrain. Le groupe est respectueux des lois locales et recherche le consensus avec les partenaires sociaux.

À fin 2010, les sociétés du groupe emploient 17 956 personnes, dont 69 % hors de France.

### Données sociales :

#### Données financières consolidées

En millions d'euros	2010	2009	2008
Salaires et appointements	409,5	359,8	391,3
Charges salariales	121,7	107,1	116,1
Participation des salariés	12,1	8,5	3,8
Coûts nets des engagements de retraite :	(1,6)	(3,1)	(2,5)
Rémunération sur base d'actions :	2,5	2,1	2,1
Autres charges de personnel :	11,1	11,2	10,1
<b>Total</b>	<b>555,5</b>	<b>485,6</b>	<b>520,9</b>

#### Autres données 2010

Les effectifs inscrits présentés ci-après et leur ventilation portent sur tout le périmètre de consolidation.

# Informations environnementales et sociales

	2010	2009	2008
<b>Effectifs inscrits au 31 décembre</b>	<b>15 682</b>	<b>12 441</b>	<b>13 106</b>
Contrats à durée indéterminée	13 984	11 295	12 045
Contrats à durée déterminée	1 698	1 146	1 061
Hommes	12 300	9 622	10 088
Femmes	3 382	2 819	3 018
Ouvriers	8 958	6 903	6 946
Employés, techniciens et agents de maîtrise	4 185	3 433	3 923
Cadres	2 539	2 105	2 237
<b>Intérimaires</b>			
Intérimaires en équivalent temps plein	2 252	998	1 656
Intérimaires en fin d'année	2 274	1 305	738
<b>Nombre de salariés licenciés dans l'année</b>			
Licenciements économiques	203	815	472
Licenciements pour autre motif	394	283	420
Total des licenciements	597	1 098	892
<b>Heures supplémentaires</b>			
Temps de travail hebdomadaire de 35 à 48 heures selon les pays			
Heures supplémentaires (équivalent temps plein)	550	239	231
<b>Nombre total de salariés travaillant en équipe</b>			
Salariés travaillant en équipes	7 581	5 817	6 478
<i>Dont salariés travaillant la nuit seulement</i>	<i>956</i>	<i>630</i>	<i>997</i>
<i>Dont salariés travaillant le week-end seul</i>	<i>59</i>	<i>29</i>	<i>57</i>
<b>Salariés à temps partiel</b>	350	293	327
<b>Absentéisme dans l'année et motifs</b>			
Taux d'absentéisme pour accidents du travail	0,13 %	0,14 %	0,16 %
Taux d'absentéisme pour autres motifs	2,96 %	2,86 %	2,71 %
Taux d'absentéisme total	3,09 %	3,00 %	2,87 %
<b>Égalité entre hommes et femmes</b>			
Nombre de femmes cadres au 31 décembre	459	370	399
Nombre de femmes cadres recrutées dans l'année	46	28	54
<b>Relations sociales</b>			
Comités existants	153	138	152
Autres commissions (formation ou suggestions)	62	39	42
Syndicats représentés	30	29	31
Accords d'entreprise conclus dans l'année	96	121	95
<b>Formation</b>			
Nombre de stagiaires par an	21 027	15 491	28 382
Nombre de stages/salarié/an	1,34	1,28	2,26
Total des factures des organismes de formation ( <i>en euros</i> )	3 062 000	2 010 000	3 158 000
Total des heures de formation	277 497	183 277	231 366
Heures de formation par an et par salarié	17,7	14,7	18,4
<b>Personnes handicapées</b>			
Nombre de handicapés	253	192	230
<b>Œuvres sociales (France seule)</b>			
Montant des œuvres sociales CE versées dans l'année ( <i>en euros</i> )	1 509 000	1 418 000	1 558 000

# Bilan

En milliers d'euros

	Notes	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>ACTIF</b>			
Écarts d'acquisition	3.1.2 – 3.2.2 – 5.1.1	305 348	232 730
Immobilisations incorporelles	3.1.2 – 3.2.2 – 5.1.1.2	284 936	106 968
Immobilisations corporelles	3.1.2 – 3.2.2 – 5.1.2	727 191	585 748
Immeubles de placement	3.1.2 – 3.2.2 – 5.1.3	40 899	35 512
Participations dans les entreprises associées	5.1.4	12 554	10 602
Actifs financiers disponibles à la vente – Titres de participation	5.1.5.1 – 6.4.2 – 6.4.3	598	2 085
Autres actifs financiers disponibles à la vente *	5.1.5.2 – 5.2.7 – 6.4.2 – 6.4.3	32 956	22 143
Autres actifs financiers *	5.1.6 – 5.2.7 – 6.4.2	65 696	82 618
Impôts différés actifs	5.1.10	69 616	74 666
<b>TOTAL ACTIF NON-COURANT</b>		<b>1 539 794</b>	<b>1 153 071</b>
Stocks	3.1.2 – 5.1.7	273 337	206 049
Créances de financement clients *	5.2.7	51 034	47 670
Créances clients et comptes rattachés	3.1.2 – 5.1.8.2	392 264	262 846
Autres créances	5.1.8.3	130 211	118 911
Autres créances financières à court terme *	5.1.9 – 5.2.7	4 354	5 311
Instruments financiers de couverture *	5.2.7 – 6.4.2 – 6.4.3 – 3.1.2	3 385	
Trésorerie et équivalents de trésorerie *	5.1.11.1	194 245	181 682
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>		<b>1 048 830</b>	<b>822 469</b>
<b>Actifs destinés à être cédés</b>	2.3	<b>2 394</b>	<b>5 695</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 591 018</b>	<b>1 981 235</b>

	Notes	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>			
Capital	5.2.1	28 055	28 055
Actions propres		(8 902)	(9 473)
Prime d'émission, de fusion, d'apport		16 494	16 494
Réserves et écarts d'évaluation		248 152	218 252
Résultat de l'exercice		75 164	14 675
<b>CAPITAUX PROPRES GROUPE</b>		<b>358 963</b>	<b>268 003</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		258 472	170 958
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>617 435</b>	<b>438 961</b>
Emprunts et dettes financières – part à long terme *	5.2.7 – 6.4.2 – 6.4.3	732 471	588 805
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	5.2.5 – 5.2.6	49 413	34 737
Provisions – part à long terme	5.2.5	19 188	7 505
Subventions publiques – part à long terme	5.2.4	11 658	10 847
Impôts différés passifs	5.1.10	52 601	23 373
<b>TOTAL PASSIF NON-COURANT</b>		<b>865 332</b>	<b>665 266</b>
Découverts bancaires *	5.1.11.2 – 6.4.3	30 932	34 163
Emprunts et dettes financières – part à court terme *	5.2.7 – 6.4.2	112 037	116 901
Autres dettes financières à court terme *	5.2.7 – 6.4.2 – 6.4.3	697	
Instruments financiers de couverture *	5.2.7 – 6.4.2 – 6.4.3	5 362	5 516
Provisions – part à court terme	5.2.5	55 649	41 553
Subventions publiques, part à court terme	5.2.4	277	275
Fournisseurs et comptes rattachés	5.2.9.1 – 6.4.2 – 6.4.3	527 496	386 983
Autres dettes d'exploitation	5.2.9.2	375 801	291 617
<b>TOTAL PASSIF COURANT</b>		<b>1 108 253</b>	<b>877 007</b>
<b>Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés</b>	2.3		
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>2 591 018</b>	<b>1 981 235</b>

\* L'endettement financier net s'élève à 529,8 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre 406,0 millions d'euros au 31 décembre 2009.

## Compte de résultat

En milliers d'euros	Notes	2010	%	2009	%
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>	<b>3.1.1 – 3.2.1</b>	<b>3 251 468</b>	<b>100 %</b>	<b>2 460 880</b>	<b>100 %</b>
Coût des biens et services vendus	4.2	(2 750 770)	(84,6 %)	(2 124 913)	(86,3 %)
<b>MARGE BRUTE</b>		<b>500 698</b>	<b>15,4 %</b>	<b>335 968</b>	<b>13,7 %</b>
Frais de recherche et développement nets	4.1 – 4.2	(64 867)	(2,0 %)	(44 227)	(1,8 %)
Frais commerciaux	4.2	(56 117)	(1,7 %)	(52 979)	(2,2 %)
Frais administratifs	4.2	(153 750)	(4,7 %)	(137 199)	(5,6 %)
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS *</b>		<b>225 964</b>	<b>7,0 %</b>	<b>101 562</b>	<b>4,1 %</b>
Amortissement des actifs incorporels acquis *	4.4	(10 260)	(0,3 %)		
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE APRÈS AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS *</b>		<b>215 704</b>	<b>6,6 %</b>	<b>101 562</b>	<b>4,1 %</b>
Autres produits opérationnels	4.5	37 086	1,1 %	43 896	1,8 %
Autres charges opérationnelles	4.5	(49 541)	(1,5 %)	(78 502)	(3,2 %)
Charges de financement	4.6	(23 536)	(0,7 %)	(24 643)	(1,0 %)
Autres produits et charges financiers	4.6	(3 667)	(0,1 %)	(834)	
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	5.1.4	(1 871)	(0,1 %)	(993)	
<b>RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IS</b>	<b>3.1.1</b>	<b>174 175</b>	<b>5,4 %</b>	<b>40 486</b>	<b>1,6 %</b>
Impôt sur le résultat	4.7	(29 682)	(0,9 %)	(8 212)	(0,3 %)
<b>RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<b>3.1.1</b>	<b>144 493</b>	<b>4,4 %</b>	<b>32 274</b>	<b>1,3 %</b>
Résultat après impôt des activités abandonnées		(2 024)	(0,1 %)	(3 408)	(0,1 %)
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>3.1.1</b>	<b>142 470</b>	<b>4,4 %</b>	<b>28 866</b>	<b>1,2 %</b>
Résultat net - part revenant aux minoritaires		67 306	2,1 %	14 191	0,6 %
<b>RÉSULTAT NET – PART REVENANT AU GROUPE</b>	<b>3.1.1</b>	<b>75 164</b>	<b>2,3 %</b>	<b>14 675</b>	<b>0,6 %</b>
<b>RÉSULTAT NET PAR ACTION – PART REVENANT AU GROUPE</b>					
De base (en euros) **	4.8	43,05		8,41	
<b>RÉSULTAT NET PAR ACTION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PART REVENANT AU GROUPE</b>					
De base (en euros) **	4.8	43,74		9,59	

\* Il s'agit d'actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

\*\* Le résultat net par action de base est calculé sur la base du nombre d'actions formant le capital social, diminué des titres d'autocontrôle.

# État du résultat global

En milliers d'euros

	2010			2009		
	Total	Montants bruts	Impôts	Total	Montants bruts	Impôts
<b>Résultat net de la période – Part du Groupe</b>	<b>75 164</b>	<b>91 554</b>	<b>(16 390)</b>	<b>14 675</b>	<b>19 123</b>	<b>(4 448)</b>
Mouvement de la réserve de conversion	11 577	11 577		(2 067)	(2 067)	
<i>Réserve de conversion de la période</i>	14 747	14 747		(2 067)	(2 067)	
<i>Montants recyclés en résultat</i>	(3 170)	(3 170)				
Écarts actuariels reconnus en capitaux propres	(143)	505	(647)	(946)	(862)	(85)
Instruments dérivés qualifiés de couverture	1 563	1 245	317	(522)	(1 249)	727
<i>Gains/pertes de la période</i>	175	(723)	898	(2 352)	(3 640)	1 287
<i>Montants recyclés en résultat</i>	1 387	1 968	(581)	1 830	2 391	(561)
Mise en juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	3 662	3 662		(129)	(129)	
Ajustement à la juste valeur des actifs corporels	687	687		239	239	
<b>Résultat reconnu directement en capitaux propres</b>	<b>17 346</b>	<b>17 676</b>	<b>(330)</b>	<b>(3 425)</b>	<b>(4 067)</b>	<b>642</b>
<b>Résultat global – Part du Groupe</b>	<b>92 510</b>	<b>109 230</b>	<b>(16 720)</b>	<b>11 250</b>	<b>15 056</b>	<b>(3 806)</b>
<b>Résultat net de la période – Part des minoritaires</b>	<b>67 306</b>	<b>80 598</b>	<b>(13 292)</b>	<b>14 191</b>	<b>17 955</b>	<b>(3 764)</b>
Mouvement de la réserve de conversion	7 786	7 786		(906)	(906)	
<i>Réserve de conversion de la période</i>	9 913	9 913		(906)	(906)	
<i>Montants recyclés en résultat</i>	(2 127)	(2 127)				
Écarts actuariels reconnus en capitaux propres	(318)	156	(475)	(779)	(723)	(55)
Instruments dérivés qualifiés de couverture	1 048	836	213	(343)	(820)	477
<i>Gains/pertes de la période</i>	118	(485)	603	(1 545)	(2 390)	846
<i>Montants recyclés en résultat</i>	931	1 321	(390)	1 202	1 570	(368)
<b>Résultat reconnu directement en capitaux propres</b>	<b>8 516</b>	<b>8 778</b>	<b>(262)</b>	<b>(2 027)</b>	<b>(2 449)</b>	<b>422</b>
<b>Résultat global – Part des Minoritaires</b>	<b>75 822</b>	<b>89 376</b>	<b>(13 554)</b>	<b>12 163</b>	<b>15 506</b>	<b>(3 342)</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL PAR ANNÉE</b>	<b>168 332</b>	<b>198 606</b>	<b>(30 274)</b>	<b>23 413</b>	<b>30 561</b>	<b>(7 148)</b>

# Variation des capitaux propres

En milliers d'euros

En milliers d'unités pour le nombre d'actions

	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Autres réserves	Écarts de conversion	Résultat Groupe	Capitaux propres		Total capitaux propres
								Part du Groupe	Intérêts minoritaires	
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2008</b>	<b>1 870</b>	<b>28 055</b>	<b>16 494</b>	<b>(5 623)</b>	<b>280 177</b>	<b>(15 727)</b>	<b>(44 917)</b>	<b>258 459</b>	<b>178 211</b>	<b>436 671</b>
Affectation du résultat 2008					(44 917)		44 917			
Résultat 2009							14 675	14 675	14 191	28 866
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres :					(1 358)	(2 067)		(3 425)	(2 028)	(5 453)
<i>Mouvement de la réserve de conversion</i>						(2 067)		(2 067)	(906)	(2 973)
<i>Écarts actuariels reconnus en capitaux propres</i>					(946)			(946)	(779)	(1 725)
<i>Instruments dérivés qualifiés de couverture</i>					(522)			(522)	(343)	(865)
<i>Mise en juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente</i>					(129)			(129)		(129)
<i>Ajustement à la juste valeur des actifs corporels</i>					239			239		239
Actions propres de Burelle SA *				(3 850)				(3 850)		(3 850)
Augmentation de capital										
Variation de périmètre **					1 767			1 767	(15 799)	(14 033)
Dividendes distribués					(899)			(899)	(4 455)	(5 354)
Coûts relatifs aux stock options de la Compagnie Plastic Omnium					1 276			1 276	838	2 114
Autres variations										
<b>Capitaux au 31 décembre 2009</b>	<b>1 870</b>	<b>28 055</b>	<b>16 494</b>	<b>(9 473)</b>	<b>236 046</b>	<b>(17 794)</b>	<b>14 675</b>	<b>268 003</b>	<b>170 958</b>	<b>438 961</b>
Affectation du résultat 2009					14 675		(14 675)			
Résultat 2010							75 164	75 164	67 306	142 470
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres :					(4 290)	21 636		17 346	8 516	25 862
<i>Mouvement de la réserve de conversion ***</i>					(10 059)	21 636		11 577	7 786	19 363
<i>Écarts actuariels reconnus en capitaux propres</i>					(143)			(143)	(318)	(461)
<i>Instruments dérivés qualifiés de couverture</i>					1 563			1 563	1 048	2 611
<i>Mise en juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente</i>					3 662			3 662		3 662
<i>Ajustement à la juste valeur des actifs corporels</i>					687			687		687
Actions propres de Burelle SA *				571				571		571
Augmentation de capital										
Variation de périmètre **					(2 309)			(2 309)	21 729	19 420
Dividendes distribués					(1 309)			(1 309)	(11 041)	(12 350)
Coûts relatifs aux stock options de la Compagnie Plastic Omnium					1 497			1 497	1 004	2 501
Autres variations										
<b>Capitaux au 31 décembre 2010</b>	<b>1 870</b>	<b>28 055</b>	<b>16 494</b>	<b>(8 902)</b>	<b>244 310</b>	<b>3 842</b>	<b>75 164</b>	<b>358 963</b>	<b>258 472</b>	<b>617 435</b>

\* Voir dans le « Tableau de Flux de Trésorerie », le montant en « Vente/achat d'actions propres » dans la rubrique « Flux de trésorerie provenant des opérations de financement ».

\*\* Voir le tableau sur la « Variation de périmètre » à la page suivante.

\*\*\* Dont un reclassement dans la rubrique « Autres réserves » au 31 décembre 2010, de -10 059 milliers d'euros correspondant au solde des écarts de conversion à la date de transition aux IFRS.

Le dividende par action distribué en 2010 par Burelle SA sur les résultats de l'exercice 2009 est de 0,75 euro contre 0,50 euro en 2009 sur les résultats de l'exercice 2008.

# Détail de la variation de périmètre

En milliers d'euros

	Capitaux propres		Total capitaux propres
	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	
<b>VARIATION DE PÉRIMÈTRE</b>			
Variation des actions propres de la Compagnie Plastic Omnium *	(9 598)	(6 303)	(15 901)
Changement de méthode de l'intégration proportionnelle en intégration globale à 60 % de la JV Varroc	166	1 829	1 995
Rachat d'une partie des minoritaires de Semnalizare (pourcentage d'intérêt passé de 18,20 % à 34,88 %)	(75)	(49)	(124)
Minoritaires de Segnalletica Mordasini		281	281
Diverses variations	(174)	(109)	(283)
Impact du passage du taux de détention de Compagnie PO de 57,09 % à 60,36 % par Burelle SA sur l'ensemble des réserves	11 448	(11 448)	
<b>Variation de périmètre au 31 décembre 2009</b>	<b>1 767</b>	<b>(15 799)</b>	<b>(14 032)</b>
Variation des actions propres de la Compagnie Plastic Omnium *	937	628	1 565
Variation de périmètre relative à la part du partenaire minoritaire (40 %) dans la souscription à l'augmentation de capital de la joint-venture Plastic Omnium Varroc Private Ltd	6	1 331	1 337
Variation de périmètre suite à l'intégration globale de BPO AS.	(43)	12 527	12 484
Sous joint-ventures chinoises Chogqing et Gangzhou : part des partenaires minoritaires à 49 % sur des sociétés créées en 2010 et consolidées en intégration globale chez Yanfeng PO Automotive Exterior Systems Co Ltd	130	2 650	2 780
Variation de périmètre suite à intégration globale d'Inergy Inde	(183)	1 516	1 333
Diverses variations	343	(422)	(80)
Impact du passage du taux de détention de Compagnie PO de 60,36 % à 59,85 % par Burelle SA sur l'ensemble des réserves	(3 499)	3 499	
<b>Variation de périmètre au 31 décembre 2010</b>	<b>(2 309)</b>	<b>21 729</b>	<b>19 419</b>

\* Voir la rubrique « Acquisition d'actions de la Compagnie Plastic Omnium » dans le « Tableau des flux de trésorerie ».

# Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros

	Notes	2010	2009
<b>I - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>			
Résultat net	3.1.1	142 470	28 866
Éléments sans incidence sur la trésorerie		207 548	224 494
<i>Résultat net des activités arrêtées, cédées ou destinées à être cédées</i>		2 024	3 408
<i>Résultats des sociétés mises en équivalence</i>		1 871	993
<i>Charges relatives aux plans de stock options</i>		2 501	2 114
<i>Autres éliminations</i>		(19 548)	2 097
<i>Dépréciations et amortissements des immobilisations corporelles</i>		104 326	107 383
<i>Dépréciations et amortissements des immobilisations incorporelles</i>		45 588	65 203
<i>Variation des provisions pour risques et charges</i>		19 201	(2 420)
<i>Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés</i>		2 052	16 941
<i>Subventions d'exploitation au compte de résultat</i>		(1 762)	(1 032)
<i>Charge d'impôt exigible et des impôts différés</i>	4.7	29 682	8 212
<i>Charge d'intérêts financiers</i>		21 713	21 595
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (A)</b>		<b>350 018</b>	<b>253 360</b>
Stocks et en-cours nets		(1 570)	90 919
Créances clients et comptes rattachés nets		(43 917)	12 151
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		37 877	(59 310)
Autres actifs nets et passifs d'exploitation		24 905	9 571
<b>VARIATION DES ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (B)</b>		<b>17 295</b>	<b>53 331</b>
<b>IMPÔTS DÉCAISSÉS (C)</b>		<b>(15 565)</b>	<b>(16 290)</b>
Intérêts payés		(23 986)	(25 699)
Intérêts perçus		3 008	653
<b>INTERÊTS FINANCIERS NETS DÉCAISSÉS (D)</b>		<b>(20 978)</b>	<b>(25 046)</b>
<b>TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION (A + B + C + D)</b>		<b>330 770</b>	<b>265 355</b>
<b>II - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	3.1.3 – 5.1.2	(95 227)	(68 650)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	3.1.3 – 5.1.2	(59 425)	(34 463)
Cessions d'immobilisations corporelles		12 407	23 341
Cessions d'immobilisations incorporelles		4 232	6 053
Variation nette des Avances sur immobilisations/Fournisseurs d'immobilisations		(1 705)	(7 993)
Subventions d'investissement reçues		1 704	(2 403)
<b>FLUX D'INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION (E)</b>		<b>(138 015)</b>	<b>(84 115)</b>
<b>EXCÉDENT / DÉFICIT DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS (A + B + C + D + E) *</b>		<b>192 756</b>	<b>181 240</b>
Acquisitions des titres de participations de sociétés intégrées et autres prises de contrôle		(301 162)	(1 122)
Acquisitions /cessions d'actions de la Compagnie Plastic Omnium		1 565	(15 901)
Acquisitions des actifs financiers disponibles à la vente		(26)	(1 742)
Cessions d'immobilisations financières		611	243
Impact des variations de périmètre- Trésorerie apportée par les entrantes		20 420	756
Impact des variations de périmètre- Trésorerie annulée au titre des sortantes		(252)	(109)
<b>FLUX D'INVESTISSEMENTS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES (F)</b>		<b>(278 843)</b>	<b>(17 874)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NET DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (E + F)</b>		<b>(416 858)</b>	<b>(101 989)</b>
<b>III - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation/diminution du capital et des primes			
Vente/achat d'actions propres		571	(3 850)
Dividendes versés aux actionnaires de Burelle SA		(1 309)	(899)
Dividendes versés aux minoritaires		(11 040)	(4 455)
Augmentation des dettes financières		218 012	271 383
Remboursement des dettes financières		(107 173)	(397 885)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (G)</b>		<b>99 061</b>	<b>(135 706)</b>
Activités cédées ou destinées à être cédées (H)		(1 942)	(3 559)
Incidence des variations des cours de change (I)		4 762	(1 855)
<b>VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE (A + B + C + D + E + F + G + H + I)</b>		<b>15 794</b>	<b>22 246</b>
TRÉSORERIE DE DÉBUT D'EXERCICE	5.1.11.2	147 519	125 273
<b>TRÉSORERIE NETTE EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>5.1.11.2</b>	<b>163 313</b>	<b>147 519</b>

\* La notion d'excédent/de déficit de trésorerie lié aux opérations est une notion essentielle propre au Groupe Burelle. Elle est utilisée dans les communications financières externes du Groupe (communiqués de presse).

# Annexes aux comptes consolidés

Les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2010 du Groupe Burelle ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 1<sup>er</sup> avril 2011 qui a également autorisé la publication des états financiers consolidés. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 8 juin 2011.

## PRÉSENTATION DU GROUPE

La société Burelle SA, créée le 27 février 1957 est régie par le droit français. Les statuts ont fixé sa durée de vie jusqu'en 2056 sous réserve d'une nouvelle prorogation. Elle est immatriculée au registre du commerce de Lyon sous le numéro 785 386 319 et le siège social est situé 19, avenue Jules Carteret 69007 Lyon.

Les termes « le Groupe » ou « le Groupe Burelle » renvoient à l'ensemble économique regroupant la société Burelle SA et ses filiales consolidées.

Le Groupe Burelle est organisé autour de trois pôles d'activité qui sont :

- la Compagnie Plastic Omnium, groupe industriel et de services détenant directement à 54,74 % et présent dans les Equipements Automobiles en matières plastiques (pièces de carrosserie et systèmes à carburant) et l'Environnement (conteneurisation des déchets, signalisation urbaine et routière et aménagement urbain) ;
- Burelle Participations, filiale à 100 % dédiée au capital-investissement, et
- Sofiparc, filiale immobilière contrôlée à 100 %.

Introduite au hors cote de la Bourse de Lyon en 1987, la société Burelle SA est actuellement cotée à Paris sur le compartiment B du marché réglementé de NYSE Euronext.

Les états financiers sont principalement présentés en milliers d'euros et arrondis au millier le plus proche.

## 1 – RÉFÉRENTIEL APPLIQUÉ, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

### 1.1 Référentiel appliqué

Le Groupe a adopté les IFRS au 1<sup>er</sup> janvier 2004 et a appliqué les règles spécifiques, relatives à la première adoption aux IFRS, prévues par la norme IFRS 1. Les options retenues sont celles décrites dans ce chapitre au niveau du référentiel comptable.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2010 et disponibles sur le site : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission). Le référentiel IFRS comprend les *International Accounting Standards* (IAS) et les *International Financial Reporting Standards* (IFRS), ainsi que les *International Financial Reporting Interpretations Committee* (IFRIC).

Ces principes ne diffèrent pas des normes et interprétations d'application obligatoire au 31 décembre 2010, telles que publiées par l'IASB.

Les principes comptables qui ont servi de base à la préparation des états financiers au 31 décembre 2010 sont cohérents avec ceux retenus lors de l'établissement des états financiers du 31 décembre 2009 à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes appliquées pour la première fois en 2010 :

- IFRS 3 - *Regroupements d'entreprises* (révisé) et IAS 27 - *États financiers consolidés et annuels* (amendé).

Le Groupe applique ces normes modifiées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010. IFRS 3 (révisé) (IFRS 3R) introduit des changements significatifs dans le mode de comptabilisation des regroupements d'entreprise intervenant après cette date. Les changements concernent l'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle, la comptabilisation des coûts liés à la transaction, la comptabilisation des actifs d'impôts au-delà de la période d'affectation, et les regroupements réalisés en plusieurs étapes. Ces changements ont un impact sur le montant de l'écart d'acquisition comptabilisé, le résultat de la période pendant laquelle l'acquisition a eu lieu et les résultats ultérieurs. Cette nouvelle norme a eu un impact significatif sur l'exercice 2010 puisque, dans le cadre de la prise de contrôle d'Energy Automotive Systems au 31 août 2010, la quote-part antérieurement détenue par le Groupe a été réévaluée à sa juste valeur et le produit en résultant a été comptabilisé dans le compte de résultat en « autres produits opérationnels ».

- IAS 27 (amendé) prévoit qu'un changement du pourcentage d'intérêt dans une filiale, sans perte de contrôle, soit comptabilisé comme transaction avec un membre du Groupe. À ce titre, ces transactions ne doivent pas donner lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition, ni d'un profit ou d'une perte. Par ailleurs, l'amendement prévoit un changement dans le mode de comptabilisation des pertes de la filiale, ainsi que dans le mode de comptabilisation d'une perte de contrôle. Cet amendement n'a eu aucun effet sur la période.

- IFRIC 18 - *Transferts d'actifs provenant de clients*. Cette interprétation s'applique aux contrats en vertu desquels une entité reçoit d'un client de la trésorerie qui doit être exclusivement utilisée pour construire ou acquérir un élément d'immobilisation corporelle que l'entité utilisera pour fournir à son client un accès continu à une offre de biens, de services, ou les deux. Son application est sans impact significatif sur la période.

Les autres amendements d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, IFRS 2 - *Paiement en actions – paiement fondé sur des actions réglées en trésorerie entre entités d'un Groupe*, IAS 39 - *Éléments éligibles aux éléments de couverture*, IFRIC 12 - *Accords de concession de services*, IFRIC 15 - *Accords de construction de biens immobiliers*, IFRIC 16 - *Couverture d'un investissement net à l'étranger* et IFRIC 17 - *Distributions d'actifs non monétaires aux propriétaires*, ainsi que les améliorations annuelles des IFRS de mai 2010, sont non applicables ou sans incidence significative sur les comptes du Groupe.

## Annexes aux comptes consolidés

Au 31 décembre 2010, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, interprétations et amendements applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Leur application ne devrait pas avoir d'impact sur les comptes du Groupe.

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certains terrains, des immeubles administratifs de Nanterre et de Levallois, des instruments financiers dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente, qui sont évalués à leur juste valeur.

### 1.2 Estimations et jugements

Pour préparer ses états financiers, le Groupe Burelle a recours à des estimations et des hypothèses pour évaluer certains de ses éléments d'actifs, de passifs, de produits, de charges et d'engagements. Ces estimations et hypothèses sont revues périodiquement par la Direction Générale. Les montants figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourront intégrer des changements d'estimations ou d'hypothèses en considération des retours d'expérience passée et de l'évolution des conditions économiques.

De façon générale, les estimations et hypothèses retenues au cours de l'exercice ont été élaborées à partir des informations disponibles au moment de la clôture des comptes. Ces estimations sont susceptibles d'être revues en fonction de l'évolution des hypothèses de base. Ces hypothèses concernent notamment :

- Les impôts différés :  
La reconnaissance des actifs d'impôts différés résulte de la probabilité d'utilisation future évaluée sur la base des estimations de bénéfices futurs. Ceci conduit le Groupe à faire des estimations régulières des résultats fiscaux futurs, notamment dans le cadre des plans à moyen terme établis au sein du Groupe. Ces estimations, le cas échéant, prennent en compte le caractère exceptionnel ou non de certaines pertes, charges, etc.
- Les engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel :  
Dans le cadre des régimes à prestations définies, pour les évaluations actuarielles, le Groupe, avec l'aide d'actuaire indépendants, retient des hypothèses (voir les notes 1.21.2 et 5.2.6.1) sur :
  - les taux d'actualisation des plans de retraite et des autres avantages à long terme ;
  - les taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture des plans de retraite ;
  - les taux d'accroissement des coûts médicaux pour la zone US ;
  - les taux de rotation des effectifs et d'augmentation des salaires.
- Les tests de perte de valeur sur les actifs :  
Dans la détermination de la valeur recouvrable d'une U.G.T. (unité génératrice de trésorerie) ou d'un groupe d'U.G.T., interviennent à la fois, la notion de juste valeur nette des coûts de cession et celle de valeur d'utilité obtenues par la méthode des cash-flows actualisés, qui implique des hypothèses de flux futurs de trésorerie opérationnels et de taux d'actualisation.

Les hypothèses pouvant avoir un impact significatif sur les comptes portent sur les taux d'actualisation et les taux de croissance.

### 1.3 Principes de consolidation

Les sociétés pour lesquelles le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote sont consolidées par intégration globale. Les sociétés détenues à moins de 50 %, mais sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle en substance sont consolidées selon cette même méthode.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires, quel que soit le pourcentage de détention, sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle en intégrant la quote-part détenue des actifs, passifs et du compte de résultat. Les sociétés sous contrôle conjoint sont celles regroupées sous la dénomination de « co-entreprises ».

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient plus de 20 % des droits de vote dans une société. Le terme générique utilisé pour les sociétés sous influence notable est « Participations dans les entreprises associées ».

### 1.4 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la part des capitaux propres qui n'est pas détenue par le Groupe. Elles sont présentées de façon distincte dans le compte de résultat et dans les capitaux propres du bilan consolidé, séparément du résultat et des capitaux propres attribuables à la société mère.

IFRS 3R prévoit que les participations ne donnant pas le contrôle peuvent être, soit évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition (c'est-à-dire avec une quote-part d'écart d'acquisition), soit évaluées pour leur quote-part dans la juste valeur de l'actif net identifiable acquis. Ce choix peut se faire transaction par transaction.

Le Groupe comptabilise ses transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle, lorsque celles-ci n'entraînent pas de modification de contrôle, comme suit :

- En cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité déjà contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le coût d'acquisition et la valeur comptable de la quote-part complémentaire d'actif net acquis est comptabilisé dans les capitaux propres.
- Il en est de même du résultat dégagé dans le cas d'une diminution du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée de manière exclusive.

Ce traitement comptable, conforme à IAS 27R, est inchangé par rapport à celui de l'exercice précédent.

## 1.5 Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 - *Secteurs opérationnels*, l'information sectorielle est présentée sur la base des secteurs identifiés dans le reporting interne du Groupe et communiqués à la direction pour décider de l'allocation des ressources et analyser la performance.

Le Groupe est géré selon deux secteurs opérationnels :

- La Compagnie Plastic Omnium, qui opère dans deux métiers : les Équipements Automobiles (conception, fabrication et commercialisation de pièces et modules de carrosserie et systèmes à carburant en plastique) et l'Environnement (produits et services aux collectivités locales à savoir, fabrication et vente d'équipements de collecte de déchets, services liés à la gestion des déchets, signalisation urbaine, routière et autoroutière) ;
- Le pôle immobilier, constitué de la société immobilière Sofiparc SAS qui gère un patrimoine immobilier, principalement constitué de bureaux, à Levallois.

## 1.6 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition conformément à la norme IFRS 3R. Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'excédent de la somme du prix payé au vendeur et, le cas échéant, de la valeur de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, par rapport au solde net des actifs et passifs identifiables évalués selon IFRS 3R est comptabilisé en écart d'acquisition.

Lorsque la prise de contrôle est réalisée par achats successifs, il convient d'ajouter également au prix payé la juste valeur, à la date d'acquisition, de la participation précédemment détenue dans l'entreprise acquise.

Les coûts liés à l'acquisition ne font plus partie du prix payé et sont comptabilisés en charges conformément à IFRS 3R.

Les ajustements de juste valeur des actifs et passifs acquis sont comptabilisés en contrepartie d'ajustements de l'écart d'acquisition s'ils interviennent dans la période de douze mois suivant l'acquisition. Les variations de valeur intervenant au-delà sont comptabilisées systématiquement en résultat, y compris au titre des actifs d'impôts.

## 1.7 Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation des comptes du Groupe Burelle est l'euro. Les comptes des sociétés étrangères, établis en monnaie fonctionnelle<sup>(1)</sup>, sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe, selon les principes suivants :

(1) La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique dans lequel une société opère ; généralement elle correspond à la monnaie locale sauf pour quelques filiales étrangères qui effectuent la majorité de leurs transactions dans une autre devise.

- conversion des postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, au taux de clôture,
- conversion des postes du compte de résultat au taux moyen de la période,
- prise en compte de l'écart de conversion en réserves dans les capitaux propres consolidés.

Les écarts d'acquisition dégagés à l'occasion de regroupements avec des sociétés étrangères sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Ils sont convertis par la suite, dans la monnaie de présentation du Groupe, au cours de clôture, l'écart de conversion étant constaté en capitaux propres. En cas de cession totale d'une société étrangère, les différences de conversion s'y rapportant, comptabilisées en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

## 1.8 Conversion des opérations exprimées en devises

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées initialement en monnaie fonctionnelle, aux cours en vigueur à la date de transaction. A l'arrêté des comptes, les actifs et passifs monétaires sont revalorisés aux taux en vigueur à la date de clôture.

Les écarts de conversion provenant de changements de taux sont inscrits au compte de résultat, en autres produits et charges opérationnels lorsqu'ils sont relatifs à des opérations d'exploitation, en résultat financier lorsqu'ils sont relatifs à des opérations financières.

Les emprunts en devise étrangère dont le règlement n'est ni planifié, ni probable dans un avenir prévisible sont considérés comme faisant partie de l'investissement net du Groupe Burelle dans cette activité à l'étranger. Les écarts de conversion correspondants sont comptabilisés en capitaux propres.

## 1.9 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment du transfert du contrôle et des risques et avantages lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable.

### Ventes de biens

Le produit des activités ordinaires de pièces et de négoce est comptabilisé lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, habituellement à la livraison des biens.

### Prestations de services et ventes d'outillages

Le produit des activités ordinaires résultant de l'outillage et du développement est reconnu au fur et à mesure de l'avancement technique validé par le client, au plus tard lors du démarrage en série du modèle afférent, s'il existe un engagement contractuel de paiement de la part du client.

Le produit des activités ordinaires résultant de l'outillage et du développement est reconnu tout au long de la vie série, s'il n'existe aucun engagement contractuel de paiement (financement par « rondelle » sans garantie donnée sur les volumes).

## Annexes aux comptes consolidés

Pour les contrats de location-maintenance relatifs aux conteneurs du Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium, la majorité des contrats relève de la location-simple. Les loyers perçus sont comptabilisés, linéairement, sur la durée des contrats sauf dans le cas des contrats requalifiés en location-financement, pour lesquels une vente est constatée à hauteur des coûts d'enquête (les frais engagés auprès des particuliers pour collecter les informations sur le volume des bacs qui seront mis à leur disposition), des coûts de mise en place et du prix de vente estimatif des parcs placés.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, déduction faite des rabais, remises et autres taxes sur les ventes et droits de douane.

### 1.10 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur enregistrement. La juste valeur correspond généralement à la valeur nominale de la créance, dès lors que la vente a été réalisée avec des conditions de délai de paiement normales. Des dépréciations sont constituées pour couvrir des risques de non-recouvrement des créances dès lors qu'elles présentent un indicateur objectif de perte de valeur. Le montant des dépréciations est déterminé, contrepartie par contrepartie, sur une base individuelle.

Les créances de financement correspondent, pour l'essentiel, aux ventes sous contrats de location-financement du Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium, et aux ventes prix pièces « rondelle » garanties contractuellement par les clients, sur des développements ou installations. Ces créances ont des délais de paiements initiaux à plus d'un an et portent intérêts dans le cadre d'un financement d'actifs réclamé par les clients. Le produit relatif à ces créances est comptabilisé en produits des activités ordinaires. Ces créances de financement sont déduites dans le cadre du calcul de l'endettement financier net du Groupe.

Les créances cédées à des tiers selon IAS 39, et qui ne figurent donc pas au bilan, répondent aux critères suivants :

- les droits attachés aux créances sont transférés à des tiers,
- la quasi-totalité des risques et avantages qui leur sont associés sont transférés à des tiers,
- le contrôle sur les créances est transféré à des tiers.

Les risques pris en compte sont les suivants :

- le risque de crédit,
- les aléas relatifs aux retards de paiement tant dans la durée que sur les montants,
- le transfert du risque de taux, totalement assumé par l'acquéreur des créances.

### 1.11 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle correspond au résultat des sociétés intégrées avant prise en compte des autres produits et charges opérationnels, qui comprennent, pour l'essentiel :

- les résultats de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles,

- les provisions pour dépréciations des actifs incorporels et corporels (en non-courant), y compris les dépréciations éventuelles des écarts d'acquisition,
- les écarts de conversion provenant de taux de devises différents entre ceux retenus pour la comptabilisation de créances et dettes d'exploitation et ceux constatés lors du règlement de ces créances et dettes,
- les éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant, à l'instar des coûts de pré-démarrage de nouvelles usines, des coûts de restructuration et de ceux relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs.

Les impacts liés à l'amortissement des contrats clients acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises sont comptabilisés dans la marge opérationnelle, mais isolés sur une ligne distincte du compte de résultat.

Ainsi, le Groupe présente, depuis l'exercice 2010, une marge opérationnelle avant prise en compte des amortissements d'incorporels liés aux acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises, et une marge opérationnelle après prise en compte de ces amortissements.

La marge opérationnelle avant prise en compte de ces éléments est le principal indicateur de performance utilisé par le Groupe. Elle est comparable à la marge opérationnelle présentée lors des exercices précédents.

### 1.12 Crédit d'impôt recherche

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôts liés à l'effort de recherche de ses filiales. Ces crédits d'impôts sont inclus dans la marge opérationnelle dans la rubrique « Frais de recherche et développement nets » (voir les notes 4.1 et 4.2).

### 1.13 Droit individuel à la formation (DIF)

La loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle a mis en place le droit individuel à la formation (DIF) permettant à chaque salarié, quelle que soit sa qualification, de se constituer un capital formation qu'il utilisera à son initiative, mais avec l'accord de son employeur.

Conformément à la disposition de la loi, chaque salarié dispose d'un nouveau droit lui permettant de capitaliser un minimum de 20 heures par année civile, le total des droits étant plafonné à 120 heures.

À ce jour, le Groupe ne comptabilise aucune provision relative au droit individuel à la formation en raison de la très faible utilisation de ce droit par les salariés.

### 1.14 Immobilisations incorporelles

#### 1.14.1 Frais de recherche et développement de la Compagnie Plastic Omnium

Selon la norme IAS 38 - *Immobilisations incorporelles*, les frais de développement significatifs sont comptabilisés en immobi-

lisations incorporelles dès lors que l'entreprise peut démontrer en particulier :

- son intention et ses capacités financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- la probabilité de recevoir des avantages économiques futurs liés aux dépenses de développement ;
- que le coût de l'actif peut être évalué de manière fiable.

#### **Frais de développement de l'activité Automobile**

Les frais de développement engagés dans le cadre d'un projet faisant l'objet d'un engagement contractuel de paiement de la part du client sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de l'avancement technique validé par le client. Le principe de comptabilisation des produits liés est décrit dans la note 1.9.

Les frais engagés dans le cadre de commandes d'outillages spécifiques et de moules, payées par le client avant le démarrage de la production, sont comptabilisés en stocks. Les produits relatifs à ces développements, sont comptabilisés en produits des activités ordinaires à la date de conformité clients ou au plus tard, à la date de démarrage série. Les paiements reçus avant cette acceptation sont inscrits en avances clients.

Les frais de développement payés dans le prix pièces « rondelle », sans engagement contractuel du client sur les volumes, sont comptabilisés directement en immobilisations incorporelles en cours, pendant la phase développement.

Ces frais immobilisés sont amortis dès que la cadence journalière de production atteint 30 % de l'estimation et, au plus tard, trois mois après la date de démarrage de la série.

Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie prévue pour la production de la série, soit en moyenne, trois ans.

#### **Autres frais de recherche et de développement**

Les autres frais de recherche et développement constituent des charges de l'exercice.

#### **1.14.2 Autres immobilisations incorporelles**

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût diminué des amortissements et pertes de valeur constatés. Elles sont amorties selon la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation prévues.

Il s'agit essentiellement des contrats clients Inergy Automotive Systems acquis, amortis sur sept ans.

Ces immobilisations incorporelles font l'objet de test de dépréciation dans le cas d'indices de perte de valeur.

#### **1.15 Frais de démarrage**

Les coûts correspondant aux phases de démarrage, y compris les coûts organisationnels, sont pris dans les charges au fur et à mesure de leur engagement. Ils correspondent à la mise en exploitation de nouvelles capacités ou techniques de production.

#### **1.16 Écarts d'acquisition et tests de perte de valeur**

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition, sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition du Groupe Burelle ne sont pas amortis, conformément aux normes IFRS, et font l'objet d'un « test de dépréciation » systématique au minimum une fois l'an, en fin d'exercice, mais également lors de l'arrêt des comptes semestriels dans le cas d'indices de perte de valeur.

Les écarts d'acquisition sont portés uniquement par le secteur constitué par la Compagnie Plastic Omnium.

Les tests de perte de valeur sont ainsi réalisés au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie (U.G.T) ou groupe d'U.G.T. définis au niveau des activités « Automobile », « Systèmes Urbains-Sulo » et « Signature », puis au niveau de la Compagnie Plastic Omnium, chaque niveau de test s'appliquant à une catégorie spécifique d'actifs (actifs opérationnels et éventuellement les écarts d'acquisition s'y rapportant).

Ce test est réalisé dans le groupe d'U.G.T, la Compagnie Plastic Omnium, unique U.G.T à porter un écart d'acquisition (voir la note 5.1.1.1).

La valeur nette comptable de l'ensemble des actifs (y compris les écarts d'acquisition), constituant chaque unité génératrice de trésorerie, est comparée à sa valeur recouvrable, c'est-à-dire au maximum entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des cash-flows actualisés.

Ces données prévisionnelles sont issues des plans à moyen terme de la Compagnie Plastic Omnium, établis pour la période des trois ans à venir, et révisées le cas échéant pour tenir compte des conditions de marché. Au-delà de cet horizon, est calculée une valeur terminale correspondant à la capitalisation des données de la dernière année du plan auxquelles est appliqué un taux de croissance à long terme reflétant des perspectives d'évolution du marché. Ces données prévisionnelles sont actualisées.

Pour l'exercice 2010, les hypothèses suivantes ont été retenues pour les unités génératrices de trésorerie relatives :

- aux activités Automobile de la Compagnie Plastic Omnium : un taux de croissance de 1,5 % à l'infini et un taux d'actualisation de 9 % après impôt sur les sociétés,
- à l'activité Environnement de la Compagnie Plastic Omnium : un taux de croissance de 1,5 % à l'infini et un taux d'actualisation de 7,5 % après impôt sur les sociétés.

Les taux de croissance ci-dessus, sont ceux habituellement retenus par le marché pour les secteurs concernés.

Les hypothèses retenues pour la détermination des taux d'actualisation ont pris en compte :

- une prime de risque sectorielle,

## Annexes aux comptes consolidés

- un « spread » de financement sectoriel pour l'évaluation du coût de la dette,
- les taux retenus par des sociétés comparables dans chacun des secteurs.

Les tests effectués ne conduisent pas à comptabiliser de dépréciations des écarts d'acquisition du Groupe. Une hausse du taux d'actualisation de 0,5 % ou une baisse de 0,5 % du taux de croissance à long terme n'aurait pas d'impact sur les résultats des tests.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont évalués annuellement, à leur coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur.

### 1.17 Immobilisations corporelles

#### Valeurs brutes

À leur date d'entrée dans le patrimoine, les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, à leur coût de production lorsqu'elles sont créées par l'entreprise pour elle-même (ou sous-traitées), ou à leur juste valeur pour celles acquises à titre gratuit.

Dans la mesure où ces immobilisations ont fait l'objet de cession ou d'apport à l'intérieur du Groupe, les plus-values ou moins-values constatées sont éliminées dans les comptes consolidés.

À une date ultérieure, les immobilisations corporelles sont évaluées au coût amorti, à l'exception de certains terrains et immeubles. Le Groupe réévalue les immeubles à usage de bureaux (option IAS 16.31). Les terrains sur lesquels ces immeubles sont bâtis suivent le même traitement comptable ainsi que les terrains nus et les terrains donnés en bail à construction.

Une expertise est réalisée par un évaluateur externe à intervalles réguliers. La dernière évaluation, réalisée en décembre 2010, donne une estimation de la valeur de ces ensembles immobiliers pour les comptes au 31 décembre 2010. Entre deux évaluations, le Groupe s'assure auprès de l'expert que le marché de l'immobilier n'a pas connu d'évolution significative. La juste valeur arrêtée par l'expert est déterminée par référence directe à des prix observables sur un marché actif.

Les bâtiments industriels et leurs terrains sont comptabilisés au coût amorti. Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations encourus afin de restaurer ou de maintenir les avantages économiques futurs que l'entreprise peut attendre en terme de niveau de performance estimé à la date d'origine de l'actif, sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les actifs sous contrats de location-financement, en application de la norme IAS 17 - *Contrats de location*, sont inscrits en actifs immobilisés au plus faible de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux et amortis par application des taux d'amortissement Groupe applicables aux mêmes actifs acquis en pleine propriété. Les retraitements sous la forme de location-financement concernent principalement des leasings

sur ensembles immobiliers industriels, sur ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses) et sur les parcs de conteneurs du Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium.

#### Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité prévue :

■ Constructions et agencements initiaux	20 à 40 ans
■ Presses, souffleuses et machines de transformation	6 <sup>2/3</sup> à 12 ans
■ Machines d'usinage, de finition et autres matériels industriels	3 à 6 <sup>2/3</sup> ans
■ Conteneurs de l'activité Environnement	8 ans

Conformément à la norme IAS 16 - *Immobilisations corporelles*, le Groupe applique l'approche par composants sur ses ensembles immobiliers et sur ses ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses, souffleuses).

#### Dépréciation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciations dans le cadre de décisions d'arrêt de commercialisation de production, de non-renouvellement de production ou de fermeture de site.

### 1.18 Immeubles de placement

Les éléments dans la rubrique « Immeubles de placement » à l'actif du bilan du Groupe, n'entrent pas dans le cadre de l'activité ordinaire. Ces actifs, qui appartiennent au Groupe, peuvent correspondre à des ensembles immobiliers :

- non occupés au moment de la clôture des comptes et dont l'utilisation est indéterminée,
- ou détenus pour valoriser le capital du Groupe à long terme et faisant l'objet de location(s) simple(s).

Concernant les biens immobiliers dont l'utilisation pourrait être actuellement indéterminée, le Groupe peut décider d'utiliser tout ou partie de ces actifs (auquel cas, cette partie serait reclassée en exploitation) ou de les louer dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de location simple.

Les surfaces issues des ensembles immobiliers précédemment classés en immeubles de placement et qui repassent en exploitation lorsque le Groupe décide de les garder pour son propre usage, sont comptabilisées selon IAS 16.31 sur la base de leur montant dans les comptes au moment du transfert.

Inversement, les surfaces des ensembles immobiliers qui passent de la catégorie « Immobilisations corporelles » régies par IAS 16.31 vers la catégorie « Immeubles de placement » y sont transférées sur la base de leur valeur dans les comptes au moment de leur transfert et sont dès lors régies par IAS 40.

Les réévaluations sur ces surfaces une fois transférées en « Immeubles de placement » sont comptabilisées par résultat.

Les immeubles loués à des tiers sont évalués à leur juste valeur à la clôture, les variations de juste valeur étant comptabilisées en résultat. Les terrains sur lesquels ces immeubles sont bâtis suivent le même traitement comptable ainsi que les terrains nus et les terrains donnés en bail à construction.

### 1.19 Stocks et en-cours

#### Stocks de matières premières et autres approvisionnements

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

À la clôture de l'exercice, ces stocks sont dépréciés lorsque le prix de vente estimé des produits finis auxquels ils sont dédiés dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés résiduels de commercialisation, de production et de transformation, ne permet pas de recouvrer leur valeur d'inventaire.

#### Stocks de produits finis et intermédiaires

Les stocks de produits finis et intermédiaires sont valorisés sur la base des coûts de production standard, révisés annuellement. Le prix de revient comprend les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les coûts ainsi obtenus ne comportent ni frais généraux administratifs ou informatiques non liés à la production, ni frais de recherche et développement, ni frais commerciaux. La sous-activité n'est pas non plus incorporée dans la valorisation des stocks.

La valeur brute des stocks est comparée à la clôture à la valeur nette de réalisation, estimée sur la base des mêmes principes que ceux énoncés précédemment, et une dépréciation est comptabilisée lorsque cela est nécessaire.

### 1.20 Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe des obligations à l'égard de tiers entraînant une sortie de ressources au bénéfice de ces tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue pour le Groupe. Ces provisions sont inscrites en passif courant dans la mesure où elles présentent généralement un caractère court terme.

Le coût des mesures d'adaptation des effectifs est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce aux personnes concernées ou à leurs représentants.

### 1.21 Provisions pour engagements de retraite et assimilés

#### DESCRIPTION DES RÉGIMES

Les engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel à long terme concernent les salariés du Groupe en activité. Les régimes mis en place pour couvrir les engagements de retraite sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

#### 1.21.1 Régimes à cotisations définies

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges opérationnelles, les cotisations assises sur les salaires de l'exercice qui sont versées aux organismes nationaux en charge des régimes de retraite et de prévoyance, selon les lois et usages en vigueur dans chaque pays. Le Groupe n'ayant aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires ou des prestations futures, aucun passif actuariel n'est comptabilisé au titre de ces régimes à cotisations définies.

#### 1.21.2 Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies concernent principalement les avantages postérieurs à l'emploi correspondant aux indemnités de départ à la retraite des salariés français, auxquelles se rajoutent :

- les autres engagements de retraites et compléments de retraite, principalement sur la zone US et la France,
- les régimes de couverture des frais médicaux, sur la zone US.

Les régimes à prestations définies font l'objet de provisions pour avantages du personnel calculées sur la base d'évaluations actuarielles selon la méthode des unités de crédits projetées avec services proratisés par application de la norme IAS 19 - *Avantages du personnel*.

Ces évaluations intègrent notamment des hypothèses :

- de dates de départ à la retraite fixées selon les termes de la législation et en particulier pour les salariés français, suivant une hypothèse de départ volontaire à taux plein,
- de mortalité,
- de probabilité de départ avant la retraite pour le personnel actif ;
- d'estimations d'évolution de salaires jusqu'à l'âge de la retraite ;
- de taux financiers d'actualisation et d'inflation.

Lorsque les régimes à prestations définies sont couverts par des fonds, les engagements au titre de ces régimes font l'objet à chaque exercice d'une évaluation actuarielle effectuée par des actuaires indépendants et leur valeur est déduite de la valeur de marché en date de clôture des fonds associés. Cette évaluation intègre des hypothèses de rentabilité à long terme des actifs investis en vue de couvrir les engagements de retraite.

Les variations de provisions correspondant aux régimes à prestations définies sont enregistrées au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, au compte de résultat, en « charges opérationnelles », à l'exception :

- de l'effet de la désactualisation des engagements présenté en résultat financier,
- des écarts actuariels sur avantages du personnel postérieurs à l'emploi présentés en capitaux propres.

Les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont pris en compte immédiatement dans les capitaux propres, sans aucun étalement, en application des amendements de la norme IAS 19 - *Avantages du personnel* « *Actuarial gains and losses, Group Plans and Disclosures* ».

## Annexes aux comptes consolidés

### 1.21.3 Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme correspondent, pour l'essentiel, aux médailles du travail des salariés français.

Conformément à IAS 19.129, les écarts actuariels relatifs aux « Autres avantages à long terme » (en particulier les médailles du travail) sont comptabilisés immédiatement en résultat.

### 1.22 Subventions publiques

Les subventions reçues sont inscrites au passif du bilan ; elles correspondent à des subventions accordées dans le cadre d'investissements pour de nouveaux sites ou matériels de production ou de programmes de recherche et développement.

Les subventions sont reprises en résultat au niveau de la marge brute, au fur et à mesure de l'amortissement des biens acquis au moyen de ces subventions, ou lorsque les programmes de recherche et développement n'ont pas abouti.

### 1.23 Actions propres

Les actions autodétenues par Burelle SA, quelle que soit leur affectation, sont inscrites, dès leur acquisition, en diminution des fonds propres.

Les prix de cession de ces titres sont comptabilisés directement en augmentation des capitaux propres du Groupe, aucun profit ou perte n'étant donc comptabilisé dans le résultat net de l'exercice.

### 1.24 Plans d'achat et de souscription d'actions

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions accordés aux salariés (IFRS 2) sont évalués à leur juste valeur à la date d'attribution des droits par le Conseil d'Administration, en utilisant le modèle mathématique de type « Black & Scholes ».

Cette valeur est enregistrée en « charges de personnel » linéairement sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie directe en réserves.

### 1.25 Actifs financiers (hors instruments dérivés)

#### 1.25.1 Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente correspondent à des prises de participations minoritaires dans des sociétés, à des parts souscrites dans des fonds de capital-investissement et à des obligations à bons de souscription d'actions. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture, en conformité avec les méthodes de valorisation publiées en septembre 2009 par le Comité exécutif de l'International Private Equity Venture capital (IPEV).

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

Lorsque la juste valeur d'un actif disponible à la vente est inférieure à sa valeur comptable, le Groupe examine la nécessité d'enregistrer une dépréciation. Pour chaque actif, le Groupe fait

usage de son jugement en examinant les caractéristiques quantitatives et qualitatives de la baisse, pour déterminer si elle constitue un indice objectif de perte de valeur amenant à enregistrer une dépréciation. Une dépréciation sur un « Actif financier disponible à la vente » est systématiquement constatée en compte de résultat lorsqu'il existe une baisse de valeur significative ou prolongée, et, pour les parts de fonds de capital-investissement, lorsque, en sus, le fonds est investi à plus de 85 %. La baisse de juste valeur est considérée comme significative si l'évaluation a diminué de plus de 50 % par rapport au coût d'acquisition, et elle est considérée comme prolongée lorsque l'évaluation se situe, pendant au moins deux ans, en-dessous du coût d'acquisition. Cette dépréciation ne peut être reprise.

#### 1.25.2 Autres actifs financiers

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont des valeurs mobilières de placement ne remplissant pas les critères permettant un classement en équivalent de trésorerie. Ils sont évalués à leur juste valeur, à la date de clôture, et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

Les autres actifs financiers comprennent les prêts, les dépôts et cautionnements versés. Ils sont évalués au coût amorti. Toute indication objective de perte de valeur – différence négative entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable de ces actifs – donne lieu à une dépréciation au compte de résultat. Cette dépréciation est reprise par résultat dans le cas d'un retournement favorable.

### 1.26 Dérivés et comptabilité de couverture

Pour gérer son risque de taux d'intérêt, le Groupe utilise des instruments dérivés cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré. En application de la norme IAS 39, ces instruments financiers de couverture sont valorisés et comptabilisés au bilan, à leur juste valeur sur la base du prix de marché communiqué par les organismes financiers.

La société a opté pour la comptabilisation de « couverture de flux de trésorerie » au sens de la norme IAS 39. Il en découle que les variations de juste valeur sur instruments de couverture de taux sont affectées en variation des capitaux propres pour les parties efficaces de ces instruments, et en résultat financier pour les parties non efficaces de ces instruments.

### 1.27 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 - *Tableau des flux de trésorerie*, la trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés dans le tableau des flux de trésorerie comprennent les éléments de trésorerie réalisables à court terme, très liquides, convertibles à tout moment en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie est composée de la trésorerie en banque et en caisse, des dépôts à court terme et des soldes créditeurs bancaires, à l'exception de ceux autorisés pour couvrir les besoins de trésorerie court terme ou moyen terme de l'exploitation courante. Ces derniers, étant assimilés à du financement, sont exclus de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Les équivalents de trésorerie correspondent aux placements

réalisables à court terme dans le cadre de l'utilisation temporaire des excédents de trésorerie (valeurs mobilières de placement, SICAV monétaires, titres de créances négociables, etc.). La variation de juste valeur de ces actifs est comptabilisée en résultat.

### 1.28 Actifs destinés à être cédés et activités destinées à être cédées

Sont classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés » au bilan, les éléments suivants :

- la valeur d'un actif détenu en vue de sa vente,
- la valeur d'un groupe d'actifs détenus en vue de leur vente et non en vue d'une utilisation continue,
- et la valeur des activités et sociétés acquises dans la perspective d'une cession ultérieure.

Les passifs relatifs à ces actifs, groupe d'actifs, activités et sociétés sont également présentés au passif du bilan sur une ligne distincte dénommée « Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés ».

Les actifs classés dans cette catégorie ne font plus l'objet d'amortissement. Ils sont évalués au montant le plus faible de leur valeur comptable et de leur prix de vente estimé, diminué des frais relatifs à la vente. Les pertes de valeur éventuelles sont enregistrées au niveau des charges opérationnelles du Groupe.

Les actifs, le cas échéant, les activités et les sociétés classés dans cette catégorie depuis une année, y sont maintenus seulement s'ils répondent aux critères exigés par la norme IFRS 5.

Au bilan, les données relatives aux « Actifs et activités destinés à être cédés » isolées distinctement dans les états financiers ne donnent pas lieu au retraitement des années antérieures en termes de présentation.

Au compte de résultat, les résultats de cession des activités ou branches d'activités et sociétés qui remplissent la définition d'une activité abandonnée, sont isolées sur la ligne « Résultat après impôt des activités cédées et destinées à être cédées ». Les comptes de résultat et les tableaux des flux de trésorerie des années antérieures sont retraités.

### 1.29 Impôts sur les résultats

En application de la norme IAS 12, le Groupe Burelle comptabilise, sans actualisation, les impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires.

Les crédits d'impôt et les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables et les différences temporaires ne sont reconnus que lorsque leur probabilité d'utilisation à court terme est avérée.

## 2 – OPÉRATIONS DE LA PÉRIODE

Le périmètre de consolidation du Groupe Burelle a évolué de la manière suivante :

### 2.1 Prise de contrôle d'Inergy Automotive Systems

#### 2.1.1 Comptabilisation du regroupement d'entreprises

Début septembre 2010, le Groupe a pris le contrôle d'Inergy Automotive Systems. Avec l'acquisition pour 270 millions d'euros des 50 % détenus jusqu'alors par Solvay, le Groupe détient désormais 100 % du capital et des droits de vote du leader mondial des systèmes à carburant et réservoirs à essence.

Conformément à IFRS 3R, cette prise de contrôle a donné lieu à :

- la comptabilisation à la juste valeur de la quote-part antérieurement détenue par le Groupe,
- la comptabilisation à 100 % de la juste valeur des actifs et passifs d'Inergy Automotive Systems,
- la comptabilisation en autres charges opérationnelles des coûts liés à cette acquisition.

#### Comptabilisation à la juste valeur de la quote-part antérieurement détenue

La différence entre la juste valeur de la quote-part antérieurement détenue et la valeur nette comptable de cette même quote-part, y compris l'écart d'acquisition, s'élève à 18,8 millions d'euros et est comptabilisée sur l'exercice en autres produits opérationnels.

#### Comptabilisation initiale de l'acquisition

Le Groupe a comptabilisé l'acquisition réalisée au 31 décembre 2010 sur la base d'une affectation provisoire du prix d'acquisition. Conformément aux normes IFRS, la comptabilisation définitive du prix d'acquisition sera finalisée dans les douze mois qui suivent l'acquisition.

Cette comptabilisation initiale a essentiellement eu pour conséquence la comptabilisation d'actifs incorporels amortissables, essentiellement des contrats clients, et un écart d'acquisition provisoire. Les éléments comptabilisés sont présentés ci-après :

*En milliers d'euros*

Prix d'acquisition pour 100 % (y compris la juste valeur des 50 % antérieurement détenus)	515 534
Situation nette d'Inergy Automotive Systems	275 561
Évaluation de contrats clients	108 000
Évaluation de la marque	7 000
Réévaluation des stocks	5 000
Impôts différés	(32 000)
Écart d'acquisition provisoire	151 973

## Annexes aux comptes consolidés

Le détail des actifs et passifs acquis identifiables d'Inergy Automotive Systems à la date d'acquisition est le suivant :

En milliers d'euros

	Valeur nette comptable	Ajustements	Juste valeur
<b>ACTIF</b>			
Écarts d'acquisition		151 973	151 973
Immobilisations incorporelles	99 058	7 000	106 058
Immobilisations corporelles	242 082		242 082
Contrats clients		108 000	108 000
Autres actifs financiers	3 934		3 934
Impôts différés actifs	17 975		17 975
<b>TOTAL ACTIF NON-COURANT</b>	<b>363 049</b>	<b>266 973</b>	<b>630 022</b>
Stocks	99 878	5 000	104 878
Créances clients et comptes rattachés	128 198		128 198
Autres créances	54 176		54 176
Autres créances financières à court terme	30		30
Trésorerie et équivalents de trésorerie	66 066		66 066
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>	<b>348 348</b>	<b>5 000</b>	<b>353 348</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>711 397</b>	<b>271 973</b>	<b>983 370</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>			
<b>CAPITAUX PROPRES GROUPE</b>	<b>275 561</b>	<b>239 973</b>	<b>515 534</b>
Participations ne donnant pas le contrôle			
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>275 561</b>	<b>239 973</b>	<b>515 534</b>
Emprunts et dettes financières – part à long terme	23 288		23 288
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	24 988		24 988
Provisions – part à long terme	2 740		2 740
Subventions publiques – part à long terme	1 566		1 566
Impôts différés passifs	17 990	32 000	49 990
<b>TOTAL PASSIF NON-COURANT</b>	<b>70 572</b>	<b>32 000</b>	<b>102 572</b>
Découverts bancaires	33 844		33 844
Emprunts et dettes financières – part à court terme	39 428		39 428
Provisions – part à court terme	6 870		6 870
Fournisseurs et comptes rattachés	174 274		174 274
Autres dettes d'exploitation	110 848		110 848
<b>TOTAL PASSIF COURANT</b>	<b>365 264</b>		<b>365 264</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>711 397</b>	<b>271 973</b>	<b>983 370</b>

La comptabilisation initiale du prix d'acquisition ayant entraîné la reconnaissance d'actifs non reconnus auparavant par le Groupe (contrats clients et marque Inergy) et la réévaluation des stocks, les impacts sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat (voir la rubrique « Amortissement des incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises » et la note 4.4).

### 2.1.2 Contributifs d'Inergy Automotive Systems

Le contributif d'Inergy Automotive Systems aux produits des activités ordinaires du Groupe se présente comme suit :

- 454 millions du 1<sup>er</sup> septembre 2010 au 31 décembre 2010 ;
- et 1 220 millions d'euros si le groupe Inergy avait été intégré au 1<sup>er</sup> janvier 2010, sur un montant total de 3 632 millions d'euros pour les produits des activités ordinaires du Groupe.

La profitabilité d'Inergy Automotive Systems est en ligne avec celle présentée au titre du secteur Automobile dans la note 3 « Informations sectorielles ».

## 2.2 Les autres changements dans le périmètre

### Post & Column

Le Groupe a acquis, le 8 avril 2010, 100 % des titres de la société Post & Column pour 3 558 milliers de Livres Sterling, soit 4 146 milliers d'euros. L'écart d'acquisition provisoire s'élève à 2 912 milliers de Livres Sterling (soit 3 393 milliers d'euros). La société Post & Column est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation des mâts en acier et des mâts fusibles en fibre de verre et polyoléfine (brevet Jerol) dans la signalisation routière verticale. Elle est rattachée au Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium. La contribution de Post & Column au chiffre d'affaires consolidé 2010 s'élève à environ 5 200 milliers d'euros.

### Plastic Omnium AS Turquie (BPO AS)

La société Plastic Omnium AS Turquie, communément appelée BPO AS, détenue à 50 % par la Compagnie Plastic Omnium et consolidée au 31 décembre 2009 selon la méthode de l'intégration proportionnelle, est consolidée par intégration globale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

### Chongqing Yanfeng Plastic Omnium Automotive Exteriors Faway Co Ltd et Guangzhou Zhongxin Yanfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Trim Co Ltd (GZZX)

Ces entités chinoises ont été créées en 2010 afin de produire, commercialiser et assurer le service après-vente de pièces extérieures pour l'automobile. Les partenaires locaux sont respectivement Faway, pour la première société, et Guangzhou Zhongxin pour la seconde. Elles sont contrôlées à 51 %, et donc consolidées par intégration globale, par Yanfeng PO Automotive Exterior Systems Co Ltd communément appelée YFPO. Pour mémoire, YFPO est intégrée dans les comptes consolidés de la Compagnie Plastic Omnium en intégration proportionnelle à 49,95 %.

### Plastic Omnium Componentes Exteriores SL – Redondela

Le 1<sup>er</sup> septembre 2010, la société Plastic Omnium Auto Exterior du Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium, a acquis auprès de l'équipementier allemand Peguform, pour un montant de 26 516 milliers d'euros, son usine de Redondela en Espagne. Cette usine, rattachée à la société Plastic Omnium Componentes Exteriores SL, produira et livrera en modules de carrosserie, le site de Peugeot SA à Vigo, l'un des plus importants du constructeur français.

L'opération a donné lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition provisoire d'une valeur de 5 662 milliers d'euros.

### John Wilkinson

En août 2010, la société anglaise de signalisation routière verticale, Signature Ltd du Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium, a acquis pour une valeur de 390 milliers de Livres Sterling (soit 454 milliers d'euros) les actifs de la société John Wilkinson Ltd, elle-même spécialisée dans la distribution de solutions pour éclairage et circulation publics.

L'opération a donné lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition d'une valeur de 210 milliers de Livres Sterling (soit 245 milliers d'euros).

## 2.3 Cessions d'actifs et des activités destinées à être cédées

Au 31 décembre 2010, sont classés en « Actifs destinés à être cédés », les actifs des sociétés suivantes :

- Inergy Automotive Systems Canada Inc. du Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium pour le site de Blenheim,
- Sulo Verwaltung und Technik GmbH du Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium pour les bâtiments d'Elsfleth et de Heidelberg.

Ont été cédés en 2010 :

- les sites suivants de la Compagnie Plastic Omnium :
  - Telford de la société Plastic Omnium Automotive Ltd,
  - Nucourt de la société Inergy Automotive Systems SA du Pôle Automobile.
- ainsi que le bâtiment de la société Signature Ltd. du Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium.

Au 31 décembre 2009, étaient classés en « Actifs destinés à être cédés » certains actifs des sociétés suivantes :

- Plastic Omnium Automotive Ltd du Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium pour le site de Telford,
- Inergy Automotive Systems SA du Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium pour le site de Nucourt,
- Inergy Automotive Systems Canada Inc. du Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium pour le site de Blenheim.

## 3 – INFORMATIONS SECTORIELLES

### 3.1 Informations par secteurs opérationnels

Les colonnes des tableaux ci-dessous indiquent les montants propres à chaque secteur. La colonne « Éléments non affectés » regroupe les éliminations inter-secteurs, ainsi que les montants non affectés par secteur (Burelle SA et Burelle Participations) permettant de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du Groupe.

Les résultats financiers, les impôts, et les mises en équivalence sont suivis au niveau du Groupe et ne sont pas alloués aux secteurs. Les transactions entre secteurs sont réalisées sur la base de leur valeur de marché.

## Annexes aux comptes consolidés

### 3.1.1 Compte de résultat par secteurs opérationnels

En milliers d'euros

	2010			
	Compagnie Plastic Omnium**	Immobilier	Éléments non affectés*	Total consolidé
Ventes	3 249 596	6 522	(4 650)	3 251 468
Ventes entre secteurs d'activités		(4 650)	4 650	
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>	<b>3 249 596</b>	<b>1 872</b>		<b>3 251 468</b>
<i>% du total</i>	<i>99,9%</i>	<i>0,1%</i>		<i>100%</i>
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS</b>	<b>227 214</b>	<b>3 992</b>	<b>(5 242)</b>	<b>225 964</b>
<i>% des produits des activités ordinaires du secteur</i>	<i>7,0%</i>			<i>6,9%</i>
Amortissement des actifs incorporels acquis	(10 260)			(10 260)
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE APRÈS AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS</b>	<b>216 954</b>	<b>3 992</b>	<b>(5 242)</b>	<b>215 704</b>
<i>% des produits des activités ordinaires du secteur</i>	<i>6,7%</i>			<i>6,6%</i>
Autres produits opérationnels	36 591		495	37 086
Autres charges opérationnelles	(42 087)	(90)	(7 364)	(49 541)
<i>% des produits des activités ordinaires du secteur</i>	<i>(0,2%)</i>			<i>(0,4%)</i>
Charges nettes de financement				(23 536)
Autres produits et charges financiers				(3 667)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence				(1 871)
<b>RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IS</b>				<b>174 175</b>
Impôt sur le résultat				(29 682)
<b>RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>				<b>144 493</b>
Résultat après impôt des activités abandonnées				(2 024)
<b>RÉSULTAT NET</b>				<b>142 470</b>
Résultat net – part revenant aux minoritaires				67 306
<b>RÉSULTAT NET – PART REVENANT AU GROUPE</b>				<b>75 164</b>

En milliers d'euros	2009			
	Compagnie Plastic Omnium**	Immobilier	Éléments non affectés*	Total consolidé
Ventes	2 458 639	6 679	(4 438)	2 460 880
Ventes entre secteurs d'activités		(4 438)	4 438	
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>	<b>2 458 639</b>	<b>2 241</b>		<b>2 460 880</b>
% du total	99,9 %	0,1 %		100 %
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS</b>	<b>102 106</b>	<b>4 400</b>	<b>(4 944)</b>	<b>101 562</b>
% des produits des activités ordinaires du secteur	4,1 %			4,1 %
Amortissement des actifs incorporels acquis				
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE APRÈS AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS</b>	<b>102 106</b>	<b>4 400</b>	<b>(4 944)</b>	<b>101 562</b>
% des produits des activités ordinaires du secteur	4,1 %			4,1 %
Autres produits opérationnels	43 724		172	43 896
Autres charges opérationnelles	(77 135)		(1 367)	(78 502)
% des produits des activités ordinaires du secteur	(1,4 %)			(1,4 %)
Charges nettes de financement				(24 643)
Autres produits et charges financiers				(834)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence				(993)
<b>RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IS</b>				<b>40 486</b>
Impôt sur le résultat				(8 212)
<b>RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>				<b>32 274</b>
Résultat après impôt des activités abandonnées				(3 408)
<b>RÉSULTAT NET</b>				<b>28 866</b>
Résultat net – part revenant aux minoritaires				14 191
<b>RÉSULTAT NET – PART REVENANT AU GROUPE</b>				<b>14 675</b>

\* La colonne «Éléments non affectés» regroupe les éliminations intra-groupe ainsi que les éléments non affectés par secteur (activités de Burelle SA et Burelle Participations SA) afin de réconcilier les informations sectorielles avec les comptes consolidés.

\*\* La décomposition du produit des activités ordinaires (chiffre d'affaires) de la Compagnie Plastic Omnium est la suivante :

En milliers d'euros	2010	%	2009	%
Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium ***	2 778 047	85,5 %	2 014 536	82 %
Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium	471 549	14,5 %	444 103	18 %
Produit des activités ordinaires de la Compagnie Plastic Omnium	3 249 596	100 %	2 458 639	100 %

\*\*\* Le chiffre d'affaires du Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium auprès des principaux constructeurs automobiles est présenté dans le tableau ci-après.

## Annexes aux comptes consolidés

Le chiffre d'affaires du Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium auprès des principaux constructeurs automobiles se décompose comme suit :

En milliers d'euros	2010		2009	
	Montants	% du CA Automobile	Montants	% du CA Automobile
<b>Constructeurs automobiles</b>				
PSA Peugeot Citroën	483 063	17,4 %	496 860	24,7 %
Renault/Nissan	368 622	13,3 %	347 625	17,3 %
General Motors	478 807	17,2 %	302 195	15,0 %
BMW	382 155	13,8 %	234 838	11,7 %
Volkswagen	337 839	12,2 %	226 732	11,3 %
<b>Total principaux constructeurs</b>	<b>2 050 486</b>	<b>73,8 %</b>	<b>1 608 250</b>	<b>79,8 %</b>
Autres constructeurs	727 561	26,2 %	406 286	20,2 %
<b>Chiffre d'affaires Automobile de la Compagnie Plastic Omnium</b>	<b>2 778 047</b>	<b>100,0 %</b>	<b>2 014 536</b>	<b>100,0 %</b>

### 3.1.2 Agrégats du bilan par secteurs opérationnels

En milliers d'euros – en valeur nette	31 décembre 2010			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Écarts d'acquisition	305 348			305 348
Immobilisations incorporelles	284 900		36	284 936
Immobilisations corporelles	672 865	54 313	13	727 191
Immeubles de placement	18 355	22 544		40 899
Stocks	273 337			273 337
Créances clients et comptes rattachés	391 780	521	(41)	392 260
Autres créances	139 974	536	(6 299)	134 211
Créances de financement clients * (C)	97 811			97 811
Comptes courants et autres actifs financiers (D)	24 761	45 848	(14 379)	56 230
Instruments financiers de couverture (E)	3 385			3 385
Trésorerie nette ** (A)	162 633		680	163 313
<b>Actifs sectoriels</b>	<b>2 375 149</b>	<b>123 762</b>	<b>(19 990)</b>	<b>2 478 921</b>
Emprunts et dettes financières (B)	826 420	53 174	(29 027)	850 567
<b>Passifs sectoriels</b>	<b>826 420</b>	<b>53 174</b>	<b>(29 027)</b>	<b>850 567</b>
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET SECTORIEL = (B - A - C - D - E) ***</b>	<b>537 831</b>	<b>7 326</b>	<b>(15 328)</b>	<b>529 829</b>

En milliers d'euros – en valeur nette

	31 décembre 2009			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Écarts d'acquisition	232 730			232 730
Immobilisations incorporelles	106 932		36	106 968
Immobilisations corporelles	526 968	58 833	(53)	585 748
Immeubles de placement	17 502	18 010		35 512
Stocks	206 049			206 049
Créances clients et comptes rattachés	262 032	151	663	262 846
Autres créances	119 306	63	(458)	118 911
Créances de financement clients * (C)	116 283			116 283
Comptes courants et autres actifs financiers (D)	18 274	1 354	21 830	41 459
Trésorerie nette ** (A)	101 010	46 499	10	147 519
<b>Actifs sectoriels</b>	<b>1 707 087</b>	<b>124 910</b>	<b>22 028</b>	<b>1 854 025</b>
Emprunts et dettes financières (B)	641 239	56 529	13 454	711 222
<b>Passifs sectoriels</b>	<b>641 239</b>	<b>56 529</b>	<b>13 454</b>	<b>711 222</b>
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET SECTORIEL = (B - A - C - D) ***</b>	<b>405 672</b>	<b>8 676</b>	<b>(8 386)</b>	<b>405 962</b>

\* Au 31 décembre 2010, les « Créances de financement clients » sont composées d'un montant de 46 777 milliers d'euros issu de la rubrique « Autres actifs financiers » en non-courant et d'un montant de 51 034 milliers d'euros correspondant à la rubrique « Créances de financement clients » en courant.

Au 31 décembre 2009, les « Créances de financement clients » sont composées d'un montant de 68 613 milliers d'euros issu de la rubrique « Autres actifs financiers » en non-courant et d'un montant de 47 670 milliers d'euros correspondant à la rubrique « Créances de financement clients » en courant.

Voir également la note 5.2.7.1. sur l'endettement financier net.

\*\* Il s'agit de la trésorerie nette du Tableau des flux de trésorerie. Voir également la note 5.1.11.2.

\*\*\* Voir la note 5.2.7.1. sur l'endettement financier net.

### 3.1.3 Autres informations par secteurs opérationnels

En milliers d'euros

	31 décembre 2010			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Investissements incorporels	59 425			59 425
Investissements corporels	95 156	71		95 227
Dotations aux amortissements sur actifs immobilisés	(147 769)	(589)	(44)	(148 402)

En milliers d'euros

	31 décembre 2009			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Investissements incorporels	34 463			34 463
Investissements corporels	68 465	185		68 650
Dotations aux amortissements sur actifs immobilisés	(174 887)	(497)	(47)	(175 431)

## Annexes aux comptes consolidés

### 3.2 Informations par pays

#### 3.2.1 Produits des activités ordinaires par pays

L'information donnée dans le tableau suivant correspond aux produits des activités ordinaires réalisés par les filiales rattachées aux zones géographiques indiquées.

En milliers d'euros	2010	%	2009	%
France	682 654	21,0 %	732 011	29,7 %
Amérique du Nord	712 629	21,9 %	420 250	17,1 %
Europe hors France	1 259 131	38,7 %	971 252	39,6 %
Amérique du Sud	143 982	4,4 %	85 533	3,5 %
Afrique	31 764	1,0 %	18 335	0,7 %
Asie	421 308	13,0 %	233 499	9,5 %
<b>Total</b>	<b>3 251 468</b>	<b>100 %</b>	<b>2 460 880</b>	<b>100 %</b>

#### 3.2.2 Actifs non-courants par pays

En milliers d'euros	31 décembre 2010					
	France	Amérique du Nord	Europe hors France	Amérique du Sud - Asie	Autres*	Total
Écarts d'acquisition	176 059	22 338	102 664	3 881	406	305 348
Immobilisations incorporelles	155 918	36 980	70 469	20 988	582	284 936
Immobilisations corporelles	233 844	99 845	239 099	148 154	6 250	727 191
<i>dont investissements corporels de l'exercice</i>	<i>23 043</i>	<i>8 021</i>	<i>26 683</i>	<i>36 134</i>	<i>495</i>	<i>94 374</i>
Immeubles de placement	40 899					40 899
<i>dont investissements en immobilier de placement</i>	<i>853</i>					<i>853</i>
<b>Total actif immobilisé non-courant</b>	<b>606 720</b>	<b>159 163</b>	<b>412 232</b>	<b>173 023</b>	<b>7 238</b>	<b>1 358 374</b>

En milliers d'euros	31 décembre 2009					
	France	Amérique du Nord	Europe hors France	Amérique du Sud - Asie	Autres*	Total
Écarts d'acquisition	95 205	26 774	97 866	10 259	2 625	232 730
Immobilisations incorporelles	35 620	14 813	45 474	10 480	581	106 968
Immobilisations corporelles	228 975	86 309	189 395	77 915	3 155	585 748
<i>dont investissements corporels de l'exercice</i>	<i>19 286</i>	<i>3 867</i>	<i>26 347</i>	<i>18 827</i>	<i>323</i>	<i>68 650</i>
Immeubles de placement	35 512					35 512
<b>Total actif immobilisé non-courant</b>	<b>395 312</b>	<b>127 896</b>	<b>332 735</b>	<b>98 654</b>	<b>6 361</b>	<b>960 958</b>

\* Sont regroupées dans « Autres » les deux sociétés d'Afrique du Sud.

## 4 – NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

### 4.1 Détail des frais de recherche et de développement

Le pourcentage des frais de recherche et de développement est exprimé par rapport au montant des produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires).

<i>En milliers d'euros</i>	2010	%	2009	%
Frais de recherche et de développement bruts	(143 742)	(4,4%)	(109 567)	(4,5%)
Activations et cessions de recherche et de développement	78 875	2,4%	65 340	2,7%
<b>Frais de recherche et de développement nets</b>	<b>(64 867)</b>	<b>(2,0%)</b>	<b>(44 227)</b>	<b>(1,8%)</b>

### 4.2 Coûts des biens et des services vendus, des frais de développement, commerciaux et administratifs

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
<b>Inclus dans le coût des biens et services vendus</b>		
Coûts des consommations (achats-variations de stocks)	(1 941 187)	(1 387 634)
Sous-traitance directe de production	(34 157)	(27 444)
Énergie et fluides	(61 914)	(48 450)
Salaires et charges	(354 866)	(297 164)
Autres coûts de production	(235 133)	(210 784)
Amortissements	(110 658)	(147 080)
Provisions	(12 855)	(6 357)
<b>Total</b>	<b>(2 750 770)</b>	<b>(2 124 913)</b>
<b>Inclus dans les frais de recherche et développement</b>		
Salaires, charges et avantages du personnel	(79 014)	(68 875)
Amortissements des frais de développement activés	(25 036)	(20 175)
Autres	39 183	44 822
<b>Total</b>	<b>(64 867)</b>	<b>(44 227)</b>
<b>Inclus dans les frais commerciaux</b>		
Salaires et charges	(35 514)	(34 267)
Amortissements et provisions	537	(2 132)
Autres	(21 140)	(16 581)
<b>Total</b>	<b>(56 117)</b>	<b>(52 979)</b>
<b>Inclus dans les frais administratifs</b>		
Salaires, charges et avantages du personnel	(95 508)	(85 418)
Autres frais administratifs	(53 054)	(46 770)
Amortissements	(6 114)	(6 478)
Provisions	926	1 466
<b>Total</b>	<b>(153 750)</b>	<b>(137 199)</b>

## Annexes aux comptes consolidés

### 4.3 Frais de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
Salaires et traitements	(409 459)	(359 838)
Charges sociales	(121 652)	(107 040)
Participation des salariés	(12 092)	(8 520)
Coûts des engagements de retraite et obligations similaires	1 576	3 089
Rémunération sur base d'actions	(2 502)	(2 128)
Autres charges de personnel	(11 059)	(11 286)
<b>Total des frais de personnel hors frais de personnel des intérimaires</b>	<b>(555 188)</b>	<b>(485 723)</b>
Salaires et charges sur le personnel intérimaire	(51 022)	(25 516)
<b>Total des frais de personnel dont intérimaires</b>	<b>(606 210)</b>	<b>(511 239)</b>

### 4.4 Amortissement des actifs incorporels acquis

Cette rubrique correspond aux impacts récurrents liés à la comptabilisation initiale du prix d'acquisition d'Inergy Automotive Systems et inclut, sur l'exercice 2010, l'effet de la consommation des stocks réévalués dans le bilan d'ouverture.

<i>En milliers d'euros</i>	2010
Amortissement des marques	(117)
Amortissement des contrats clients	(5 143)
Consommation de la réévaluation des stocks issue du bilan d'entrée	(5 000)
<b>Total des amortissements des actifs incorporels acquis</b>	<b>(10 260)</b>

### 4.5 Autres produits et charges opérationnels

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
Résultats sur cessions d'immobilisations	(590)	(18 659)
Coûts d'adaptation des effectifs	(4 080)	(13 990)
Dépréciation d'actifs non-courants	(6 372)	(4 002)
Litiges*	(15 863)	
Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation	591	1 166
Impact des croissances externes	16 354	
Réévaluation des 50 % détenus dans Inergy Automotive Systems (voir la note 2.1)	18 785	
Honoraires et coûts annexes	(2 431)	
Autres	(2 495)	879
<b>Total des produits et charges opérationnels</b>	<b>(12 455)</b>	<b>(34 606)</b>
<i>dont total produits</i>	<i>37 086</i>	<i>43 896</i>
<i>dont total charges</i>	<i>(49 541)</i>	<i>(78 502)</i>

\* Dont une charge nette de 14,3 millions d'euros, relative aux condamnations de deux sociétés de l'activité Signature de la Compagnie Plastic Omnium dans le cadre du litige concurrence (voir la note 6.7).

## 4.6 Résultat financier

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
Charges de financement	(13 999)	(18 278)
Charges financières sur les engagements de retraite	(3 681)	(2 784)
Commissions de financement	(5 856)	(3 581)
<b>Charges de financement</b>	<b>(23 536)</b>	<b>(24 643)</b>
Résultat de change sur opérations de financement	(435)	214
Résultat sur instruments de taux d'intérêt	(3 620)	(1 774)
Autres	388	726
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>(3 667)</b>	<b>(834)</b>
<b>Total</b>	<b>(27 202)</b>	<b>(25 477)</b>

## 4.7 Impôt sur le résultat

### 4.7.1 Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
<b>Impôt exigible</b>	<b>(27 950)</b>	<b>(11 063)</b>
Charges (ou produits) d'impôt exigible	(26 371)	(9 621)
Charges (ou produits) relatifs aux éléments non-courants	(1 579)	(1 442)
<b>Impôt différé</b>	<b>(1 732)</b>	<b>2 851</b>
Charges (ou produits) résultant de la naissance et du renversement des différences temporaires	(2 133)	2 675
Charges (ou produits) résultant d'une variation des taux d'impôts ou d'un assujettissement à des impôts nouveaux	401	176
<b>Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat consolidé</b>	<b>(29 682)</b>	<b>(8 212)</b>

### 4.7.2 Preuve d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
<b>Résultat du Groupe avant impôt</b>	<b>174 175</b>	<b>40 486</b>
Charge d'impôt théorique au taux d'impôt applicable en France	(58 052)	(13 493)
Incidence des taux d'impôts plus ou moins élevés dans d'autres pays	8 508	3 663
Effet sur les impôts différés à l'ouverture d'un changement de taux d'impôt	(401)	(176)
Activation et utilisation de pertes fiscales antérieurement non reconnues	37 446	8 941
Pertes fiscales et autres actifs d'impôts non reconnus	(9 655)	(6 220)
Crédits d'impôts et autres économies fiscales	6 866	3 282
Charges non déductibles fiscalement et produits non imposables	(15 500)	(4 166)
Autres	1 106	(43)
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>(29 682)</b>	<b>(8 212)</b>
<i>Taux d'impôt effectif</i>	<i>17,0 %</i>	<i>20,3 %</i>

Au 31 décembre 2010, l'impôt comptabilisé est une charge de 29,7 millions d'euros pour un impôt théorique au taux français en vigueur de 58,1 millions d'euros. L'écart s'explique, pour l'essentiel, par la reconnaissance et/ou l'utilisation de différences temporaires et de déficits fiscaux reportables non activés antérieurement pour 27,8 millions d'euros et par l'impact de taux moins élevés dans certains pays pour 8,5 millions d'euros. Les charges non déductibles, pour 15,5 millions d'euros, sont composées essentiellement d'une provision pour pénalité non déductible ainsi que de la partie imposable des dividendes versés en 2010.

#### Nouvelle réglementation fiscale en France, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

Dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle, le Groupe a fait le choix d'une présentation de la nouvelle cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en « Résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels acquis ». En effet, la base de cet impôt résulte principalement des charges de personnel et des amortissements ou dépréciations des équipements ou projets industriels nécessaires à son activité.

# Annexes aux comptes consolidés

## 4.8 Résultat net et résultat des activités poursuivies par action – Part du Groupe

	2010	2009
<b>Résultat net – Part revenant au Groupe</b>		
Résultat net par action de base, en euros	43,05	8,41
<b>Résultat net des activités poursuivies – Part revenant au Groupe</b>		
Résultat net par action de base des activités poursuivies, en euros	43,74	9,59
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat par action de base</b>	1 746 054	1 745 628

En l'absence d'instruments de dilution, le résultat net par action de base est identique au résultat net dilué par action.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée des actions composant le capital social, diminué du nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle.

## 5 – NOTES RELATIVES AU BILAN

### 5.1 Bilan actif

#### 5.1.1 Actifs incorporels

##### 5.1.1.1 Écarts d'acquisition

En milliers d'euros

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION</b>			
<b>Valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>234 037</b>	<b>0</b>	<b>234 037</b>
Extinction suite aux dissolutions et cessions de sociétés	(318)		(318)
Écarts de conversion et autres mouvements	(989)		(989)
<b>Valeur au 31 décembre 2009</b>	<b>232 730</b>	<b>0</b>	<b>232 730</b>
Acquisition de Redondela	5 660		5 660
Acquisition de Post & Column	3 393		3 393
Acquisition de John Wilkinson	244		244
Prise de contrôle d'Inergy Automotive Systems *	62 635		62 635
Écarts de conversion et autres mouvements	686		686
<b>Valeur au 31 décembre 2010</b>	<b>305 348</b>	<b>0</b>	<b>305 348</b>

\* La prise de contrôle d'Inergy Automotive Systems s'est traduite par la sortie de l'écart d'acquisition de 90 millions d'euros relatif aux 50 % initialement détenus par le Groupe et par la comptabilisation d'un nouvel écart d'acquisition d'un montant de 151,9 millions d'euros (voir la note 2.1.1).

Les écarts d'acquisition provisoires d'Inergy Automotive Systems et de l'usine de Redondela ont été comptabilisés au niveau du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium et ceux relatifs à Post & Column et à John Wilkinson ont été comptabilisés au niveau de l'activité « Signature » du Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium.

Ci-après, la ventilation des écarts d'acquisition par secteurs opérationnels :

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION PAR SECTEURS OPÉRATIONNELS</b>			
Compagnie Plastic Omnium	232 730	0	232 730
Immobilier			
Non affecté			
<b>Valeur au 31 décembre 2009</b>	<b>232 730</b>	<b>0</b>	<b>232 730</b>
Compagnie Plastic Omnium	305 348	0	305 348
Immobilier			
Non affecté			
<b>Valeur au 31 décembre 2010</b>	<b>305 348</b>	<b>0</b>	<b>305 348</b>

#### 5.1.1.2 Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	2010						
	Écarts d'acquisition	Brevets et marques	Logiciels	Actifs de développement	Contrats clients	Autres	Total
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>232 730</b>	<b>22 419</b>	<b>11 530</b>	<b>68 901</b>		<b>4 118</b>	<b>339 698</b>
Augmentations		899	2 619	54 748		1 159	59 425
Cessions nettes		(63)	10	(4 372)		(32)	(4 457)
Entrées de périmètre	9 297	(3)		1 466			10 760
Variations de périmètre	62 634	7 233	2 901	46 155	108 000	137	227 060
Sorties de périmètre							
Reclassements		85	1 127	(618)		(197)	397
Dotations aux amortissements de l'exercice		(1 513)	(5 957)	(32 330)	(5 143)	(386)	(45 329)
Dépréciations		(125)		(34)			(159)
Écarts de conversion	687	130	110	1 757		205	2 889
<b>Valeur nette au 31 décembre 2010</b>	<b>305 348</b>	<b>29 062</b>	<b>12 340</b>	<b>135 673</b>	<b>102 857</b>	<b>5 005</b>	<b>590 284</b>

Les mouvements de l'exercice correspondent essentiellement à la reconnaissance des contrats clients et de la marque Inergy dans le cadre de la prise de contrôle d'Inergy Automotive Systems, pour 115 millions d'euros.

## Annexes aux comptes consolidés

En milliers d'euros

	2010						Total
	Écarts d'acquisition	Brevets et marques	Logiciels	Actifs de développement	Contrats clients	Autres	
<b>Détail de la valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>							
Coût	293 685	30 811	62 374	225 009		8 969	620 848
Amortissements cumulés	(60 955)	(8 392)	(50 844)	(156 108)		(4 851)	(281 150)
Pertes de valeur							
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>232 730</b>	<b>22 419</b>	<b>11 530</b>	<b>68 901</b>	<b>0</b>	<b>4 118</b>	<b>339 698</b>
<b>Détail de la valeur nette au 31 décembre 2010</b>							
Coût	305 348	41 185	75 066	282 610	108 000	10 727	822 936
Amortissements cumulés		(11 998)	(62 726)	(146 903)	(5 143)	(5 723)	(232 493)
Pertes de valeur		(125)		(34)			(159)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2010</b>	<b>305 348</b>	<b>29 062</b>	<b>12 340</b>	<b>135 673</b>	<b>102 857</b>	<b>5 004</b>	<b>590 284</b>

En milliers d'euros

	2009						Total
	Écarts d'acquisition	Brevets et marques	Logiciels	Actifs de développement	Autres		
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>234 037</b>	<b>22 939</b>	<b>13 595</b>	<b>128 898</b>	<b>2 093</b>	<b>401 562</b>	
Augmentations		2 077	2 141	29 369	876	34 463	
Cessions nettes		(1 199)	(2 682)	(11 972)		(15 853)	
Variations de périmètre				421		421	
Sorties de périmètre	(318)		(158)			(476)	
Reclassements		(38)	1 750	(18 070)	1 675	(14 683)	
Dotations aux amortissements de l'exercice		(1 315)	(5 895)	(59 995)	(397)	(67 603)	
Dépréciations			2 711			2 711	
Écarts de conversion	(989)	(45)	67	251	(128)	(845)	
<b>Valeur nette au 31 décembre 2009</b>	<b>232 730</b>	<b>22 419</b>	<b>11 530</b>	<b>68 901</b>	<b>4 118</b>	<b>339 698</b>	

En milliers d'euros

	2009					
	Écarts d'acquisition	Brevets et marques	Logiciels	Actifs de développement	Autres	Total
<b>Détail de la valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>						
Coût	295 788	30 381	63 933	291 489	1 603	683 193
Amortissements cumulés	(61 751)	(7 442)	(47 632)	(162 590)	489	(278 925)
Pertes de valeur			(2 706)			(2 706)
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>234 037</b>	<b>22 939</b>	<b>13 595</b>	<b>128 898</b>	<b>2 093</b>	<b>401 562</b>
<b>Détail de la valeur nette au 31 décembre 2009</b>						
Coût	293 685	30 811	62 374	225 009	8 969	620 848
Amortissements cumulés	(60 955)	(8 392)	(50 844)	(156 108)	(4 851)	(281 150)
Pertes de valeur						
<b>Valeur nette au 31 décembre 2009</b>	<b>232 730</b>	<b>22 419</b>	<b>11 530</b>	<b>68 901</b>	<b>4 118</b>	<b>339 698</b>

## 5.1.2 Actifs corporels

### Immobilisations corporelles hors immeubles de placement

En milliers d'euros

	2010							
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodiquement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodiquement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres Immobilisations corporelles	Total
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>49 684</b>	<b>12 576</b>	<b>169 493</b>	<b>41 416</b>	<b>214 470</b>	<b>16 729</b>	<b>81 381</b>	<b>585 748</b>
Augmentations (#)	167		10 162		28 364	27 479	28 202	94 374
Cessions	(8)		(213)	(175)	(4 267)		(4 068)	(8 731)
Variations de périmètre	9 033		54 171		51 275	7 986	24 696	147 162
Sorties de périmètre								
Reclassements	(4 512)		3 340		4 012	(9 511)	1 666	(5 005)
Augmentation et diminution résultant des réévaluations				687				687
Dépréciations					(1 044)		(220)	(1 264)
Dotations aux amortissements de l'exercice	(568)		(13 472)	(511)	(58 799)		(29 714)	(103 064)
Écarts de conversion	1 174		4 790		7 690	1 030	2 600	17 284
<b>Valeur nette au 31 décembre 2010</b>	<b>54 970</b>	<b>12 576</b>	<b>228 271</b>	<b>41 417</b>	<b>241 701</b>	<b>43 713</b>	<b>104 543</b>	<b>727 191</b>

# Au 31 décembre 2010, les investissements corporels qui figurent dans le Tableau des flux de trésorerie correspondent au montant des augmentations des « Immobilisations corporelles hors immeubles de placement » pour 94 374 milliers d'euros, et au montant des augmentations des « Immeubles de placement » de l'année pour 853 milliers d'euros, soit un total de 95 227 milliers d'euros.

## Annexes aux comptes consolidés

En milliers d'euros

	2009							Total
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodi- quement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodiquement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobi- lisations corporelles en cours	Autres Immobilisations corporelles	
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>51 309</b>	<b>12 576</b>	<b>181 676</b>	<b>41 455</b>	<b>239 245</b>	<b>40 056</b>	<b>66 907</b>	<b>633 223</b>
Augmentations	410		4 900	135	18 481	15 314	29 410	68 650
Cessions	(819)		(10 027)		(7 872)		(5 206)	(23 923)
Entrées de périmètre					273		46	319
Sorties de périmètre			(55)		(694)	116	(27)	(659)
Reclassements	(1 577)		5 858		18 255	(39 495)	30 632	13 673
Augmentation et diminution résultant des réévaluations				239				239
Dépréciations			(743)	(413)	1 203		87	134
Dotations aux amortissements de l'exercice	(227)		(12 144)		(53 970)		(41 170)	(107 510)
Écarts de conversion	588		28		(452)	738	700	1 602
<b>Valeur nette au 31 décembre 2009</b>	<b>49 684</b>	<b>12 576</b>	<b>169 493</b>	<b>41 416</b>	<b>214 470</b>	<b>16 729</b>	<b>81 381</b>	<b>585 748</b>

En milliers d'euros

	2010							Total
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodi- quement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodiquement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobi- lisations corporelles en cours	Autres Immobilisations corporelles	
<b>Détail de la valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>								
Valeur brute	52 671	12 576	283 545	42 263	793 947	16 729	296 550	1 498 281
Amortissements et pertes de valeur	(2 987)		(114 052)	(847)	(579 477)		(215 169)	(912 532)
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>49 684</b>	<b>12 576</b>	<b>169 493</b>	<b>41 416</b>	<b>214 470</b>	<b>16 729</b>	<b>81 381</b>	<b>585 748</b>
<b>Détail de la valeur nette au 31 décembre 2010</b>								
Valeur brute	58 591	12 576	383 095	42 775	971 329	43 713	415 323	1 927 402
Amortissements et pertes de valeur	(3 621)		(154 824)	(1 358)	(729 628)		(310 780)	(1 200 211)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2010</b>	<b>54 970</b>	<b>12 576</b>	<b>228 271</b>	<b>41 417</b>	<b>241 701</b>	<b>43 713</b>	<b>104 543</b>	<b>727 191</b>

En milliers d'euros

	2009							Total
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodi- quement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodiquement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobi- lisations corporelles en cours	Autres Immobilisations corporelles	
<b>Détail de la valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>								
Valeur brute	54 196	12 576	298 363	41 889	860 227	40 135	211 325	1 518 711
Amortissements et pertes de valeur	(2 887)		(116 687)	(434)	(620 983)	(79)	(144 417)	(885 487)
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>51 309</b>	<b>12 576</b>	<b>181 676</b>	<b>41 455</b>	<b>239 245</b>	<b>40 056</b>	<b>66 908</b>	<b>633 224</b>
<b>Détail de la valeur nette au 31 décembre 2009</b>								
Valeur brute	52 671	12 576	283 545	42 263	793 947	16 729	296 550	1 498 281
Amortissements et pertes de valeur	(2 987)		(114 052)	(847)	(579 477)		(215 169)	(912 532)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2009</b>	<b>49 684</b>	<b>12 576</b>	<b>169 493</b>	<b>41 416</b>	<b>214 470</b>	<b>16 729</b>	<b>81 381</b>	<b>585 748</b>

Pour la valeur au coût amorti et le montant de la réévaluation des terrains et constructions réévalués périodiquement, voir la note 5.1.3.

**Immobilisations corporelles faisant l'objet de contrat  
de location simple « bailleur »**

En milliers d'euros

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Valeur brute	68 719	73 435
Amortissements cumulés	(45 283)	(48 448)
Dont au titre de l'exercice	(6 719)	(7 944)
<b>Valeur nette</b>	<b>23 436</b>	<b>24 987</b>

Ces immobilisations correspondent aux parcs de conteneurs loués dans le cadre de l'activité du Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium à ses clients pour les contrats non qualifiés de location financement.

En milliers d'euros

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<i>Paiements minimaux à recevoir au titre des contrats de location simples et/ou de maintenance non résiliables</i>		
À moins d'un an	112 071	56 062
À plus d'un an et à moins de cinq ans	160 507	128 740
À plus de cinq ans	67 234	62 373
<b>Total</b>	<b>339 812</b>	<b>247 175</b>

## Annexes aux comptes consolidés

### Immobilisations corporelles faisant l'objet de contrats de location-financement « preneur »

Ces immobilisations, incluses dans les précédents tableaux (de cette même note) sur les immobilisations corporelles, correspondent à des usines, des centres de recherche et de développement, des matériels de production industriels et des conteneurs loués à des clients.

- Évolution des valeurs immobilisées des actifs faisant l'objet de contrats de location financement « preneur » :

En milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations techniques matériels et outillages	Total
Valeur brute	40 270	22 700	62 970
Amortissements	(19 943)	(9 448)	(29 391)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2010</b>	<b>20 327</b>	<b>13 252</b>	<b>33 579</b>

En milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations techniques matériels et outillages	Total
Valeur brute	37 559	29 492	67 051
Amortissements	(17 037)	(13 976)	(31 013)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2009</b>	<b>20 522</b>	<b>15 516</b>	<b>36 038</b>

- Évolution des paiements et des valeurs actualisées relatifs aux actifs faisant l'objet des contrats de location financement « preneur » :

En milliers d'euros	Paiements minimaux au 31 décembre 2010	Valeurs actualisées au 31 décembre 2010
À moins d'un an	6 948	6 029
À plus d'un an et à moins de cinq ans	23 508	21 157
À plus de cinq ans	1 505	1 349
<b>Total</b>	<b>31 961</b>	<b>28 535</b>

En milliers d'euros	Paiements minimaux au 31 décembre 2009	Valeurs actualisées au 31 décembre 2009
À moins d'un an	6 490	5 103
À plus d'un an et à moins de cinq ans	22 182	19 175
À plus de cinq ans	2 883	2 923
<b>Total</b>	<b>31 555</b>	<b>27 201</b>

### 5.1.3 Immeubles de placement

Les immeubles de placement correspondent à la partie louée à des tiers des bureaux situés à Levallois (propriété de Sofiparc SAS) dans les Hauts-de-Seine et à un immeuble situé à Nanterre (propriété de la Compagnie Plastic Omnium) dans les Hauts-de-Seine également.

Les expertises sont effectuées par des experts indépendants. Les dernières ont été réalisées en décembre 2010. L'immobilier de Nanterre a été valorisé à 17 millions d'euros et la surface de l'immeuble de Levallois louée à des tiers à 18 millions d'euros.

Par ailleurs, le Groupe a acquis en juillet 2010 un terrain situé à Lyon, pour une valeur de 853 milliers d'euros.

Les valorisations issues des expertises sur les immeubles de placement correspondent à celles qui figurent dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros	Total	Terrain	Immeuble
<b>Juste valeur au 31 décembre 2009</b>	<b>35 512</b>	<b>9 388</b>	<b>26 124</b>
Reclassement ensemble immobilier de Lyon *	4 534	4 534	
Acquisition	853	853	
<b>Juste valeur au 31 décembre 2010</b>	<b>40 899</b>	<b>14 775</b>	<b>26 124</b>

\* Cette rubrique concerne des terrains nus et des terrains en bail à construction situés à Lyon et dans sa région et qui figuraient précédemment en « Immobilisations corporelles - Terrains évalués au coût » (voir la note 5.1.2). Durant l'exercice 2010, ils ont été reclassés en « Immeubles de placement » sans impact sur le résultat.

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Total</b>	<b>Terrain</b>	<b>Immeuble</b>
<b>Juste valeur au 31 décembre 2008</b>	<b>33 763</b>	<b>9 159</b>	<b>24 604</b>
Reclassement ensemble immobilier de Nanterre **	<b>1 749</b>	229	1 520
<b>Juste valeur au 31 décembre 2009</b>	<b>35 512</b>	<b>9 388</b>	<b>26 124</b>

\*\* Au 31 décembre 2009, le montant de 229 milliers d'euros sur le terrain représentait la valorisation du terrain jouxtant le parking extérieur de l'immobilier de placement et qui n'était pas encore classé en Immeuble de placement. Le montant de 1 520 milliers d'euros correspondait à la surface de l'immeuble de Nanterre précédemment louée à Signature, filiale du Groupe, et restée en immeuble d'exploitation.

Si les Immeubles de placement et les Immobilisations corporelles réévalués périodiquement – voir note 5.1.2 – étaient évalués au coût amorti, leur valeur nette comptable s'établirait à 72 013 milliers d'euros au 31 décembre 2010 contre 73 201 milliers d'euros au 31 décembre 2009. Cette valorisation au coût amorti se décomposerait comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Terrains au coût amorti	18 498	18 498
<i>Valeur brute</i>	18 498	18 498
<i>Amortissements</i>		
Constructions au coût amorti	53 515	54 703
<i>Valeur brute</i>	64 463	64 463
<i>Amortissements</i>	(10 948)	(9 760)
<b>Terrains et immeubles au coût amorti</b>	<b>72 013</b>	<b>73 201</b>

La valeur totale de l'ensemble des Terrains et Immeubles réévalués périodiquement et des Immeubles de placement se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>Terrains réévalués périodiquement – (voir la note 5.1.2)</b>	<b>12 576</b>	<b>12 576</b>
<i>Terrains réévalués périodiquement – Valeur brute</i>	12 576	12 576
<i>Terrains réévalués périodiquement – Réévaluation de la période</i>		
<i>Terrains réévalués périodiquement – Reclassements</i>		
<i>Terrains réévalués périodiquement – Amortissements cumulés</i>		
<b>Constructions réévaluées périodiquement – (voir la note 5.1.2)</b>	<b>41 417</b>	<b>41 416</b>
<i>Constructions réévaluées périodiquement – Valeur brute</i>	42 263	41 889
<i>Constructions réévaluées périodiquement – Augmentations de la période – Agencements</i>		135
<i>Constructions réévaluées périodiquement – Diminutions de la période – Agencements</i>	(175)	
<i>Constructions réévaluées périodiquement – Ajustement à la juste valeur par capitaux propres</i>	687	239
<i>Constructions réévaluées périodiquement – Reclassements</i>		
<i>Constructions réévaluées périodiquement – Amortissements cumulés</i>	(1 358)	(847)
<b>Immeubles de placement – (voir la note 5.1.3)</b>	<b>40 899</b>	<b>35 512</b>
<b>Terrains et immeubles à la juste valeur</b>	<b>94 892</b>	<b>89 504</b>

## Annexes aux comptes consolidés

Au 31 décembre 2010, l'écart de réévaluation en cumul s'établit à 15 154 milliers d'euros comme au 31 décembre 2009 (terrains et constructions réévalués périodiquement ; voir note 5.1.2 ; et, dans cette présente note, les immeubles de placement).

En milliers d'euros	2010	2009
Terrains et immeubles à la juste valeur (+)	94 892	89 504
Terrains et immeubles au coût amorti (-)	(72 013)	(73 201)
Cumul de l'ensemble des variations des exercices précédents	(1 149)	
Reclassement de la rubrique « Terrains au coût » en « Terrains en Immeubles de placement »	(4 534)	
Augmentations de la période – Terrains en Immeubles de placement	(853)	
Augmentations de la période – Agencements sur constructions		(135)
Diminutions de la période – Agencements sur constructions	175	
Ajustement à la juste valeur des constructions par capitaux propres (-)	(687)	(239)
Variation entre les deux exercices des amortissements sur les immeubles à la juste valeur (-)	511	413
Variation entre les deux exercices des amortissements sur les constructions au coût amorti (+)	(1 188)	(1 188)
<b>Cumul des réévaluations périodiques</b>	<b>15 154</b>	<b>15 154</b>

Les produits locatifs proviennent exclusivement de l'immeuble de Levallois, l'immobilier de Nanterre n'étant pas loué depuis 2009.

En milliers d'euros	2010	2009
Produits locatifs des Immeubles de placement	1 993	2 250
Charges directes de fonctionnement des Immeubles de placement	(1 158)	(1 832)

### 5.1.4 Participations dans les entreprises associées

Au 31 décembre 2010, les titres mis en équivalence correspondent à la participation de 35 % de la Compagnie Plastic Omnium dans le Groupe Euromark (détenu par Eurovia à 65 %) à savoir, l'activité « Signature Horizontal » du Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium, et à la participation de 24,48 % de la Compagnie Plastic Omnium dans la société chinoise Chengdu Faway Yanfeng PO. Le pôle « Signature Horizontal », est un sous palier de consolidation dont la tête est « Euromark Holding ».

Le bilan synthétique et les agrégats du compte de résultat ci-après sont ceux de l'ensemble des entreprises associées dans le cas où elles auraient été intégrées globalement.

En milliers d'euros	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Actifs non-courants	42 418	33 682
Actifs courants	69 795	70 918
<b>Total actifs</b>	<b>112 213</b>	<b>104 600</b>
Capitaux propres – Part du partenaire Eurovia dans Signature Horizontal	(3 142)	(1 590)
Capitaux propres – Part du partenaire Faway dans la société Chengdu	11 106	
Capitaux propres – Part du Groupe	12 554	10 602
Passifs non-courants	9 061	10 877
Passifs courants	82 634	84 711
<b>Total passifs</b>	<b>112 213</b>	<b>104 600</b>
Produits des activités ordinaires	128 306	129 813
Résultat Part du partenaire Eurovia dans Signature Horizontal	(1 785)	(6 319)
Résultat Part du partenaire Faway dans la société Chengdu	(696)	
Résultat – Part du Groupe	(1 871)	(993)

## 5.1.5 Actifs financiers disponibles à la vente

### 5.1.5.1 Actifs financiers disponibles à la vente – Titres de participations

Au 31 décembre 2010, de même qu'au 31 décembre 2009, les actifs financiers comptabilisés sous cette rubrique correspondent à des sociétés coquilles vides, des sociétés dormantes non significatives.

### 5.1.5.2 Autres actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers comptabilisés sous cette rubrique comprennent des parts détenues dans des fonds de capital investissement, des participations en capital, des obligations à bons de souscription d'actions ainsi que les sommes investies par la Compagnie Palstic Omnium dans les fonds « FMEA 2 » dans le cadre du soutien des sous-traitants de la filière Automobile.

<i>En milliers d'euros</i>	Montants investis à la juste valeur au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	Souscriptions	Désinvestissements et distributions	Appels de fonds	Intérêts	Ajustement à la juste valeur de l'exercice	Pertes de valeurs	Montants investis à la juste valeur au 31 décembre 2010
Fonds d'investissement	7 256	3 736	(336)	1 896		1 618	(177)	13 992
Capital	7 944	1 695	(26)			2 045	(919)	10 739
Mezzanines	6 944				433			7 377
<b>Investissements de la société Burelle Participations</b>	<b>22 143</b>	<b>5 431</b>	<b>(362)</b>	<b>1 896</b>	<b>433</b>	<b>3 663</b>	<b>(1 096)</b>	<b>32 108</b>
Investissements dans les FMEA 2	0	848						848
<b>TOTAL</b>	<b>22 143</b>	<b>6 279</b>	<b>(362)</b>	<b>1 896</b>	<b>433</b>	<b>3 663</b>	<b>(1 096)</b>	<b>32 956</b>

<i>En milliers d'euros</i>	Montants investis à la juste valeur au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	Souscriptions	Désinvestissements et distributions	Appels de fonds	Intérêts	Ajustement à la juste valeur de l'exercice	Pertes de valeurs	Montants investis à la juste valeur au 31 décembre 2009
Fonds d'investissement	7 901		(624)	422		(443)		7 256
Capital	7 855			549		814	(1 274)	7 944
Mezzanines	7 221				223	(500)		6 944
<b>TOTAL</b>	<b>22 977</b>		<b>(624)</b>	<b>971</b>	<b>223</b>	<b>(129)</b>	<b>(1 274)</b>	<b>22 143</b>

## Annexes aux comptes consolidés

### 5.1.6 Autres actifs financiers non-courants

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Prêts	26	437
Dépôts et cautionnements	12 858	4 581
Autres créances (voir note 6.4.1)	6 035	8 986
Créances de financement sur contrats de location financement Environnement de la Compagnie Plastic Omnium – (voir note 6.4.1)	8 367	2 788
Créances de financement sur contrats Automobile de la Compagnie Plastic Omnium – (voir note 6.4.1)	38 410	65 825
<b>Valeur nette</b>	<b>65 696</b>	<b>82 618</b>

Les « Créances de financement » correspondent pour l'essentiel aux créances reconnues au rythme de l'avancement de projets automobiles de la Compagnie Plastic Omnium pour lesquels le Groupe a obtenu de ses clients un engagement ferme sur le prix de vente des développements et/ou outillages. Il s'agit de valeurs actualisées.

Les « Dépôts et cautionnements » concernent essentiellement des dépôts sur locations de bureaux.

### 5.1.7 Stocks et en-cours

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Matières premières et approvisionnements	75 314	56 028
Moules, outillages et études	118 255	95 011
Autres en-cours de production	15 083	9 388
Marchandises		
<i>Au coût (brut)</i>	5 552	5 579
<i>À la valeur nette de réalisation</i>	4 768	4 591
Produits finis		
<i>Au coût (brut)</i>	62 620	43 256
<i>À la valeur nette de réalisation</i>	59 917	41 030
<b>Total en valeur nette</b>	<b>273 337</b>	<b>206 049</b>

### 5.1.8 Créances clients et comptes rattachés – Autres créances

#### 5.1.8.1 Cessions de créances

La Compagnie Plastic Omnium et certaines de ses filiales françaises et espagnoles ont prolongé, le 11 mai 2010, pour une durée de deux années, leur programme de cessions de créances commerciales sans recours et avec transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés à l'encours cédé.

La Compagnie Plastic Omnium et certaines de ses filiales automobiles allemandes, slovaques et anglaises ont conclu, au cours de l'exercice 2010, de nouveaux programmes de cessions de créances commerciales avec un établissement français pour une durée de cinq ans, également sans recours et avec transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés à l'encours cédé.

Les créances cédées dans le cadre de ces nouveaux programmes et des programmes précédents, et qui ne figurent donc plus à l'actif du bilan, s'élèvent à 190 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre 130 millions d'euros au 31 décembre 2009.

### 5.1.8.2 Valeurs brutes, dépréciations et valeurs nettes

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010			31 décembre 2009		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
<b>Créances clients et comptes rattachés</b>	<b>396 487</b>	<b>(4 223)</b>	<b>392 264</b>	<b>270 806</b>	<b>(7 960)</b>	<b>262 846</b>

Le Groupe n'a pas identifié de risque client significatif non provisionné au 31 décembre 2010.

### 5.1.8.3 Autres créances

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Autres débiteurs	75 992	68 089
Avances fournisseurs outillages et développements	26 933	29 477
Créances fiscales	20 549	20 752
Avances fournisseurs d'immobilisations	6 737	593
<b>Autres créances</b>	<b>130 211</b>	<b>118 911</b>

### 5.1.8.4 Créances clients, comptes rattachés et autres créances par devises

<i>En milliers de devises</i>		Créances au 31 décembre 2010			Créances au 31 décembre 2009		
		Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
EUR	Euro	285 688	285 688	55 %	238 589	238 589	62 %
USD	Dollar américain	110 362	82 594	16 %	64 109	44 502	12 %
GBP	Livre sterling	6 089	7 074	1 %	13 181	14 842	4 %
CHF	Franc suisse	12 875	10 297	2 %	8 681	5 851	2 %
CNY	Yuan chinois	526 300	60 791	12 %	384 169	39 061	10 %
Autres	Autres devises		76 031	14 %		38 912	10 %
<b>Total</b>			<b>522 475</b>	<b>100 %</b>		<b>381 758</b>	<b>100 %</b>
Dont :							
<i>Créances clients et comptes rattachés</i>			392 264	75 %		262 846	69 %
<i>Autres créances</i>			130 211	25 %		118 911	31 %

Plus de la moitié des créances clients et comptes rattachés étant en euros, le Groupe n'effectue aucun test de sensibilité sur les variations de devises.

### 5.1.9 Autres créances financières à court terme

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Comptes courants	876	1 484
Autres créances financières à court terme	3 478	3 827
<b>Total</b>	<b>4 354</b>	<b>5 311</b>

## Annexes aux comptes consolidés

### 5.1.10 Impôts différés

Comme mentionné à la note 1.29 des règles et principes comptables, les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables, les différences temporaires et crédits d'impôt sont évalués en fonction de leur probabilité d'utilisation future. À cet effet, de nouvelles estimations ont été établies dans le cadre de l'arrêté des comptes et ont conduit à comptabiliser des actifs basés sur une utilisation probable sous un délai relativement court, traduisant un souci de prudence eu égard au contexte économique actuel.

Les impôts différés au bilan, se répartissent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31 décembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Immobilisations corporelles	(40 640)	(39 670)
Avantages du personnel	21 728	9 233
Provisions	17 600	7 961
Instruments financiers	598	1 474
Déficits fiscaux et crédits d'impôt	101 159	128 261
Dépréciation des impôts différés actifs	(67 618)	(73 973)
Autres	(15 812)	18 008
<b>Total</b>	<b>17 015</b>	<b>51 293</b>
Dont :		
<i>Impôts différés actifs</i>	<i>69 616</i>	<i>74 666</i>
<i>Impôts différés passifs</i>	<i>52 601</i>	<i>23 373</i>

Les impôts différés nets baissent de 34,3 millions d'euros sur l'année, sous l'effet de la consommation des déficits fiscaux ainsi que de la constatation d'impôts différés passifs liée à l'affectation du prix d'acquisition d'Inergy Automotive Systems (32 millions d'euros).

Les actifs d'impôt non reconnus au titre des déficits fiscaux non reconnus au 31 décembre 2010 s'élèvent à 44 269 milliers d'euros contre 62 693 milliers d'euros au 31 décembre 2009 et présentent les caractéristiques suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31 décembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Déficits reportables sur une durée illimitée	33 988	41 787
Déficits reportables sur une durée maximale de plus de 5 ans	6 433	16 899
Déficits reportables sur une durée maximale de 5 ans	633	1 214
Déficits reportables sur une durée maximale de 4 ans	1 985	1 275
Déficits reportables sur une durée maximale de 3 ans	1 230	447
Déficits reportables sur une durée maximale inférieure à 3 ans		1 071
<b>Total</b>	<b>44 269</b>	<b>62 693</b>

L'évolution sur l'exercice s'explique essentiellement par des consommations aux États-Unis, en France et en Espagne du fait des très bons résultats.

### 5.1.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

#### 5.1.11.1 Trésorerie brute

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31 décembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Fonds bancaires et caisses	167 751	111 140
Dépôts à court terme	26 494	70 542
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan</b>	<b>194 245</b>	<b>181 682</b>

La réconciliation entre la trésorerie du Tableau des flux de trésorerie et les éléments du bilan est présentée dans la note 5.1.11.2.

Cette trésorerie du Groupe se répartit de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31 décembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Trésorerie dans les sociétés contrôlées conjointement	39 195	72 432
Trésorerie dans une captive de réassurance	17 389	16 136
Trésorerie dans les zones de contrôle d'entrée et de sortie monétaire	10 620	6 360
Trésorerie immédiatement disponible	127 041	86 753
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan</b>	<b>194 245</b>	<b>181 682</b>

Les différentes catégories du tableau ci-dessus sont présentées au bilan en actif courant en l'absence de restriction d'ordre général sur ces montants.

#### 5.1.11.2 Trésorerie nette de fin d'exercice

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31 décembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	194 245	181 682
Banques créditrices ou concours bancaires courants (-)	(30 932)	(34 163)
<b>Trésorerie nette en fin d'exercice</b>	<b>163 313</b>	<b>147 519</b>

### 5.1.12 Note spécifique au Tableau des flux de trésorerie – Acquisition d'immobilisations financières

Les acquisitions financières, d'un montant de 301 162 milliers d'euros sur l'exercice 2010, correspondent aux acquisitions des 50 % d'Inergy Automotive Systems détenus par Solvay (voir note 2.1), de l'usine de Redondela, de la société Post & Column et des actifs de John Wilkinson (voir note 2.2).

## 5.2 Bilan passif

### 5.2.1 Capital social

En euros	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Capital social au 1 <sup>er</sup> janvier	28 054 545	28 054 545
Augmentation de capital sur actions émises en cours d'année		
Diminution de capital sur actions émises en cours d'année		
<b>Capital social au 31 décembre, constitué d'actions ordinaires de 15 euros de nominal chacune</b>	<b>28 054 545</b>	<b>28 054 545</b>
Actions propres	1 823 625	1 870 125
<b>Total après déduction des actions propres</b>	<b>26 230 920</b>	<b>26 184 420</b>

Les actions nominatives, inscrites au nom du même titulaire, depuis au moins trois ans, bénéficient d'un droit de vote double.

### 5.2.3 Paiements sur base d'actions

La Compagnie Plastic Omnium est la seule société du Groupe à avoir mis en place des plans d'attributions de stock-options.

#### a - Récapitulatif des plans de stock-options en cours de la Compagnie Plastic Omnium

Date d'attribution	Descriptions	Bénéficiaires	Conditions d'exercice	Nombre maximal d'options prévu au plan
14 mai 2003	Options d'achat d'actions	15		360 000
11 mars 2005	Options d'achat d'actions	54	Contrat de travail en vigueur le jour de la levée de l'option sauf en cas de transfert à l'initiative de l'employeur ou de départ en préretraite ou retraite	237 000
25 avril 2006	Options d'achat d'actions	11		267 000
24 juillet 2007	Options d'achat d'actions	65		330 000
22 juillet 2008	Options d'achat d'actions	39		350 000
1 <sup>er</sup> avril 2010	Options d'achat d'actions	124		375 000

### 5.2.2 Dividendes votés et distribués par Burelle SA

En milliers d'euros	2010	2009
Dividendes sur les actions ordinaires formant le capital	1 403	935
Dividendes sur actions propres	94	37
<b>Dividendes nets versés</b>	<b>1 309</b>	<b>899</b>
Dividende par action, en euros	0,75	0,50

Il sera proposé à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 1,50 euro par action au titre de l'exercice 2010, contre 0,75 euro au titre de l'exercice 2009.

Les dividendes dans les Tableaux des flux de trésorerie et de Variation des capitaux propres prennent en compte les dividendes versés à l'extérieur du Groupe par Burelle SA et par la Compagnie Plastic Omnium.

## Annexes aux comptes consolidés

### b - Options en cours à la clôture de l'exercice et charge de la période relative aux plans d'options

Dans le cadre de l'application des normes IFRS au sein du Groupe, ont fait l'objet d'une évaluation, les plans attribués après le 7 novembre 2002.

La période d'acquisition des droits est de quatre ans par plan.

Options en cours <i>En Euro</i> <i>En unité pour le nombre d'options</i>	En cours de validité au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	Augmentations	Diminutions			En cours de validité au 31 décembre 2010	
		Accordées au cours de l'exercice	Abandon- nées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice	Total	Dont exerçables au 31 décembre 2010
<b>Plan du 14 mai 2003</b>							
Nombres d'options	46 500	12 000*			(58 500)		
Cours à la date d'attribution	12,48						
Prix d'exercice	13,53						
Durée	7 ans						
Charge résiduelle à étaler							
Montant constaté en charge en 2010							
Durée de vie résiduelle							
<b>Plan du 11 mars 2005</b>							
Nombres d'options	211 400		(5 000)		(107 014)	99 386	
Cours à la date d'attribution	21,15					21,15	
Prix d'exercice	21,15					21,15	
Durée	7 ans					7 ans	
Charge résiduelle à étaler							
Montant constaté en charge en 2010							
Durée de vie résiduelle	2 ans					1 an	
<b>Plan du 25 avril 2006</b>							
Nombres d'options	247 000					247 000	
Cours à la date d'attribution	35,25					35,25	
Prix d'exercice	34,9					34,9	
Durée	7 ans					7 ans	
Charge résiduelle à étaler	202 974						
Montant constaté en charge en 2010	202 974						
Durée de vie résiduelle	3 ans					2 ans	
<b>Plan du 24 juillet 2007</b>							
Nombres d'options	304 000		(4 000)		(2 000)	298 000	Néant
Cours à la date d'attribution	39,29					39,29	
Prix d'exercice	39,38					39,38	
Durée	7 ans					7 ans	
Charge résiduelle à étaler	1 681 658					641 487	
Montant constaté en charge en 2010	1 040 171						
Durée de vie résiduelle	4 ans					3 ans	

\* 12 000 actions de la catégorie « Titres affectés à de futurs plans » ont été reclassées sur le plan 2003.

Options en cours <i>En Euro</i> <i>En unité pour le nombre d'options</i>	En cours de validité au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	Augmentations		Diminutions		En cours de validité au 31 décembre 2010	
		Accordées au cours de l'exercice	Abandonnées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice	Total	Dont exerçables au 31 décembre 2010
<b>Plan du 22 juillet 2008</b>							
Nombres d'options	342 000				(1 200)	340 800	Néant
Cours à la date d'attribution	17,93					17,93	
Prix d'exercice	26,51					26,51	
Durée	7 ans					7 ans	
Charge résiduelle à étaler	957 857					588 282	
Montant constaté en charge en 2010	369 575						
Durée de vie résiduelle	5 ans					4 ans	
<b>Plan du 1<sup>er</sup> avril 2010</b>							
Nombres d'options		375 000	(3 500)			371 500	Néant
Cours à la date d'attribution		28,80				28,80	
Prix d'exercice		25,60				25,60	
Durée		7 ans				7 ans	
Charge résiduelle à étaler		4 720 933				3 831 716	
Montant constaté en charge en 2010		889 217					
Durée de vie résiduelle		7 ans				6,5 ans	

Par ailleurs, au 31 décembre 2010, le solde du nombre des actions destinées à être attribuées, mais non encore affectées, s'élève à 89 455 actions.

#### 5.2.4 Subventions

*En milliers d'euros*

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Subventions liées aux résultats		
Subventions liées aux actifs	11 658	10 847
<b>Total subventions publiques au passif non-courant</b>	<b>11 658</b>	<b>10 847</b>
Subventions publiques	277	275
<b>Total subventions publiques au passif courant</b>	<b>277</b>	<b>275</b>
<b>Total au passif des subventions publiques</b>	<b>11 934</b>	<b>11 122</b>

Au bilan, ces subventions sont présentées en passif courant, pour la partie court terme, et en passif non-courant pour la partie long terme.

## Annexes aux comptes consolidés

### 5.2.5 Provisions

En milliers d'euros	31 décembre 2009	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Reclassements	Écart actuariel	Variations de périmètre	Écarts de conversion	31 décembre 2010
Garanties clients	5 265	11 882	(3 098)	(807)	3 103		1 559	138	18 042
Réorganisations	23 160	845	(17 235)	(2 753)			247	91	4 355
Provisions pour impôts	467	2 355	(62)	(2)			1 025	92	3 875
Risques sur contrats	4 756	383	(1 500)	(102)			1 217		4 753
Provision sur extension de parc	389		(389)						0
Provision pour litiges *	1 529	19 648	(485)	(84)	3 994		85	147	24 834
Autres	13 489	18 336	(8 169)	(3 040)	(2 989)		1 170	180	18 977
<b>PROVISIONS</b>	<b>49 055</b>	<b>53 449</b>	<b>(30 938)</b>	<b>(6 788)</b>	<b>4 108</b>		<b>5 303</b>	<b>648</b>	<b>74 837</b>
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	34 738	5 262	(3 156)			(614)	11 941	1 243	49 413
<b>TOTAL</b>	<b>83 793</b>	<b>58 711</b>	<b>(34 094)</b>	<b>(6 788)</b>	<b>4 108</b>	<b>(614)</b>	<b>17 244</b>	<b>1 891</b>	<b>124 250</b>

\* Dont, au 31 décembre 2010, un montant de 18,7 millions d'euros au titre du litige concurrence (voir la note 6.7).

En milliers d'euros	31 décembre 2008	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Reclassements	Écart actuariel	Variations de périmètre	Écarts de conversion	31 décembre 2009
Garanties clients	1 972	3 856	(1 654)	(36)	1 047			80	5 265
Réorganisations	32 160	10 925	(14 691)	(4 358)	(873)			(3)	23 160
Provisions pour impôts	1 933	42	(1 497)	(273)	264			(2)	467
Risques sur contrats	2 191	2 676	(138)		27				4 756
Provision sur extension de parc	180	389	(180)						389
Provision pour litiges	1 368	1 170	(1 153)	(318)	423			39	1 529
Autres	9 560	15 273	(8 144)	(3 124)	(141)			65	13 489
<b>PROVISIONS</b>	<b>49 364</b>	<b>34 331</b>	<b>(27 457)</b>	<b>(8 109)</b>	<b>747</b>			<b>179</b>	<b>49 055</b>
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	33 133	2 166	(1 923)			1 598	(105)	(131)	34 737
<b>TOTAL</b>	<b>82 497</b>	<b>36 497</b>	<b>(29 380)</b>	<b>(8 109)</b>	<b>747</b>	<b>1 598</b>	<b>(105)</b>	<b>48</b>	<b>83 793</b>

## 5.2.6 Provisions pour engagements de retraite et autres avantages du personnel

Les principales modifications intervenues entre 2009 et 2010 sont les suivantes :

- une baisse des taux d'actualisation pour les engagements indemnités de fin de carrière, médaille du travail, et autres avantages postérieurs à l'emploi.
- un recul de l'âge de départ à la retraite pour certains salariés suite à la réforme des retraites en France.
- un changement de barème de la métallurgie ayant un impact pour quelques sociétés françaises (Inopart, Inoplast et M.C.R.).

La réforme des retraites en France, fin 2010, n'a pas eu d'impact significatif sur le montant des engagements indemnités de fin de carrière. L'impact a été traité en écarts actuariels comme l'avait été l'impact lié à la « réforme Fillon » en 2003.

### 5.2.6.1 Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles significatives, utilisées pour l'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi et à long terme, sont les suivantes :

- Âge de début d'activité professionnelle :
  - 20 ans pour les non-cadres, 24 ans pour les cadres (idem en 2009).
- Âge de départ à la retraite pour les salariés français :
  - âge de taux plein pour les cadres et les non-cadres suite à la réforme des retraites de 2010. En effet, l'âge d'ouverture des droits au taux plein va progressivement passer de 60 à 62 ans et l'âge de l'annulation de la décote de 65 à 67 ans.
- Âge de départ à la retraite pour les salariés aux USA : 62 ans en 2010 (idem en 2009).
- Taux d'actualisation financière :

Le Groupe utilise, comme référence, le taux des obligations émises par des entreprises industrielles et commerciales de première catégorie, dont la maturité est équivalente à celle de ses engagements.

Au 31 décembre 2010, il n'y a pas eu de changement de référence par rapport au 31 décembre 2009 :

  - 4,6 % pour les indemnités de départ à la retraite française (5,25 % en 2009),
  - 3,5 % pour les médailles du travail françaises (4,75 % en 2009),
  - 5,5 % pour les avantages postérieurs à l'emploi de la zone US (6 % en 2009).

- Taux d'inflation :
  - 2 % l'an pour la France (idem en 2009).
- Évolution des salaires :
  - 2 à 5 % (2,5 à 5 % en 2009) en France (taux moyens selon les statuts cadre et non-cadre et l'âge), 3 % (idem en 2009) pour la retraite complémentaire,
  - 4,5 % aux États-Unis comme en 2009.
- Taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture des plans de retraite :
  - 4,5 % pour la France comme en 2009,
  - 8 % pour la zone US comme en 2009.

Ces taux sont basés sur les prévisions de marché à long terme et prennent en compte l'allocation des actifs de couverture de chaque fonds.

Pour les autres sociétés étrangères, les différentiels de taux sont déterminés en considération des conditions locales.

Taux d'accroissement des coûts médicaux pour la zone US : 9 % en 2010 comme en 2009. Ce taux baissera progressivement pour atteindre 5 % en 2019.

Taux de charges sociales : entre 30 % et 48 % pour la France (entre 34 % et 48 % en 2009).

### 5.2.6.2 Choix de comptabilisation des écarts actuariels sur les engagements de retraite et sur les autres avantages à long terme

- Le groupe Burelle a opté pour la comptabilisation en capitaux propres des écarts actuariels sur les Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, conformément aux amendements de la norme IAS 19 - *Actuarial gains and losses, Group Plans and Disclosures*.

En revanche, conformément à IAS 19.129, les écarts actuariels relatifs aux Autres avantages à long terme (en particulier les médailles du travail) sont comptabilisés immédiatement en résultat.

## Annexes aux comptes consolidés

### 5.2.6.3 Évolution des engagements bilantiels et des coûts sur avantages correspondant aux régimes à prestations définies

Les valeurs inscrites au bilan au titre de ces avantages sont les suivantes :

	Avantages postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Total		
	2010	2009	2008	2010	2009	2008	2010	2009	2008
<i>En milliers d'euros</i>									
<b>Dette actuarielle au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>57 017</b>	<b>53 568</b>	<b>53 158</b>	<b>6 431</b>	<b>4 319</b>	<b>4 512</b>	<b>63 448</b>	<b>57 887</b>	<b>57 670</b>
Coût des services rendus	5 718	2 428	3 821	669	227	(186)	6 387	2 655	3 635
Coût financier	3 520	2 681	1 931	161	246	263	3 681	2 927	2 194
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	(377)	(500)	(2 327)	(85)		(47)	(462)	(500)	(2 374)
Pertes et gains actuariels	1 503	283	(2 267)	9	(11)	92	1 512	272	(2 175)
<i>Dont impact expérience</i>	<i>2 137</i>	<i>(2 400)</i>	<i>(475)</i>		<i>(6)</i>	<i>(555)</i>	<i>2 137</i>	<i>(2 406)</i>	<i>(1 030)</i>
Prestations payées par les actifs de couverture	372	(131)	(675)			(1)	372	(131)	(676)
Prestations payées par l'entreprise	(2 151)	(513)	(1 463)	(454)	(277)	(335)	(2 605)	(790)	(1 798)
Variation de périmètre	16 688	(105)		852			17 540	(105)	
Transfert interne		(514)	(3)		1 932			1 418	(3)
Écart de conversion	5 390	(180)	1 393	44	(5)	21	5 434	(185)	1 414
<b>Dette actuarielle au 31 décembre</b>	<b>87 680</b>	<b>57 017</b>	<b>53 568</b>	<b>7 627</b>	<b>6 431</b>	<b>4 319</b>	<b>95 307</b>	<b>63 448</b>	<b>57 887</b>
<i>Variation de la dette actuarielle</i>	<i>30 663</i>	<i>3 449</i>	<i>410</i>	<i>1 196</i>	<i>2 112</i>	<i>(193)</i>	<i>31 858</i>	<i>5 561</i>	<i>217</i>
<b>Valeur vénale des actifs de couverture au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>28 710</b>	<b>24 754</b>	<b>22 410</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>28 710</b>	<b>24 754</b>	<b>22 410</b>
Rendement des actifs de couverture	1 503	1 519	543				1 503	1 519	543
Cotisations patronales	3 393	2 061	762				3 393	2 061	762
Cotisations salariales		468						468	
Pertes et gains actuariels	2 126	(1 326)	(556)				2 126	(1 326)	(556)
<i>Dont impact expérience</i>	<i>2 126</i>	<i>(1 326)</i>	<i>(556)</i>				<i>2 126</i>	<i>(1 326)</i>	<i>(556)</i>
Prestations payées par les actifs de couverture	372	(131)	(676)				372	(131)	(676)
Effet des liquidations, modifications de régime et divers			683						683
Variation de périmètre	5 599						5 599		
Transfert interne		1 418						1 418	
Écart de conversion	4 191	(53)	1 588				4 191	(53)	1 588
<b>Valeur vénale des actifs de couverture au 31 décembre</b>	<b>45 894</b>	<b>28 710</b>	<b>24 754</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>45 894</b>	<b>28 710</b>	<b>24 754</b>
<i>Variation de la valeur vénale des actifs de couverture</i>	<i>17 184</i>	<i>3 956</i>	<i>2 344</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>17 184</i>	<i>3 956</i>	<i>2 344</i>
<b>Insuffisance de couverture = Position nette au bilan</b>	<b>41 786</b>	<b>28 307</b>	<b>28 814</b>	<b>7 627</b>	<b>6 431</b>	<b>4 319</b>	<b>49 413</b>	<b>34 737</b>	<b>33 133</b>
dont France	24 037	18 507	17 922	3 231	2 468	2 633	27 268	20 975	20 555
dont zone US	8 930	5 467	3 498	652	293	266	9 582	5 760	3 764
dont autres zones	8 819	4 333	7 395	3 744	3 670	1 419	12 563	8 003	8 814

La valeur actuelle des engagements partiellement couverts par des actifs s'établit à 20 877 milliers d'euros au 31 décembre 2010, dont 11 295 milliers d'euros pour la France et 9 582 milliers d'euros pour les États-Unis. Au 31 décembre 2009, la valeur actuelle des engagements partiellement couverts par des actifs s'établissait à 12 001 milliers d'euros, dont 6 241 milliers d'euros pour la France et 5 760 milliers d'euros pour les États-Unis.

Les valeurs inscrites au bilan au 31 décembre 2006 et 2007 au titre de ces avantages sont les suivantes :

	Avantages postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme		Total	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
<i>En milliers d'euros</i>						
<b>Dette actuarielle à l'ouverture</b>	<b>47 692</b>	<b>43 613</b>	<b>4 479</b>	<b>2 624</b>	<b>52 171</b>	<b>46 237</b>
Coût des services rendus	3 207	3 858	285	614	3 492	4 472
Coût financier	1 465	932	127	99	1 592	1 031
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	(384)	(1 014)		(181)	(384)	(1 195)
Pertes et gains actuariels	2 017	1 407	98	143	2 115	1 550
Prestations payées par les actifs de couverture	(261)	(1 866)			(261)	(1 866)
Prestations payées par l'entreprise	(550)	(599)	(431)	(270)	(981)	(869)
Prestations payées par les participants		336				336
Variation de périmètre		2 633		316		2 949
Transfert interne	1 169				1 169	
Reclassement des provisions pour risques et charges	282			1 231	282	1 231
Écart de conversion	(1 479)	(1 608)	(46)	(97)	(1 525)	(1 705)
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>53 158</b>	<b>47 692</b>	<b>4 512</b>	<b>4 479</b>	<b>57 670</b>	<b>52 171</b>
<i>Variation de la dette actuarielle</i>	<i>5 466</i>	<i>4 079</i>	<i>33</i>	<i>1 855</i>	<i>5 499</i>	<i>5 934</i>
<b>Valeur vénale des actifs de couverture à l'ouverture</b>	<b>20 800</b>	<b>19 535</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 800</b>	<b>19 535</b>
Rendement des actifs de couverture	417	998			417	998
Cotisations patronales	1 810	2 874			1 810	2 874
Cotisations salariales		356				356
Pertes et gains actuariels	365	(125)			365	(125)
Prestations payées par les actifs de couverture	(261)	(1 866)			(261)	(1 866)
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	15	(204)			15	(204)
Transfert interne						
Écart de conversion	(736)	(768)			(736)	(768)
<b>Valeur vénale des actifs de couverture à la clôture</b>	<b>22 410</b>	<b>20 800</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22 410</b>	<b>20 800</b>
<i>Variation de la valeur vénale des actifs de couverture</i>	<i>1 610</i>	<i>1 265</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>1 610</i>	<i>1 265</i>
<b>Insuffisance de couverture = Position nette au bilan</b>	<b>30 748</b>	<b>26 892</b>	<b>4 512</b>	<b>4 479</b>	<b>35 261</b>	<b>31 371</b>
dont France	18 512	19 013	2 658	3 012	21 170	22 025
dont zone US	5 599	6 016	305	884	5 904	6 900
dont autres zones	6 637	1 863	1 549	583	8 187	2 446

## Annexes aux comptes consolidés

### Les avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondent :

- pour la France, à 24 037 milliers d'euros d'indemnités de départ à la retraite dont 1 513 milliers d'euros de plan de retraite complémentaire des dirigeants fin décembre 2010 (contre 18 507 milliers d'euros d'indemnités de départ de retraite et 382 milliers d'euros de plan de retraite complémentaire fin 2009) ;
- pour la zone US à 8 930 milliers d'euros dont 7 102 milliers d'euros au titre des plans de retraite et 1 828 milliers d'euros au titre des régimes de couverture de frais médicaux fin décembre 2010 (contre 4 691 milliers d'euros au titre des plans de retraite et 776 milliers d'euros au titre des régimes de couverture de frais médicaux fin 2009).

### Le test de sensibilité sur les engagements de retraite au 31 décembre 2010 :

#### en France :

L'effet d'une augmentation de 0,25 point du taux d'actualisation entraînerait :

- une diminution du coût des services rendus et des coûts d'intérêts de 0,66 % ;
- une diminution de la dette de 2,78 %.

A contrario, l'effet d'une diminution de 0,25 point du taux d'actualisation entraînerait :

- une augmentation du coût des services rendus et des coûts d'intérêts de 0,66 %.
- une augmentation de la dette de 2,90 %.

#### aux US :

L'effet d'une augmentation de 0,50 point du taux d'actualisation entraînerait :

- une diminution du coût des services rendus et des coûts d'intérêts de 6,7 % ;
- une diminution de la dette de 10 %.

A contrario, l'effet d'une diminution de 0,50 point du taux d'actualisation entraînerait :

- une augmentation du coût des services rendus et des coûts d'intérêts de 7,3 % ;
- une augmentation de la dette de 11,4 %.

### Les autres avantages à long terme :

Les autres avantages à long terme en France correspondent aux médailles du travail.

### Les variations des positions nettes au bilan liées à l'ensemble des avantages sont les suivantes :

	Avantages postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Total		
	Décembre 2010	Décembre 2009	Décembre 2008	Décembre 2010	Décembre 2009	Décembre 2008	Décembre 2010	Décembre 2009	Décembre 2008
<i>En milliers d'euros</i>									
<b>Position nette à l'ouverture</b>	<b>28 307</b>	<b>28 814</b>	<b>30 748</b>	<b>6 431</b>	<b>4 318</b>	<b>4 512</b>	<b>34 738</b>	<b>33 133</b>	<b>35 260</b>
Charges / produits de l'exercice									
- Coût des services rendus	5 718	2 428	3 821	669	227	(186)	6 387	2 656	3 635
- Charges financières	3 520	2 681	1 931	161	246	263	3 681	2 927	2 194
- Rendement attendu des fonds	(1 503)	(1 519)	(543)				(1 503)	(1 519)	(543)
- Effets de liquidations, modifications de régime et divers	(377)	(500)	(3 010)	(85)		(47)	(462)	(500)	(3 057)
- Prestations payées par l'entreprise	(2 151)	(513)	(1 463)	(454)	(277)	(336)	(2 605)	(790)	(1 799)
- Cotisations patronales	(3 393)	(2 061)	(762)				(3 393)	(2 061)	(762)
- Cotisations salariales		(573)						(573)	
Variation de périmètre	11 089	(1 932)	(3)	852	1 932		11 941		(3)
Transfert interne			(1 711)						(1 711)
Pertes et gains actuariels reconnus en capitaux propres	(623)	1 609		9	(11)	92	(614)	1 598	92
Reclassement des provisions pour risques et charges									
Écart de conversion	1 199	(127)	(195)	44	(5)	21	1 243	(132)	(174)
<b>Position nette à la clôture</b>	<b>41 786</b>	<b>28 307</b>	<b>28 814</b>	<b>7 627</b>	<b>6 431</b>	<b>4 319</b>	<b>49 413</b>	<b>34 737</b>	<b>33 133</b>

Les variations des positions nettes au bilan liées à l'ensemble des avantages pour 2006 et 2007 sont les suivantes :

	Avantages postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme		Total	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
<i>En milliers d'euros</i>						
<b>Position nette à l'ouverture</b>	<b>26 892</b>	<b>24 078</b>	<b>4 479</b>	<b>2 624</b>	<b>31 371</b>	<b>26 702</b>
Charges / produits de l'exercice						
- Coût des services rendus	3 207	3 858	285	614	3 492	4 472
- Charges financières	1 465	932	127	99	1 592	1 031
- Rendement attendu des fonds	(417)	(998)			(417)	(998)
- Effets de liquidations, modifications de régime et divers	(399)	(810)		(181)	(399)	(991)
- Prestations payées par l'entreprise	(550)	(599)	(431)	(270)	(981)	(869)
- Cotisations patronales	(1 810)	(2 874)			(1 810)	(2 874)
- Cotisations salariales		(20)				(20)
Variation de périmètre	1 169	2 633		316	1 169	2 949
Pertes et gains actuariels reconnus en capitaux propres	1 652	1 532	98	143	1 750	1 675
Reclassement des provisions pour risques et charges	282			1 231	282	1 231
Écart de conversion	(743)	(840)	(46)	(97)	(789)	(937)
<b>Position nette à la clôture</b>	<b>30 748</b>	<b>26 892</b>	<b>4 512</b>	<b>4 479</b>	<b>35 260</b>	<b>31 371</b>

En France, la loi de modernisation du marché du travail du 25 juin 2008, qui a doublé le montant de l'indemnité légale de licenciement, a eu un impact sur le montant des indemnités de départ à la retraite des sociétés du Groupe relevant de la convention collective de la Plasturgie, celles-ci étant exprimées en fonction de l'indemnité légale de licenciement. Ces nouvelles dispositions ont eu pour effet d'augmenter les engagements de retraite de 2,9 millions d'euros dont 2,1 millions d'euros en engagements hors bilan au 31 décembre 2010.

#### 5.2.6.4 Tests de sensibilité des coûts médicaux dans la zone US

L'impact d'une variation d'un point sur le taux de croissance des coûts médicaux dans la zone US est le suivant :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010		31 décembre 2009	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Effet sur les coûts de services rendus et financiers	9	(8)	17	(14)
Effet sur les provisions pour indemnités de départ en retraite	142	(118)	114	(95)

#### 5.2.6.5 Répartition des actifs de couverture par catégorie

Au 31 décembre 2010, la répartition des actifs de couverture par catégorie est la suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Actions	18 523	9 560
Obligations	19 330	12 514
Immobilier	6 023	4 694
Autres	2 019	1 942
<b>Total</b>	<b>45 894</b>	<b>28 710</b>

## Annexes aux comptes consolidés

### 5.2.7 Emprunts et dettes financières

#### 5.2.7.1 De l'endettement financier brut à l'endettement financier net

L'endettement financier net est une notion importante dans la gestion quotidienne de la trésorerie du Groupe. Il permet de déterminer la position débitrice ou créditrice du Groupe vis-à-vis des tiers et hors du cycle d'exploitation. L'endettement financier net est déterminé comme étant :

- les dettes financières à long terme,
- diminuées des prêts et autres actifs financiers à long terme,
- augmentées des crédits à court terme,
- augmentées des découverts bancaires,
- et diminuées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

En milliers d'euros	31 décembre 2010			31 décembre 2009		
	Total	Courant	Non-courant	Total	Courant	Non-courant
Dettes financières sur contrats de location-financement	29 406	6 789	22 617	28 537	5 854	22 683
Emprunts bancaires	815 103	105 248	709 855	677 169	111 047	566 122
Autres dettes financières à court terme	697	697				
Instruments financiers de couverture passifs	5 362	5 362		5 516	5 516	
<b>Total des emprunts et dettes (B)</b>	<b>850 567</b>	<b>118 096</b>	<b>732 471</b>	<b>711 222</b>	<b>122 417</b>	<b>588 805</b>
Créances financières à long terme et Autres actifs disponibles à la vente	(51 875)		(51 875)	(36 148)		(36 148)
Créances de financement clients	(97 811)	(51 034)	(46 777)	(116 283)	(47 670)	(68 613)
autres créances financières à court terme	(4 354)	(4 354)		(5 311)	(5 311)	
Instruments financiers de couverture actifs	(3 385)	(3 385)				
<b>Total des créances financières (C)</b>	<b>(157 425)</b>	<b>(58 773)</b>	<b>(98 652)</b>	<b>(157 742)</b>	<b>(52 981)</b>	<b>(104 761)</b>
<b>Endettement brut (D) = (B) + (C)</b>	<b>693 142</b>	<b>59 323</b>	<b>633 819</b>	<b>553 480</b>	<b>69 436</b>	<b>484 044</b>
<b>Trésorerie nette du Tableau des flux de trésorerie (A)*</b>	<b>(163 313)</b>	<b>(163 313)</b>		<b>(147 519)</b>	<b>(147 519)</b>	
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET (E) = (D) + (A)</b>	<b>529 829</b>	<b>(103 990)</b>	<b>633 819</b>	<b>405 962</b>	<b>(78 083)</b>	<b>484 044</b>

\* Voir la note 5.1.11.2 sur la « Trésorerie nette de fin d'exercice ».

Les dettes financières sont présentées nettes des créances financières du Groupe Burelle vis-à-vis des sociétés ne faisant pas partie du périmètre Burelle.

Il n'existe aucune clause de remboursement anticipé sur les emprunts bancaires, dettes financières et assimilés relatifs au respect de ratios financiers.

### 5.2.7.2 Utilisation des lignes de crédit à moyen terme

Au 31 décembre 2010 le groupe Burelle bénéficie de plusieurs ouvertures de crédits bancaires confirmées à échéance moyenne supérieure à trois ans. Le montant de ces lignes bancaires confirmées est supérieur au montant des utilisations. Il s'établit au 31 décembre 2010 à 1 365 millions d'euros contre 1 020 millions d'euros au 31 décembre 2009.

### 5.2.7.3 Détail de la dette financière par devises

<i>En % de la dette financière</i>	<b>31 décembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Euro	99 %	90 %
US dollar	1 %	8 %
Livre sterling	0 %	2 %
Autres devises	0 %	0 %

### 5.2.7.4 Analyse de la dette financière par nature de taux d'intérêt

<i>En % de la dette financière</i>	<b>31 décembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Taux variables couverts	68 %	67 %
Taux variables non couverts	14 %	25 %
Taux fixes	17 %	8 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

## 5.2.8 Instruments de couverture de taux d'intérêt et de taux de change

### 5.2.8.1 Instruments de couverture de taux d'intérêt

Le Groupe a souscrit des instruments de couverture de taux d'intérêt de type swap, cap et tunnel. L'objectif est de se couvrir contre la hausse des taux d'intérêts variables (Euribor et Libor dollar) à laquelle il est exposé pour l'essentiel de sa dette financière.

Au 31 décembre 2010, tous les instruments de taux en portefeuille sont qualifiés de couverture au sens de la norme IAS 39 et sont valorisés à leur juste valeur conformément à la même norme. Leur montant s'élève à :

- 558 milliers d'euros au 31 décembre 2010,
- contre -414 milliers d'euros au 31 décembre 2009.

Instruments financiers à l'actif du bilan (juste valeur positive) :	2 972 milliers d'euros
Instruments financiers au passif du bilan (juste valeur négative) :	(2 414) milliers d'euros

**Valeur nette des instruments de couverture de taux : 558 milliers d'euros**

Primes à payer au 31 décembre 2010 : 2 535 milliers d'euros

**Valeur nette des instruments de couverture, incluant les primes à payer : (1 977) milliers d'euros**

La variation des parties efficaces de ces instruments, comptabilisée en capitaux propres, s'élève à :

- + 2 081 milliers d'euros (hors impôt) sur l'exercice 2010,
- contre - 2 069 milliers d'euros (hors impôt) sur l'exercice 2009.

L'ajustement de juste valeur comptabilisé en résultat s'élève à :

- + 750 milliers d'euros sur l'exercice 2010, dont une variation de la part inefficace de - 1 109 milliers d'euros,
- contre + 2 377 milliers d'euros sur l'exercice 2009, dont une variation de la part inefficace de - 485 milliers d'euros.

Cette variation est comptabilisée en résultat financier sur instruments de taux d'intérêt, pour - 3 620 milliers d'euros contre - 1 774 milliers d'euros sur l'exercice 2009.

Durant l'exercice 2010, les montants recyclés des capitaux propres en résultat s'élèvent à :

- + 3 289 milliers d'euros suite à la comptabilisation en résultat des flux couverts au titre de la période, soit les intérêts à taux variable des dettes financières,
- contre + 3 961 milliers d'euros au 31 décembre 2009.

L'acquisition de ces instruments se fait en échange de primes à payer dont l'encours restant dû :

- au 31 décembre 2010, est de 2 535 milliers d'euros,
- contre 5 102 milliers d'euros sur l'exercice 2009.

## Annexes aux comptes consolidés

Les tableaux ci-après sur les instruments financiers permettent d'analyser les variations et les impacts en résultat et réserves des instruments de couverture du Groupe en liaison avec les montants d'emprunts adossés :

### Au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	Achat (+) Vente (-)	Résultat	Réserves	Au 31 décembre 2010
Primes	4 527	(841)	(1 224)		2 462
Intérêts à recevoir					(313)
Intérêts à verser	(519)		206		(313)
Ajustements de juste valeur	(4 422)		750	2 081	(1 591)
<b>Bilan</b>	<b>(414)</b>	<b>(841)</b>	<b>(268)</b>	<b>2 081</b>	<b>558</b>
Intérêts reçus sur l'exercice					
Intérêts versés sur l'exercice			(3 352)		
<b>Résultat</b>			<b>(3 620)</b>		

Au 31 décembre 2010, le montant des contrats couverts ne comprenait que des contrats en euros pour 570 millions d'euros. Ces contrats de couverture ont des échéances comprises entre 2,5 ans et 4,5 ans. Le Groupe n'a pratiquement plus de dette en dollars US.

### Au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	Achat (+) Vente (-)	Résultat	Réserves	Au 31 décembre 2009
Primes	6 158		(1 631)		4 527
Intérêts à recevoir	712		(712)		
Intérêts à verser			(519)		(519)
Ajustements de juste valeur	(4 730)		2 377	(2 069)	(4 422)
<b>Bilan</b>	<b>2 140</b>		<b>(485)</b>	<b>(2 069)</b>	<b>(414)*</b>
Intérêts reçus sur l'exercice			718		
Intérêts versés sur l'exercice			(2 007)		
<b>Résultat</b>			<b>(1 774)</b>		

\* Au 31 décembre 2009, le montant des contrats couverts comprenait des contrats en euros pour 645 millions d'euros et des contrats en dollars US pour 50 millions de dollars US. Ces contrats de couverture avaient des échéances respectivement de 4 ans et 3 ans.

Montant négatif des instruments financiers de couverture à l'Actif du bilan : 414 milliers d'euros  
 Encours restant dû sur les primes à payer au 31 décembre 2009 : 5 102 milliers d'euros  
**Total des instruments de couverture de taux au passif du bilan 5 516 milliers d'euros**

### 5.2.8.2 Instruments de couverture de change

<i>En millions de devises – Montants nominaux</i>	31 décembre 2010		31 décembre 2009	
	Échéance 2011	Taux de change	Échéance 2010	Taux de change
Vente (Si <0, Achat)				
USD – Garantie de change à terme	1,5	1,33	3,1	1,45
GBP – Garantie de change à terme	4,2	0,85	4,5	0,91
USD – Swap de change à terme	(8,7)	1,32	(22,5)	1,43
GBP – Swap de change à terme	2,2	0,86	0,6	0,89

### 5.2.9 Dettes d'exploitation et autres dettes

#### 5.2.9.1 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Dettes fournisseurs	515 784	380 219
Dettes sur immobilisations	11 712	6 764
<b>Total</b>	<b>527 496</b>	<b>386 983</b>

#### 5.2.9.2 Autres dettes d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Dettes sociales	99 512	79 304
Dettes fiscales	21 034	8 994
Autres créditeurs	143 202	104 270
Avances clients	112 053	99 049
<b>Total</b>	<b>375 801</b>	<b>291 617</b>

#### 5.2.9.3 Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation par devises

Les dettes fournisseurs par devises couvrent les comptes de dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation.

<i>En milliers de devises</i>		Dettes au 31 décembre 2010			Dettes au 31 décembre 2009		
		Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
EUR	Euro	527 574	527 574	58 %	430 573	430 573	63 %
USD	Dollar américain	192 511	144 073	16 %	139 486	96 825	14 %
GBP	Livre sterling	25 709	29 868	3 %	31 550	35 525	5 %
BRL	Real brésilien	46 150	20 810	2 %	27 018	10 759	2 %
CNY	Yuan chinois	589 050	66 771	7 %	448 076	45 559	7 %
Autres	Autres devises		114 201	13 %		59 357	9 %
<b>Total</b>			<b>903 297</b>	<b>100 %</b>		<b>678 600</b>	<b>100 %</b>
Dont :							
<i>Dettes et comptes rattachés</i>			527 496	58 %		386 983	57 %
<i>Autres Dettes</i>			375 801	42 %		291 617	43 %

Au 31 décembre 2010, 58,4 % des dettes fournisseurs et comptes rattachés est en euros. Le Groupe n'effectue aucun test de sensibilité sur les variations de devises.

## Annexes aux comptes consolidés

### 6 – GESTION DU CAPITAL

La Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie des filiales qu'elle contrôle à travers Plastic Omnium Finance qui gère, pour leur compte, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux. La politique relative à la couverture des risques de marché qui se traduit par des prises d'engagement, au bilan ou hors bilan, est validée trimestriellement par le Président-Directeur Général.

Les opérations qui ont trait à Burelle SA, Burelle Participations et Sofiparc sont validées par leur Président-Directeur Général/Président ou Directeurs Généraux Délégués respectifs. Ces sociétés utilisent Plastic Omnium Finance, de manière récurrente, pour des transactions qui impliquent des sociétés appartenant à la Compagnie Plastic Omnium.

#### 6.1. Gestion du capital

L'objectif du Groupe est de disposer, à tout moment, de ressources financières suffisantes pour permettre la réalisation de l'activité courante, les investissements nécessaires à son développement et également de faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Cet objectif est assuré par le recours aux marchés de capitaux, conduisant à une gestion du capital et de la dette financière.

Dans le cadre de la gestion du capital, le Groupe assure la rémunération de ses actionnaires principalement par le versement de dividendes et peut procéder à des ajustements eu égard à l'évolution des conditions économiques.

L'ajustement de la structure du capital peut être réalisé par le versement de dividendes ordinaires ou exceptionnels, le rachat et l'annulation de titres d'autocontrôle, le remboursement d'une partie du capital ou l'émission d'actions nouvelles et/ou de valeurs mobilières donnant des droits au capital.

Le Groupe utilise comme ratio bilanciel « le gearing », égal à l'endettement financier net du Groupe divisé par le montant des capitaux propres qui figurent au bilan du Groupe. Le Groupe inclut dans l'endettement financier net, l'ensemble des dettes et engagements financiers, hors exploitation, porteurs d'intérêts diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des autres actifs financiers, hors exploitation, tels que définis en note 5.2.7.1 a.

Aux 31 décembre 2010 et 2009, le « gearing » s'établit à :

En milliers d'euros	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Endettement financier net	529 829	405 962
Capitaux propres et assimilés (dont les subventions)	629 093	449 808
<b>Taux d'endettement du Groupe ou « Gearing »</b>	<b>84,22 %</b>	<b>90,25 %</b>

Le Groupe n'a pas de covenants relatifs aux emprunts correspondant à des clauses de remboursements anticipés sur les emprunts bancaires, les dettes financières et assimilés en raison du non-respect de ratios financiers.

#### 6.2. Risques matières premières – Exposition au risque plastique

Le Groupe est exposé aux variations des cours des matières premières dérivées de l'éthylène, à savoir le polyéthylène et le polypropylène, servant à l'injection et au soufflage des pièces plastiques. Le Groupe est exposé lorsque les contrats d'achats avec les fournisseurs sont indexés, alors même que ses contrats de ventes avec les clients ne prévoient pas systématiquement de clause d'indexation. Le Groupe couvre une partie de ses achats en matières.

Les indices de référence des cours du polyéthylène et du polypropylène sont respectivement le C2 et le C3.

Les volumes globaux achetés sur l'exercice 2010, se montent à près de 205 121 tonnes contre 122 300 tonnes en 2009.

Une augmentation de 10 % des indices de référence sur le C2 et le C3 aurait eu un impact négatif de l'ordre de 14,8 millions d'euros, avant toute répercussion contractuelle ou non auprès des clients au cours de l'exercice 2010, contre un impact négatif de 6,8 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Inversement, une diminution de 10 % des indices retenus, aurait eu les mêmes impacts, mais de sens contraire, respectivement en 2010 et en 2009.

Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables sont supposées rester constantes.

### 6.3. Risques clients

10,86 % de l'encours du compte « Créances clients et comptes rattachés » du Groupe présente des retards de paiement au 31 décembre 2010, contre 13,41 % de l'encours total au 31 décembre 2009. L'encours total s'analyse comme suit :

#### a - Créances nettes – Balance âgée

##### 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Total encours	Sous-total non échu	Sous-total échu	<1 mois	1 - 2 mois	2 - 4 mois	4 - 6 mois	6 - 12 mois	>12 mois
Compagnie Plastic Omnium	391 781	349 312	42 469	17 430	4 145	6 269	3 740	3 762	7 123
Immobilier	521	374	147	131	16				
Éléments non affectés	(38)	(38)							
<b>Total</b>	<b>392 264</b>	<b>349 648</b>	<b>42 616</b>	<b>17 561</b>	<b>4 161</b>	<b>6 269</b>	<b>3 740</b>	<b>3 762</b>	<b>7 123</b>

##### 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	Total encours	Sous-total non échu	Sous-total échu	<1 mois	1 - 2 mois	2 - 4 mois	4 - 6 mois	6 - 12 mois	>12 mois
Compagnie Plastic Omnium	262 032	226 810	35 222	13 320	9 605	3 556	2 939	2 554	3 248
Immobilier	151	115	36	6				29	
Éléments non affectés	663	663							
<b>Total</b>	<b>262 846</b>	<b>227 588</b>	<b>35 258</b>	<b>13 326</b>	<b>9 605</b>	<b>3 556</b>	<b>2 939</b>	<b>2 583</b>	<b>3 248</b>

### 6.4. Risques de liquidité

Les sociétés du Groupe et plus particulièrement la Compagnie Plastic Omnium doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante, les investissements nécessaires à leur développement et faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

À cette fin, la Compagnie Plastic Omnium et certaines de ses filiales disposent de ressources à moyen terme sous forme de contrats de crédit bancaire confirmé, exempts de garantie à caractère purement financier (« financial covenant »). Au 31 décembre 2010, l'échéance moyenne de ce portefeuille d'ouvertures de crédit est de plus de trois ans.

En outre, la Compagnie Plastic Omnium a mis en place des contrats de cessions de créances commerciales dont l'échéance moyenne excède un an. Au 31 décembre 2010, les res-

sources à moyen terme disponibles couvrent les besoins de financement estimés jusqu'en 2013. Enfin, la Compagnie Plastic Omnium dispose d'ouvertures de crédit à court terme et d'un programme de billets de trésorerie. Toutes ces lignes à moyen et court termes sont ouvertes auprès d'institutions bancaires de premier plan.

Les situations de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et de ses divisions sont suivies quotidiennement et font l'objet d'un rapport hebdomadaire remis à la Direction Générale.

Burelle SA et Sofiparc disposent de leurs propres lignes de crédit confirmées. Au 31 décembre 2010, celles-ci s'élèvent à 109 millions d'euros contre 122 millions d'euros au 31 décembre 2009 et ont une échéance moyenne de cinq années.

## Annexes aux comptes consolidés

### 6.4.1 Autres créances financières en non-courant – Valeurs au bilan et valeurs non actualisées

En milliers d'euros

	31 décembre 2010		31 décembre 2009	
	Créances de financement non actualisées	Paiements minimaux actualisés à recevoir	Créances de financement non actualisées	Paiements minimaux actualisés à recevoir
<b>À moins d'un an (voir la note 5.1.9)</b>				
<b>À plus d'un an et à moins de cinq ans (voir la note 5.1.6)</b>	<b>59 876</b>	<b>51 337</b>	<b>82 109</b>	<b>77 134</b>
Autres créances	10 718	6 035	10 720	8 986
Créances de financement sur contrats de location financement Environnement	7 966	6 892	2 717	2 464
Créances de financement sur contrats Automobile	41 192	38 410	68 672	65 684
<b>À plus de cinq ans (voir la note 5.1.6)</b>	<b>2 188</b>	<b>1 475</b>	<b>500</b>	<b>465</b>
Autres créances				
Créances de financement sur contrats de location financement Environnement	2 188	1 475	354	324
Créances de financement sur contrats Automobile			146	141
<b>Total</b>	<b>62 064</b>	<b>52 812</b>	<b>82 609</b>	<b>77 599</b>

### 6.4.2 Valeurs nettes comptables des actifs et passifs financiers

Le tableau ci-après présente les éléments d'actifs et de passifs financiers ainsi que leur valeur comptable.

Pour les éléments comptabilisés au coût amorti, l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur au 31 décembre 2010 n'est pas significatif pour les raisons suivantes :

- Autres actifs financiers et Créances de financement clients : postes constitués essentiellement de créances de financement comptabilisées sur la base d'une valeur actualisée dès lors que leur échéance est supérieure à un an,
- Créances clients et comptes rattachés / Autres créances financières à court terme / Fournisseurs et comptes rattachés : postes constitués de créances ou dettes d'échéances inférieures à un an.

Emprunts et dettes financières / Découverts bancaires : le financement du Groupe est assuré à hauteur de 99% par des financements à taux variable.

En milliers d'euros

		Catégorie IAS 39	31 décembre 2010	31 décembre 2009
			Valeur comptable	Valeur comptable
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>				
Actifs financiers disponibles à la vente – Titres de participation	Évalués à la juste valeur par capitaux propres		598	2 085
Autres actifs financiers disponibles à la vente	Évalués à la juste valeur par capitaux propres		32 956	22 143
Autres actifs financiers	Évalués au coût amorti		65 696	82 618
Créances de financement clients	Évaluées au coût amorti		51 034	47 670
Créances clients et comptes rattachés	Prêts et créances au coût amorti		392 264	262 846
Autres créances financières à court terme	Prêts et créances au coût amorti		4 354	5 311
Instruments financiers de couverture	Dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie, évalués à la juste valeur		3 385	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat		194 245	181 682
Actifs destinés à être cédés	Évalués au plus faible montant des valeurs comptables et des prix de vente estimés			
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>				
Emprunts et dettes financières – part à long terme	Passifs financiers au coût amorti		732 471	588 805
Découverts bancaires	Passifs financiers au coût amorti		30 932	34 163
Emprunts et dettes financières – part à court terme	Passifs financiers au coût amorti		112 037	116 901
Autres dettes financières à court terme	Passifs financiers au coût amorti		697	
Instruments financiers de couverture	Dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie évalués à la juste valeur		5 362	5 516
Fournisseurs et comptes rattachés	Passifs financiers au coût amorti		527 496	386 983
Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés	Évalués au plus faible montant des valeurs comptables et des prix de vente estimés			

## Annexes aux comptes consolidés

### 6.4.3 Risques de liquidité par maturité

Le risque de liquidité par maturité est fait sur la base des flux de trésorerie contractuels non actualisés des actifs et des passifs financiers. L'analyse du risque de liquidité fait ressortir ce qui suit :

Au 31 décembre 2010 :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31 décembre 2010</b>	<b>&lt; 1 an</b>	<b>1 - 5 ans</b>	<b>+ 5 ans</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>				
Actifs financiers disponibles à la vente – Titres de participation	598		598	
Autres actifs financiers disponibles à la vente	32 956		32 956	
Autres actifs financiers*	20 668	20 668		
Créances de financement clients*	102 729	102 729		
Créances clients et comptes rattachés**	392 264	385 141	7 123	
Autres créances financières à court terme	4 354	4 354		
Instruments financiers de couverture	3 385	3 385		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	194 245	194 245		
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>751 199</b>	<b>710 522</b>	<b>40 677</b>	
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>				
Emprunts et dettes financières - part à long terme	846 501		737 739	108 762
Découverts bancaires	30 932	30 932		
Emprunts et dettes financières - part à court terme	114 064	114 064		
Autres dettes financières à court terme	697	697		
Instruments financiers de couverture	5 362	5 362		
Fournisseurs et comptes rattachés	527 496	527 496		
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>1 525 052</b>	<b>678 551</b>	<b>737 739</b>	<b>108 762</b>
<b>ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS – NETS #</b>	<b>(773 853)</b>	<b>31 971</b>	<b>(697 062)</b>	<b>(108 762)</b>

\* Rubriques présentées pour leurs montants non actualisés.

\*\* Le poste « Créances clients et comptes rattachés » compte un montant de 42 616 milliers d'euros en retard de paiement. Voir la note 6.3. sur la « balance âgée ».

# Voir la note 5.2.7.2 sur les lignes de crédit à moyen terme confirmées par rapport aux utilisations.

**Au 31 décembre 2009 :**

En milliers d'euros

	31 décembre 2009	< 1 an	1 - 5 ans	+ 5 ans
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>				
Actifs financiers disponibles à la vente – Titres de participation	2 085		2 085	
Autres actifs financiers disponibles à la vente	22 143		22 143	
Autres actifs financiers*	15 739		15 739	
Créances de financement clients*	120 960	49 071	71 389	500
Créances clients et comptes rattachés**	262 846	262 846		
Autres créances financières à court terme	5 311	5 311		
Instruments financiers de couverture				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	181 682	181 682		
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>610 766</b>	<b>498 910</b>	<b>111 356</b>	<b>500</b>
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>				
Emprunts et dettes financières - part à long terme	689 155		571 372	117 783
Découverts bancaires	34 163	34 163		
Emprunts et dettes financières - part à court terme	116 901	116 901		
Autres dettes financières à court terme				
Instruments financiers de couverture	5 516	5 516		
Fournisseurs et comptes rattachés	386 983	386 983		
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>1 232 718</b>	<b>543 563</b>	<b>571 372</b>	<b>117 783</b>
<b>ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS – NETS #</b>	<b>(621 952)</b>	<b>(44 653)</b>	<b>(460 016)</b>	<b>(117 283)</b>

\* Rubriques présentées pour leurs montants non actualisés.

\*\* Le poste « Créances clients et comptes rattachés » compte un montant de 35 258 milliers d'euros en retard de paiement. Voir la note 6.3. sur la « balance âgée ».

# Voir la note 5.2.7.2 sur les lignes de crédit à moyen terme confirmées par rapport aux utilisations.

## 6.5. Risques de change

Seule l'activité de la Compagnie Plastic Omnium est susceptible de donner lieu à un risque de change. Néanmoins son activité repose, pour la plus grande part, sur des usines de proximité : hormis pour la conversion comptable des états financiers, cette société est peu exposée aux fluctuations de change. Celles-ci peuvent affecter certaines filiales importatrices sans toutefois constituer un enjeu significatif.

La politique de la Compagnie Plastic Omnium consiste à éviter tout risque de change né de transactions devant donner lieu à un paiement ou à une recette futurs. Si une transaction fait néanmoins apparaître un risque de change, celui-ci fera l'objet d'une couverture sur le marché des changes à terme. Cette couverture est réalisée par les filiales concernées auprès de la trésorerie centrale qui, à son tour, se couvre auprès de ses banques.

## 6.6. Risques de taux

La Compagnie Plastic Omnium souscrit des instruments de couverture de taux d'intérêt de type swap, cap et tunnel. L'objectif est de se couvrir contre une hausse des taux Euribor et Libor dans la perspective de la maîtrise des dépenses d'intérêts financiers.

Le risque de taux est géré pour la dette consolidée du Groupe avec pour objectif principal de garantir une couverture des risques, permettant d'assurer, de manière pérenne, la rentabilité de l'exploitation au regard du ratio résultat d'exploitation / frais financiers.

Les opérations financières, notamment de couverture du risque de taux, sont réalisées avec un panel large d'institutions financières de premier plan. Une mise en concurrence est réalisée pour toute opération financière significative et le maintien d'une diversification de ressources et des intervenants satisfaisante est un critère de sélection.

Au 31 décembre 2010, la dette en euros est ouverte à 70 % par des instruments financiers courant respectivement jusqu'en juin 2013 et août 2015.

### Sensibilité de la couverture de taux :

Au 31 décembre 2010, une augmentation de 1% du taux d'intérêt des dettes à taux variables engendrerait une augmentation de 3,0 millions d'euros de la charge d'intérêts après prise en compte des couvertures contre 7,3 millions d'euros au 31 décembre 2009.

## Annexes aux comptes consolidés

Au 31 décembre 2010, une diminution de 1% du taux d'intérêt des dettes à taux variables engendrerait une diminution de 3,0 millions d'euros de la charge d'intérêts après prise en compte des couvertures contre 2,6 millions d'euros au 31 décembre 2009.

### 6.7. Litige concurrence

Le 22 décembre 2010, deux sociétés du groupe Signature ont été condamnées, avec d'autres sociétés du secteur de la signalisation verticale, au paiement d'une amende de 18,7 millions d'euros par l'Autorité de la Concurrence pour des pratiques anticoncurrentielles. Ces deux sociétés ont interjeté appel de ces décisions devant la cour d'appel de Paris en janvier 2011. Le montant de cette amende, qui a fait l'objet d'une dotation complémentaire dans les comptes 2010 de 14,3 millions d'euros, est totalement provisionné.

### 6.8. Risque lié à Burelle Participations

Burelle Participations investit, aux côtés de partenaires, dans des acquisitions d'entreprises avec effet de levier. Par définition, ces opérations sont montées avec un niveau d'endettement important qui s'appuie sur l'excédent de cash flow généré par

l'entreprise. Pour assurer une diversification satisfaisante des risques inhérents à ce type d'opérations, Burelle Participations s'attache à maintenir une structure de portefeuille équilibrée entre trois classes d'actifs (fonds, mezzanine et capital).

Au 31 décembre 2010, le montant total investi, net des désinvestissements, s'élève à 27,3 millions d'euros y compris les placements des liquidités contre 29,0 millions d'euros en 2009. Les investissements sont répartis sur 19 lignes dont neuf concernent des fonds eux-mêmes investis dans près d'une centaine d'entreprises intervenant dans des secteurs variés. Au 31 décembre 2009, le portefeuille comprenait 17 lignes.

Les investissements en capital constituent la partie la plus risquée du portefeuille car ils sont moins diversifiés que les participations dans des fonds et sont subordonnés au paiement de toute forme de dette. Au 31 décembre 2010, les investissements en capital représentent un montant de 7,0 millions d'euros réparti sur cinq lignes d'un montant compris entre 1,0 et 1,9 million d'euros contre 6,6 millions d'euros compris entre 0,9 et 1,9 million d'euros au 31 décembre 2009. À la fin de l'exercice, cette partie du portefeuille est valorisée à 10,7 millions d'euros contre 7,9 millions d'euros au 31 décembre 2009, soit une plus-value latente nette de 53 % contre 19 % en 2009.

## 7 – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### 7.1. Effectifs de fin d'année

Effectifs	31 décembre 2010			31 décembre 2009			Évolution /Total
	Hors intérimaires	Intérimaires	Total	Hors intérimaires	Intérimaires	Total	
France	4 782	770	<b>5 552</b>	4 489	448	<b>4 937</b>	
%	30,5 %	33,9 %	30,9 %	36,1 %	34,3 %	35,9 %	12,5 %
Europe hors France	4 635	531	<b>5 166</b>	3 575	357	<b>3 932</b>	
%	29,6 %	23,4 %	28,8 %	28,8 %	27,4 %	28,6 %	31,4 %
Amérique du Nord	2 276	258	<b>2 534</b>	1 751	101	<b>1 852</b>	
%	14,5 %	11,3 %	14,1 %	14,1 %	7,7 %	13,5 %	36,8 %
Asie et Amérique du Sud*	3 989	715	<b>4 704</b>	2 626	399	<b>3 025</b>	
%	25,4 %	31,4 %	26,2 %	21,1 %	30,6 %	22,1 %	55,5 %
<b>Total</b>	<b>15 682</b>	<b>2 274</b>	<b>17 956</b>	<b>12 441</b>	<b>1 305</b>	<b>13 746</b>	<b>30,6 %</b>
<b>Dont évolution par catégorie :</b>							
Personnel hors intérimaires							26,1 %
Intérimaires							74,3 %
dont Quote-part contrôlée des effectifs employés dans des coentreprises	1 176	1	<b>1 177</b>	2 972	337	<b>3 309</b>	-64,4 %

\* La zone « Asie et Amérique du Sud » inclut la Turquie et l'Afrique du Sud.

## 7.2 Engagements hors bilan

### 7.2.1 Engagements donnés / reçus

En milliers d'euros	31 décembre 2010				
	Total	Sur immobilisations incorporelles	Sur immobilisations corporelles	Sur actifs / passifs financiers	Sur actifs / passifs courant hors financiers
Cautionnements donnés	(22 040)	(6)	(419)	(16 305)	(5 310)
Engagements / acquisition d'immobilisations	(9 987)		(9 877)	(110)	
Hypothèques accordées à un tiers	(58 691)		(58 691)		
Autres engagements hors bilan	(9 571)		(106)	(6 280)	(3 185)
<b>Total engagements donnés</b>	<b>(100 289)</b>	<b>(6)</b>	<b>(69 093)</b>	<b>(22 695)</b>	<b>(8 495)</b>
Cautionnements reçus	594		594		
Autres engagements reçus	199	121	78		
<b>Total engagements reçus</b>	<b>793</b>	<b>121</b>	<b>672</b>		
<b>Total engagements nets</b>	<b>(99 496)</b>	<b>115</b>	<b>(68 421)</b>	<b>(22 695)</b>	<b>(8 495)</b>

En milliers d'euros	31 décembre 2009				
	Total	Sur immobilisations incorporelles	Sur immobilisations corporelles	Sur actifs / passifs financiers	Sur actifs / passifs courant hors financiers
Cautionnements donnés	(19 098)	(361)	(769)	(14 772)	(3 196)
Engagements / acquisition d'immobilisations	(9 483)	(5 937)	(3 436)	(110)	
Hypothèques accordées à un tiers	(62 104)		(62 104)		
Autres engagements hors bilan	(6 910)			(6 001)	(909)
<b>Total engagements donnés</b>	<b>(97 595)</b>	<b>(6 298)</b>	<b>(66 309)</b>	<b>(20 883)</b>	<b>(4 105)</b>
Cautionnements reçus	68	68			
<b>Total engagements reçus</b>	<b>68</b>	<b>68</b>			
<b>Total engagements nets</b>	<b>(97 527)</b>	<b>(6 230)</b>	<b>(66 309)</b>	<b>(20 883)</b>	<b>(4 105)</b>

### 7.2.2 Contrats de location simple « Preneurs »

En milliers d'euros	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<i>Paiements minimaux à effectuer au titre des locations simples non résiliables</i>		
À moins d'un an	26 024	20 579
À plus d'un an et à moins de cinq ans	45 069	37 991
À plus de cinq ans	16 709	20 879
<b>Total</b>	<b>87 802</b>	<b>79 449</b>

## Annexes aux comptes consolidés

### 7.3 Droit individuel à la formation

Le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis et non pris par les salariés français du Groupe, au titre du droit individuel à la formation (DIF) a été établi comme suit :

En nombre d'heures	31 décembre 2010	31 décembre 2009
de 2004 à 2009		443 126
de 2004 à 2010	480 656	

Comme mentionné dans la note 1.13, aucune provision n'a été comptabilisée au titre de ces droits acquis par les salariés. L'impact potentiel n'est cependant pas significatif.

### 7.4 Parties liées – Rémunérations des Dirigeants et Mandataires Sociaux

Les dirigeants sont, selon les termes de la norme IAS 24, « les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités » de Burelle SA et de ses filiales.

La rémunération totale ainsi que les avantages en nature des Dirigeants Mandataires Sociaux du groupe Burelle font l'objet d'une information détaillée dans le rapport de gestion des comptes sociaux de Burelle SA ; celle-ci est présentée ci-après globalement :

Au cours de l'exercice 2010, 120 000 options de souscription d'actions de la Compagnie Plastic Omnium ont été attribuées aux dirigeants et mandataires sociaux. Il n'existe pas d'autre plan d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions au sein du Groupe Burelle.

Le montant global des rémunérations au titre de l'exercice 2010 des Dirigeants Mandataires Sociaux est présenté dans le tableau suivant :

En milliers d'euros	Versés ou à charge de...	2010	2009
Jetons de présence	versés par Burelle SA	70,5	63,2
Jetons de présence	versés par les autres sociétés du Groupe	207,3	206,0
Rémunérations brutes versées	à la charge du groupe Burelle	4 092,4	3 859
	<i>dont part fixe</i>	241,8	235
	<i>dont part variable</i>	3 850,6	3 624
Plan de retraite complémentaire	à la charge du groupe Burelle	951,2	154
Coût au titre des plans d'achats et de souscription d'actions	à la charge du groupe Burelle	872	847
<b>Rémunérations totales</b>		<b>6 193,4</b>	<b>5 129,2</b>

### 7.5 Participation dans les coentreprises

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec ses coentreprises. Ces transactions se font au prix du marché.

Les coentreprises comprennent les sociétés cogérées par le Groupe et ses partenaires. Il s'agit des sociétés suivantes :

	2010	2009
	% d'intérêt	% d'intérêt
Inergy Automotive Systems *		50 %
Plastic Recycling	50 %	50 %
BPO *		49,98 %
JV VPO	50 %	50 %
JV Yanfeng PO	49,95 %	49,95 %
JV HBPO	33,33 %	33,33 %
ARC **	50 %	50 %

\* Sociétés intégrées globalement en 2010.

\*\* Au 31 décembre 2010, la société ARC a été cédée.

### 7.5.1 Opérations inter-compagnies entre les sociétés du Groupe intégrées globalement et les coentreprises

<i>En milliers d'euros</i>	2010*	2009*
Produits des activités ordinaires	3 200	4 212
Clients	1 818	2 653
Fournisseurs	(870)	(862)
Dividendes	9 766	11 320
Comptes courants	225	368

\* Les informations sont fournies sur la base de la quote-part détenue par le Groupe dans les coentreprises.

### 7.5.2 Bilan consolidé des coentreprises

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Actifs non-courants	59 574	325 964
Actifs courants	107 144	355 040
<b>Total actif</b>	<b>166 718</b>	<b>681 004</b>
Capitaux propres	73 217	266 671
Passifs non-courants	5 597	51 838
Passifs courants	87 904	362 495
<b>Total passif</b>	<b>166 718</b>	<b>681 004</b>

### 7.5.3 Compte de résultat consolidé des coentreprises

<i>En milliers d'euros</i>	2010	2009
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>420 800</b>	<b>790 063</b>
Coût des ventes	(385 148)	(705 786)
Frais de développement	(5 218)	(19 902)
Frais commerciaux	(181)	(4 763)
Frais administratifs	(11 725)	(30 884)
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>18 528</b>	<b>28 728</b>
Autres produits et charges opérationnels	6 619	10 229
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>25 147</b>	<b>38 957</b>
Résultat financier	102	(4 729)
Résultat avant impôt	25 249	34 230
Charge d'impôt	(4 621)	(2 659)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>20 628</b>	<b>31 571</b>
Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées		(764)
<b>Résultat net</b>	<b>20 628</b>	<b>30 807</b>

### 7.6 Honoraires des auditeurs légaux

<i>En milliers d'euros</i>	2010			
	Mazars	Ernst & Young	Cailliau Dedouit et Associés	Total
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	(1 725)	(1 238)	(160)	<b>(3 123)</b>
dont :				
Burelle SA	(46)		(154)	<b>(200)</b>
Filiales	(1 679)	(1 238)	(6)	<b>(2 923)</b>
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	(210)	(219)		<b>(429)</b>
dont :				
Burelle SA				
Filiales	(210)	(219)		<b>(429)</b>
<b>Total</b>	<b>(1 935)</b>	<b>(1 457)</b>	<b>(160)</b>	<b>(3 552)</b>

## Annexes aux comptes consolidés

En milliers d'euros	2009			
	Mazars	Ernst & Young	Cailliau Dedouit et Associés	Total*
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	(1 175)	(832)	(155)	(2 162)
dont :				
Burelle SA	(47)		(150)	(197)
Filiales	(1 128)	(832)	(5)	(1 965)
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	(106)	(65)		(171)
dont :				
Burelle SA				
Filiales	(106)	(65)		(171)
<b>Total</b>	<b>(1 281)</b>	<b>(897)</b>	<b>(155)</b>	<b>(2 333)</b>

\* Les honoraires présentés en 2009 reprenaient la totalité des honoraires relatifs aux travaux de certifications et de conseils sur le Groupe à la fois pour les auditeurs légaux et pour les autres cabinets. En 2010, conformément aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers, cette note ne reprend que les honoraires des auditeurs légaux. Les honoraires facturés par des cabinets autres que les auditeurs légaux ne sont pas fournis.

### 7.7 Événements postérieurs à la clôture

À la connaissance de la société, aucun événement susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe au 31 décembre 2010, n'est intervenu depuis la date d'arrêt.

## Liste des entités consolidées au 31 décembre 2010

Libellé juridique	31 décembre 2010			31 décembre 2009			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	
<b>France</b>							
BURELLE SA	Société mère			Société mère			1
SOFIPARC SAS	G	100	100,00	G	100	100	1
BURELLE PARTICIPATIONS SA	G	100	100,00	G	100	100	
COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA	G	100	59,85	G	100	60,36	2
PLASTIC OMNIUM SYSTEMES URBAINS SA	G	100	59,85	G	100	60,36	2
METROPLAST SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
LA REUNION VILLE PROPRE SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
PLASTIC OMNIUM CARAIBES SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS FRANCE SAS #	G	100	59,85	P	50	30,18	3
PLASTIC CFF RECYCLING SAS ****	P	50	29,93	P	50	30,18	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR SA	G	100	59,85	G	100	60,36	2
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR SERVICES SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
TRANSIT SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
PLASTIC OMNIUM GESTION SNC	G	100	59,85	G	100	60,36	2
PLASTIC OMNIUM FINANCE SNC *****	G	100	59,85	G	100	60,36	2
LUDOPARC SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
PLASTIC OMNIUM AUTO SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT SAS *****	G	100	59,85	G	100	60,36	2
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
INOPLASTIC OMNIUM SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SA #	G	100	59,85	P	50	30,18	3
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANAGEMENT SA #	G	100	59,85	P	50	30,18	3
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT GUYANE SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
VALEO PLASTIC OMNIUM SNC	P	50	29,93	P	50	30,18	2
BEAUVAIS DIFFUSION SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
PLASTIC OMNIUM VERNON SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
TECHNIQUES ET MATERIELS DE COLLECTE - « TEMACO » SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
INOPART SA	G	100	59,85	G	100	60,36	2
INOPLAST SA	G	100	59,85	G	100	60,36	2
MECELEC COMPOSITES ET RECYCLAGE - MCR SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
ATMC INDUSTRIE SAS *****				G	100	60,36	2
ALLEVARD RESSORTS COMPOSITES - « ARC » SAS μμ	P	50	29,93	P	50	30,18	
COMPAGNIE SIGNATURE SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	
SIGNATURE HOLDING SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	
SIGNATURE SA	G	100	59,85	G	100	60,36	
SIGNATURE VERTICAL HOLDING SAS	G	100	38,90	G	100	39,23	7
ATLAS SAS	M.E.E.	26,25	15,71	M.E.E.	26,25	15,84	
SOCIETE D'APPLICATIONS ROUTIERES SAS	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
EUROLINERS SAS	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
SIGNATURE TRAFFIC SYSTEMS SAS	G	100	38,90	G	100	39,23	7
SIGNALISATION SECURITE SARL	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
FARCOR SAS	G	100	38,90	G	100	39,23	7
SODILOR SAS	G	100	38,90	G	100	39,23	7
SECTRA	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
SIGNALIS SAS	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
SIGNALISATION TOULOUSAIN SAS	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
EUROMARK HOLDING SAS	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
SIGNATURE INTERNATIONAL SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	
SIGNATURE SAS *****	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
SIGNATURE FRANCE SAS	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
SIGNATURE GESTION SAS	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
GTU SAS	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
SULO FRANCE SAS	G	100	59,85	G	100	60,36	2
<b>Afrique du Sud</b>							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SOUTH AFRICA LTD #	G	100	59,85	P	50	30,18	
PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS (Pty) LTD	G	100	59,85	G	100	60,36	

# Annexes aux comptes consolidés

Libellé juridique	31 décembre 2010			31 décembre 2009			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	
<b>Allemagne</b>							
PLASTIC OMNIUM GmbH	G	100	59,85	G	100	60,36	10
PLASTIC OMNIUM AUTO COMPONENTS GmbH	G	100	59,85	G	100	60,36	10
PLASTIC OMNIUM ENTSORGUNGSTECHNIK GmbH	G	100	59,85	G	100	60,36	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS GERMANY GmbH #	G	100	59,85	P	50	30,18	
HBPO BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH	P	33,33	19,95	P	33,33	20,12	
HBPO GERMANY GmbH	P	33,33	19,95	P	33,33	20,12	
HBPO GmbH	P	33,33	19,95	P	33,33	20,12	
BERLACK GmbH	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
SULO VERWALTUNG UND TECHNIK GmbH (Signature Verkehrstechnik GmbH)	G	100	59,85	G	100	60,36	
SIGNATURE MARKIERTECHNIK GmbH	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
SIGNATURE DEUTSCHLAND GmbH	G	100	59,85	G	100	60,36	4
ENVICOMP GmbH & Co KG	G	100	59,85	G	100	60,36	4
ENVICOMP SYSTEMLOGISTIK VERWALTUNG GmbH & Co KG	G	100	59,85	G	100	60,36	4
WESTFALIA SPEDITIONSGESELLSCHAFT GmbH	G	100	59,85	G	100	60,36	4
SULO EISENWERK STREUBER & LOHMANN GmbH	G	100	59,85	G	100	60,36	10
SULO UMWELTECHNIK GmbH	G	100	59,85	G	100	60,36	10
SULO UMWELTECHNIK BETEILIGUNGS GmbH	G	100	59,85	G	100	60,36	10
SULO EMBALLAGEN BETEILIGUNGS GmbH	G	100	59,85	G	100	60,36	10
SULO EMBALLAGEN GmbH ####	G	100	59,85	G	100	60,36	10
PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS GmbH **	G	100	59,85	G	100	60,36	
EUROMARK DEUTSCHLAND GmbH **	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
PLASTIC OMNIUM COMPOSITES GmbH *	G	100	59,85				10
SULO ENTSORGUNGSTECHNIK GmbH *	G	100	59,85				10
<b>Argentine</b>							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ARGENTINA SA #	G	100	59,85	P	50	30,18	
PLASTIC OMNIUM SA	G	100	59,85	G	100	60,36	
<b>Belgique</b>							
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE NV	G	100	59,85	G	100	60,36	
PLASTIC OMNIUM NV	G	100	59,85	G	100	60,36	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS BELGIUM RESEARCH NV #	G	100	59,85	P	50	30,18	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS BELGIUM SA #	G	100	59,85	P	50	30,18	
DIDIER VANDENWEGHE NV	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
VANDIPAINT NV	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
SULO NV	G	100	59,85	G	100	60,36	
<b>Brésil</b>							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS DO BRASIL LTDA #	G	100	59,85	P	50	30,18	
PLASTIC OMNIUM DO BRASIL LTDA	G	100	59,85	G	100	60,36	
<b>Canada</b>							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CANADA INC #	G	100	59,85	P	50	30,18	
HBPO CANADA	P	33,33	19,95	P	33,33	20,12	
<b>Chili</b>							
PLASTIC OMNIUM SA	G	100	59,85	G	100	60,36	
<b>Chine</b>							
JIANGSU XIENO AUTOMOTIVE COMPONENTS CO LTD	G	60	35,91	G	60	36,22	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CONSULTING (Beijing) CO LTD #	G	100	59,85	P	50	30,18	
YANFENG PO AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS CO LTD	P	49,95	29,90	P	49,95	30,15	
PLASTIC OMNIUM (Shanghai) BUSINESS CONSULTING CO LTD **	G	100	59,85	G	100	60,36	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS WUHAN CO LTD #	G	100	59,85	P	50	30,18	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANUFACTURING (Beijing) CO LTD **#	G	100	59,85	P	50	30,18	

Libellé juridique

	31 décembre 2010			31 décembre 2009			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	
CHONGQING YANFENG PO AE FAWAY CO LTD *	P	49,95	29,90				
GUANGZHOU ZHONGXIN YANFENG PO AE TRIM CO LTD *	P	49,95	29,90				
CHENGDU FAWAY YANFENG PO *	M.E.E.	24,48	14,65				
<b>Corée du Sud</b>							
SAMLIP HBPO COREE DU SUD	P	16,67	9,98	P	16,67	10,06	
HBPO COREE DU SUD	P	33,33	19,95	P	33,33	20,12	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CO LTD #	G	100	59,85	P	50	30,18	
<b>Espagne</b>							
COMPAÑIA PLASTIC OMNIUM SA	G	100	59,85	G	100	60,36	5
PLASTIC OMNIUM EQUIPAMIENTOS EXTERIORES SA	G	100	59,85	G	100	60,36	5
PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA	G	100	59,85	G	100	60,36	5
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS VALLADOLID SL #	G	100	59,85	P	50	30,18	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SPAIN SA (Arevalo/Vigo) #	G	100	59,85	P	50	30,18	
VALEO PLASTIC OMNIUM SL	P	50	29,93	P	50	30,18	
JUEGOS LUDOPARC SL μμμ	G	100	59,85	G	100	60,36	5
INOPLAST SA *****	G	100	59,85	G	100	60,36	5
HBPO IBERIA SL	P	33,33	19,95	P	33,33	20,12	
SIGNATURE SENALIZACION SA	G	100	38,90	G	100	39,23	
HBPO ESPAGNE AUTOMOVIL SL	P	33,33	19,95	P	33,33	20,12	
PLASTIC OMNIUM COMPONENTES EXTERIORES SL *	G	100	59,85				5
<b>États-Unis</b>							
EPSCO INTERNATIONAL INC. #####	G	100	59,85	G	100	60,36	6
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS LLC	G	100	59,85	G	100	60,36	6
PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS - 3 P INC.	G	100	59,85	G	100	60,36	6
PLASTIC OMNIUM INC.	G	100	59,85	G	100	60,36	6
PLASTIC OMNIUM INDUSTRIES INC.	G	100	59,85	G	100	60,36	6
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (USA) LLC #	G	100	59,85	P	50	30,18	
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE SERVICES INC.	G	100	59,85	G	100	60,36	6
HBPO NORTH AMERICA INC.	P	33,33	19,95	P	33,33	20,12	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS HOLDING INC.#	G	100	59,85	P	50	30,18	
SULO OF AMERICA INC #####	G	100	59,85	G	100	60,36	
<b>Grèce</b>							
SIGNATURE HELLAS ###	M.E.E.	17,5	10,47	M.E.E.	17,5	10,56	
<b>Inde</b>							
PLASTIC OMNIUM VARROC PRIVATE LTD	G	60	35,91	G	60	36,22	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS INDIA #	G	100	59,85	P	50	30,18	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANUFACTURING INDIA PVT LTD *#	G	55	32,92				
<b>Irlande</b>							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS REINSURANCE LTD #	G	100	59,85	P	50	30,18	
<b>Japon</b>							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS KK #	G	100	59,85	P	50	30,18	
HBPO JAPAN	P	33,33	19,95	P	33,33	20,12	
<b>Maroc</b>							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MOROCCO *#	G	100	59,85				
<b>Mexique</b>							
PLASTIC OMNIUM AUTOMOVIL SA DE CV	G	100	59,85	G	100	60,36	11
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORES SA DE CV	G	100	59,85	G	100	60,36	11

## Annexes aux comptes consolidés

Libellé juridique	31 décembre 2010			31 décembre 2009			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	
PLASTIC OMNIUM INDUSTRIAL AUTO EXTERIORES RAMOS ARIZPE SA DE CV	G	100	59,85	G	100	60,36	11
PLASTIC OMNIUM DEL BAJIO SA DE CV	G	100	59,85	G	100	60,36	11
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MEXICO SA DE CV #	G	100	59,85	P	50	30,18	
INOPLAST COMPOSITES SA DE CV	G	100	59,85	G	100	60,36	12
INOPLASTIC OMNIUM INDUSTRIAL SA DE CV	G	100	59,85	G	100	60,36	12
PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA DE CV	G	100	59,85	G	100	60,36	
HBPO MEXICO SA DE CV	P	33,33	19,95	P	33,33	20,12	
PLASTIC OMNIUM MEDIO AMBIENTE SA DE CV	G	100	59,85	G	100	60,36	
PLASTIC OMNIUM TOLUCA SA DE CV *	G	100	59,85				11
<b>Moyen-Orient</b>							
INERGY VLA PLASTIRAN #	G	51	30,52	P	25,5	15,39	
<b>Pays-Bas</b>							
PLASTIC OMNIUM BV	G	100	59,85	G	100	60,36	8
PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL BV	G	100	59,85	G	100	60,36	8
SIGNATURE WEGMARKERING BV	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
SULO BV	G	100	59,85	G	100	60,36	
<b>Pologne</b>							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS POLAND Sp. Z.O.O.#	G	100	59,85	P	50	30,18	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS Sp. Z.O.O	G	100	59,85	G	100	60,36	
SULO Sp. Z.O.O	G	100	59,85	G	100	60,36	
<b>Portugal</b>							
PLASTIC OMNIUM SA ####	G	100	59,85	G	100	60,36	
<b>République Tchèque</b>							
HBPO CZECH S.R.O	P	33,33	19,95	P	33,33	20,12	
VODOROVNE DOPRAVNI ZNACENT S.A.R.S.R.O	M.E.E.	35	20,95	M.E.E.	35	21,13	
SULO S.R.O	G	100	59,85	G	100	60,36	
<b>Roumanie</b>							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ROMANIA #	G	100	59,85	P	50	30,18	
SIGNATURE SEMNALIZARE ROUMANIE ##	M.E.E.	34,88	20,88	M.E.E.	34,88	21,05	
<b>Royaume-Uni</b>							
PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS - 3PLTD	G	100	59,85	G	100	60,36	9
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE LTD	G	100	59,85	G	100	60,36	9
PLASTIC OMNIUM LTD	G	100	59,85	G	100	60,36	9
PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS LTD	G	100	59,85	G	100	60,36	9
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS UK LTD #	G	100	59,85	P	50	30,18	
SIGNATURE LTD	G	100	38,90	G	100	39,23	
SULO MGB LTD	G	100	59,85	G	100	60,36	
HBPO UK	P	33,33	19,95	P	33,33	20,12	
POST & COLUMN ***	G	100	38,90				
<b>Russie</b>							
INERGY RUSSIA #	G	100	59,85	P	50	30,18	
<b>Singapour</b>							
SULO ENVIRONMENTAL SYSTEMS PTE Ltd	G	100	59,85	G	100	60,36	
<b>Slovaquie</b>							
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS S.R.O.	G	100	59,85	G	100	60,36	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SLOVAQUIA S.R.O. #	G	100	59,85	P	50	30,18	
HBPO SLOVAKIA S.R.O	P	33,33	19,95	P	33,33	20,12	

Libellé juridique

	31 décembre 2010			31 décembre 2009			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	
<b>Suède</b>							
PLASTIC OMNIUM AB	G	100	59,85	G	100	60,36	
<b>Suisse</b>							
PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL AG #####				G	100	60,36	
PLASTIC OMNIUM AG	G	100	59,85	G	100	60,36	
PLASTIC OMNIUM RE AG	G	100	59,85	G	100	60,36	
SIGNAL AG μ	G	50	19,45	G	50	19,62	
<b>Thaïlande</b>							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (THAILAND) LTD #	G	100	59,85	P	50	30,18	
<b>Turquie</b>							
B.P.O AS ###	G	100	29,91	P	49,98	15,08	
SIGNATEKMA	M.E.E.	17,5	10,47	M.E.E.	17,5	10,56	

**Méthode d'intégration et particularités :**

G : Intégration globale  
P : Intégration proportionnelle  
M.E.E. : Mise en équivalence

**Mouvements de la période :**

\* Sociétés créées et/ou dont l'activité a démarré en 2010  
\*\* Sociétés créées et/ou dont l'activité a démarré en 2009  
\*\*\* Sociétés acquises au cours de l'exercice 2010  
\*\*\*\* Sociétés dont le rattachement aux secteurs à présenter a été modifié en 2010  
\*\*\*\*\* Sociétés ayant changé de dénomination en 2009  
\*\*\*\*\* Sociétés cédées au cours de l'exercice 2009  
# Sociétés dont le Groupe a pris le contrôle en 2010  
## Sociétés dont la méthode et/ou le pourcentage de consolidation a changé en 2009  
### Sociétés dont la méthode et/ou le pourcentage de consolidation a changé en 2010  
#### Sociétés dissoutes en 2010  
##### Sociétés dissoutes en 2009  
μ Société intégrant également les comptes de la société Segnaletica Mordasini acquise en 2009  
μμ Société cédée en 2010  
μμμ Société fusionnée en 2010

**Intégration fiscale :**

1 : Groupe fiscal France Burelle  
2 : Groupe fiscal France Compagnie Plastic Omnium  
3 : Groupe fiscal France Inergy Automotive Systems  
4 : Groupe fiscal Signature Allemagne  
5 : Groupe fiscal Espagne  
6 : Groupe fiscal États-Unis  
7 : Groupe fiscal Signature Vertical Holding  
8 : Groupe fiscal Pays-Bas  
9 : Groupe fiscal Royaume-Uni  
10 : Groupe fiscal Plastic Omnium Allemagne  
11 : Groupe fiscal Mexique Euro  
12 : Groupe fiscal Inoplast Composites SA de CV

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Burelle SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I – Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages, ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés concernant le changement de méthode comptable relatif à l'application des nouvelles normes IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprise » et IAS 27 amendée « États financiers consolidés et individuels », adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

## II – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments ci-dessous :

- Les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les principes décrits dans la note 1.16 de l'annexe. Ces tests s'appuient sur les plans à moyen terme du Groupe, révisés pour tenir compte des conditions de marché actuelles particulières. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de pertes de valeur, les hypothèses utilisées et les prévisions de flux de trésorerie et vérifié le caractère approprié de l'information donnée dans les notes annexes.
- La note 1.14 de l'annexe explique les modalités de comptabilisation des coûts engagés à la demande des constructeurs pour le développement et l'étude des équipements de nouveaux modèles de véhicules, qui dépendent du financement de ces coûts par le client, et des perspectives de rentabilité des projets concernés. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre Société pour l'évaluation de la rentabilité attendue de ces projets sur la base des éléments disponibles à ce jour.
- La note 1.29 de l'annexe précise que des actifs d'impôts différés sont constitués pour tenir compte des déficits reportables en fonction de leur probabilité de réalisation future. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre Société pour l'évaluation du caractère récupérable de ces déficits fiscaux sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de ces méthodes.
- S'agissant des risques, litiges et passifs éventuels, nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre Groupe permettant leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable. Nous nous sommes assurés que les principaux litiges identifiés à l'occasion de la mise en œuvre de cette procédure étaient décrits de façon appropriée, notamment dans les notes 5.2.5 et 6.7 de l'annexe.

---

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III – Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris et Courbevoie, le 15 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

**CAILLIAU, DEDOIT et ASSOCIÉS**  
Jean-Jacques DEDOIT

**MAZARS**  
Jérôme de PASTORS

# Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2010

prévu par l'article L. 225-37 du Code de Commerce (art. 117 de la Loi de Sécurité financière) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce, j'ai l'honneur de vous rendre compte, dans le présent rapport, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration de Burelle SA (« la Société ») au cours de l'exercice 2010 ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques.

Le présent rapport a été établi par le Secrétariat Général de Burelle SA en liaison avec le Secrétariat Général et la Direction des Risques de la Compagnie Plastic Omnium, la principale filiale de Burelle SA. Il a été présenté par le Président-Directeur Général au Conseil d'Administration qui l'a approuvé lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> avril 2011.

## I - GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les règles relatives au fonctionnement du Conseil d'Administration sont définies par la loi et les statuts.

### 1. Gouvernement d'entreprise

Le Conseil d'Administration se réfère au Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDEF en ayant constaté que la Société se conforme à la quasi-totalité des recommandations dudit Code.

### 2. Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de Burelle SA est composé de neuf administrateurs dont quatre appartiennent au groupe familial détenant le contrôle majoritaire. Les cinq autres membres (M. Patrice Hoppenot, M. Dominique Léger, M. Henri Moulard, M. Philippe Sala et M. François de Wendel) n'y appartiennent pas. Ils n'entretiennent avec la société, son actionariat, son groupe ou sa direction aucune relation qui soit de nature à compromettre leur liberté de jugement. Deux administrateurs extérieurs (M. Henri Moulard et M. François de Wendel) sont toutefois membres du Conseil depuis plus de douze ans. Après examen de leur situation lors de sa séance du 1<sup>er</sup> avril 2011, le Conseil d'Administration a estimé que ces deux administrateurs continuaient à exercer leurs mandats en toute impartialité et restaient indépendants en dépit de leur ancienneté.

Les administrateurs indépendants représentent plus du tiers des membres du Conseil, le seuil minimum préconisé par le code AFEP-MEDEF pour les sociétés contrôlées. Au 31 décembre 2010, la famille Burelle détient, directement ou indirectement, 77,1 % du capital de Burelle SA et 90,3 % des droits de vote. Le poids des administrateurs indépendants dans la composition du Conseil reflète l'importance accordée par le groupe de contrôle familial à l'apport de compétences extérieures. Les travaux du Conseil bénéficient ainsi d'expériences élargies.

Chaque administrateur est nommé par l'Assemblée Générale des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration pour une durée de trois ans, renouvelable sans limitation. Il doit détenir statutairement 100 actions de la société pendant la durée de son mandat.

La liste des membres du Conseil, ainsi que leurs mandats et fonctions, figurent en pages 145 à 147 du présent rapport.

### 3. Mission du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a principalement pour mission de :

- participer à l'élaboration des orientations stratégiques et veiller à leur mise en œuvre,
- se saisir de toute question intéressant la bonne marche des affaires et d'en délibérer,
- procéder aux vérifications et contrôles qu'il juge opportuns, notamment en ce qui concerne la cohérence générale des comptes et les principes comptables retenus,
- procéder à l'arrêté des comptes individuels et consolidés annuels, présentés par le Président du Conseil d'Administration et contrôlés et commentés par le collège des Commissaires aux Comptes, puis certifiés par ces derniers avant leur présentation à l'Assemblée Générale, ainsi qu'à l'établissement des rapports sur l'activité et les résultats de la Société et de ses filiales,
- procéder à l'arrêté des comptes semestriels,
- veiller à l'exactitude de l'information financière fournie aux actionnaires et au marché.

Sont également soumises à l'approbation du Conseil d'Administration les opérations que le Président juge susceptibles d'affecter la stratégie du groupe ou de modifier de manière significative son activité, sa structure financière ou son profil de risque telles que les opérations d'acquisition, de fusion, de prise de participation ou de cession.

### 4. Fonctionnement du Conseil d'Administration

Pour lui permettre d'exercer pleinement ses missions, le Conseil d'Administration dispose d'informations financières régulières, notamment sur l'activité, les résultats, la situation financière et le financement de la Société et de ses filiales, ainsi que sur les budgets, les prévisions de résultat et les projets de croissance externe significatifs ou toute autre opération à caractère stratégique.

Les documents relatifs aux sujets à l'ordre du jour du Conseil d'Administration sont transmis à chaque membre du Conseil, généralement une semaine avant la date de réunion.

### 5. Compte rendu de l'activité du Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2010

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les affaires de la Société l'exigent et au moins trois fois par an. Au cours de l'exercice 2010, il s'est réuni trois fois avec un taux moyen de participation de 92,6 %.

À chacune de ces réunions une analyse détaillée des résultats du Groupe a été présentée au Conseil. Lors des réunions du 2 avril et 23 juillet 2010, le Conseil a procédé à l'examen des comptes de l'exercice 2009 et du premier semestre 2010. Il a examiné les résultats de chacune de ses filiales et leur situation financière,

notamment leur situation de trésorerie et l'état des liquidités. Il a également passé en revue les orientations stratégiques.

## 6. Mission du Comité des Comptes

Le Comité des Comptes a pour objectif de faciliter l'exercice des missions du Conseil d'Administration qui garde seul la responsabilité d'arrêter les comptes sociaux et les comptes consolidés. Il est composé de trois administrateurs indépendants (M. Dominique Léger, Président, M. Patrice Hoppenot et M. Philippe Sala) qui ont été rejoints par M. François de Wendel à compter du 22 juillet 2010. Le Comité des Comptes comporte désormais quatre membres, tous extérieurs au groupe familial.

Le Comité des Comptes a pour mission :

- d'examiner les comptes individuels et consolidés, annuels et semestriels, et d'approfondir les sujets qui lui semblent pertinents, avant la présentation des comptes au Conseil d'Administration,
- de s'assurer du suivi du processus d'élaboration de l'information financière, et notamment d'étudier les principes et règles comptables utilisés lors de l'établissement des comptes et de prévenir les éventuels manquements aux règles comptables,
- d'examiner les conclusions et recommandations des Commissaires aux Comptes, leurs recommandations éventuelles et leur suivi,
- de donner un avis sur la proposition de nomination ou de renouvellement des Commissaires aux Comptes présentée par le Président-Directeur Général, et de veiller au respect des règles assurant leur indépendance et la bonne conduite de leur mission,
- de s'assurer du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques mis en place dans le groupe et pouvant avoir une incidence sur les comptes,
- d'une manière générale, de s'informer sur tout sujet susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière ou comptable du Groupe.

## 7. Compte rendu de l'activité du Comité des Comptes au cours de l'exercice 2010

Le Comité des Comptes se réunit aussi souvent que nécessaire. Au cours de l'exercice 2010, il s'est réuni deux fois, pour la préparation de l'arrêté des comptes annuels et des comptes semestriels. Le taux de présence a été de 71,4 %.

Assistent aux réunions du Comité des Comptes, le Directeur Financier, le Secrétaire Général ainsi que le Directeur des Risques de la Compagnie Plastic Omnium et les Commissaires aux Comptes. Le Comité a accès à d'autres collaborateurs du Groupe lorsqu'il le souhaite.

## 8. Limitations des pouvoirs des Directeurs Généraux

Le Conseil d'Administration du 26 septembre 2002 a décidé de ne pas dissocier les mandats de Président et de Directeur Général. M. Jean Burelle exerce la fonction de Président-Directeur

Général depuis cette date. M. Laurent Burelle et M. Paul Henry Lemarié exercent les fonctions de Directeur Général Délégué.

Le Conseil n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président-Directeur Général si ce n'est en matière de cautions, garanties et avals qui font l'objet d'un plafond fixé annuellement. Le Président-Directeur Général exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au Conseil d'Administration.

Le Président-Directeur Général et les deux Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs de représentation vis-à-vis des tiers.

## 9. Rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux

Le Conseil d'Administration exerce, dans son ensemble, les fonctions généralement déléguées à un Comité de sélection ou de nominations ainsi qu'à un Comité des rémunérations.

Le Conseil d'Administration se réunit en formation de Comité des Rémunérations, hors la présence des administrateurs membres de la Direction Générale, pour examiner les rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux et présenter ses recommandations au Conseil d'Administration. Après avoir pris connaissance de ces recommandations, le Conseil d'Administration fixe les rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux, les administrateurs concernés ne prenant pas part au vote.

Les informations sur les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux Dirigeants Mandataires Sociaux sont données en pages 125 à 129 dans le rapport de gestion social.

## 10. Informations complémentaires

Le présent rapport sera présenté à l'Assemblée Générale des actionnaires convoquée le 8 juin 2011. Les conditions et modalités de participation à cette Assemblée sont exposées dans les statuts de Burelle SA (article 16) ainsi que sur le site Internet [www.burelle.com](http://www.burelle.com).

En application des dispositions de l'article L. 225-100-3 du Code de Commerce, les informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique figurent dans le rapport de gestion en page 125 et dans les statuts de Burelle SA.

Le Code de Gouvernement d'Entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDEF est disponible au siège administratif de la Société et sur son site Internet [www.burelle.com](http://www.burelle.com)

## II - PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Ce rapport présente le système de contrôle interne de Burelle SA, holding financier du groupe Burelle, et des sociétés qu'elle contrôle. Il s'attache particulièrement à présenter les procédures destinées à assurer la fiabilité des comptes consolidés et du contrôle exercé sur les entités contrôlées majoritairement.

# Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2010

Compte-tenu de l'importance de la Compagnie Plastic Omnium dans les comptes consolidés du groupe Burelle SA, une grande partie de ce rapport traite des principales procédures relatives à cette société. Les autres sociétés du groupe Burelle sont soumises aux mêmes procédures ainsi qu'à des procédures spécifiques à leurs activités.

La Compagnie Plastic Omnium détient des participations significatives dont elle partage le contrôle avec des partenaires. Pour ces entités, elle examine et évalue régulièrement leur fonctionnement et exerce toute son influence pour qu'elles se conforment à ses exigences en matière de contrôle interne.

## 1. Objectifs en matière de procédures de contrôle interne et de gestion des risques

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques en vigueur au sein des sociétés constituant le groupe Burelle vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements,
- la mise en œuvre efficace et maîtrisée, notamment au regard des risques, des orientations fixées par la Direction Générale,
- le bon fonctionnement des processus internes, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs,
- la fiabilité des informations financières,
- la mobilisation des collaborateurs autour de valeurs communes et d'une vision partagée des risques pour contribuer à les réduire.

Les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques jouent un rôle important dans la conduite des activités des sociétés du groupe. Toutefois, ces dispositifs ne peuvent fournir une garantie absolue quant à l'atteinte des objectifs fixés, ni ne peuvent prétendre éliminer tous les risques affectant les sociétés du Groupe.

Principale filiale du groupe, la Compagnie Plastic Omnium travaille au développement de son dispositif de contrôle interne et de gestion des risques dans une démarche permanente de progrès qui s'appuie en particulier sur le guide de mise en œuvre du cadre de référence de l'AMF.

## 2. Description synthétique des procédures de contrôle interne et de gestion des risques

### A. Organisation générale

Burelle SA est le holding financier du groupe Burelle comprenant :

- la Compagnie Plastic Omnium, détenue directement à 54,7 % et présente dans l'industrie et les services,
- la société Sofiparc, filiale à 100 %, qui détient et gère un patrimoine immobilier constitué de bureaux et de terrains,
- la société Burelle Participations, société de capital-investissement contrôlée à 100 %.

Le groupe Burelle est animé et contrôlé par le **Comité Burelle** qui a notamment pour mission de définir les orientations stratégiques et de veiller à la bonne marche des affaires du groupe

en dehors des réunions des Conseils d'Administration des sociétés constituantes. Pour chacune des principales entités du groupe, il examine, entre autres, l'activité, les grands développements, les résultats mensuels, les budgets, leur suivi et la politique d'investissement. Il débat des questions importantes. Il est constitué du Président-Directeur Général de Burelle SA et des Directeurs Généraux Délégués. Il se réunit, d'une manière formelle, une fois par mois, sans compter les réunions et discussions informelles.

**Le Président-Directeur Général de Burelle SA** est Président ou membre des Conseils d'Administration/Comité de Surveillance de plusieurs sociétés du groupe. **Les Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA** exercent également des mandats sociaux au sein des principales filiales et sous-filiales du groupe dont la liste figure en fin de document. Ils sont ainsi en mesure d'exercer un contrôle sur les principales filiales de Burelle SA.

Organe de gestion opérationnelle et de pilotage, le **Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium** se réunit une fois par mois autour de la Direction Générale et des Directeurs de divisions, pour examiner de façon collégiale les activités et les perspectives et débattre des actions à mener.

Ce Comité de Direction examine de façon transversale des sujets relatifs aux activités commerciales, à l'organisation, aux investissements, aux affaires sociales et légales, à la sécurité et à l'environnement, à la recherche et au développement, aux opérations de fusion-acquisition et au financement. Chaque mois, il examine les résultats et la situation financière de la Compagnie Plastic Omnium par rapport à l'année précédente et au budget mensualisé. Il passe en revue les prévisions à trois mois au niveau du compte de résultat et des principaux éléments du bilan, dans une optique proactive. Chaque trimestre, il valide les révisions du budget et, en juin de chaque année, il analyse le plan stratégique à cinq ans, division par division.

Les grandes hypothèses et orientations de la Compagnie Plastic Omnium et de ses filiales sont arrêtées par la Direction Générale et présentées à leur Conseil d'Administration.

La Compagnie Plastic Omnium exerce un contrôle sur ses filiales et ses participations en étant représentée, directement ou indirectement, au sein de leur Conseil d'Administration.

**Le Conseil d'Administration de la Compagnie Plastic Omnium** examine l'ensemble des grandes hypothèses et orientations arrêtées par la Direction Générale.

Filiale immobilière, **Sofiparc** est une société par actions simplifiée dont le Président est M. Laurent Burelle, également Directeur Général Délégué de Burelle SA. Elle est dotée d'un Comité de Surveillance constitué de M. Jean Burelle, Président-Directeur Général de Burelle SA, M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué et Administrateur de Burelle SA, Mme Eliane Lemarié, Administrateur de Burelle SA et représentant permanent de Burelle SA au Conseil de la Compagnie Plastic Omnium et Melle Laurentine Burelle depuis le 23 février 2011. Le Comité de Surveillance a pour mission de contrôler la gestion de

la société par le Président, de délibérer sur la stratégie, de vérifier les comptes et de les contrôler.

Société de capital-investissement, **Burelle Participations** est dotée d'un Comité d'investissement comprenant M. Jean Burelle, Président-Directeur Général, et M. Paul-Henry Lemarié, Directeur Général Délégué, et les membres de l'équipe opérationnelle. Ce Comité se réunit chaque semaine pour examiner les propositions d'investissement et l'évolution du portefeuille. Chaque proposition d'investissement fait l'objet d'une présentation écrite à ce Comité qui a seul pouvoir de décider d'un investissement ou d'un désinvestissement.

Le Conseil d'Administration de Burelle Participations comprend M. Jean Burelle, Président-Directeur Général, M. Laurent Burelle, Directeur Général Délégué de Burelle SA, M. Paul-Henry Lemarié, Directeur Général Délégué, et Melle Valentine Burelle depuis le 25 mars 2011. Il se réunit deux fois par an pour arrêter les comptes annuels et semestriels. Il revoit l'activité, les engagements et leurs financements ainsi que la performance des investissements en portefeuille et leur valorisation. Il fixe le montant des capitaux alloués à l'activité de capital-investissement et s'assure de la conformité des activités avec les axes stratégiques définis.

**Le Conseil d'Administration de Burelle SA** valide les orientations stratégiques de Burelle SA et suit leur mise en œuvre. Il veille à la pérennité de ses filiales et à l'accroissement de leur valeur dans le temps.

## **B. Organisation du dispositif de Contrôle Interne et de Gestion des Risques**

La structure du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques est prioritairement conçue pour traiter les risques associés à la Compagnie Plastic Omnium, principale filiale de Burelle SA. La Présidence et la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium définissent les orientations qui servent de base à l'organisation et au fonctionnement du dispositif de Contrôle Interne et de Gestion des Risques. Ce dispositif repose sur le Référentiel de contrôle interne, qui regroupe un ensemble de règles et principes applicables, et sur la mise en œuvre de démarches permettant d'améliorer la gestion des risques majeurs de manière continue.

Ce dispositif s'organise autour de deux fonctions clés à savoir :

- une fonction de contrôle qui est exercée par les Directions opérationnelles, les Directions fonctionnelles centrales et l'Audit Interne qui constituent trois niveaux de contrôle distincts,
- une fonction de surveillance qui est exercée par la Présidence et la Direction Générale, la Direction des Risques, le Comité de Contrôle Interne et le Conseil d'Administration.

### **a. Le Référentiel de Contrôle Interne**

L'essentiel du dispositif de contrôle interne concerne la Compagnie Plastic Omnium, principal actif de Burelle SA. Le dispositif de contrôle interne de la Compagnie Plastic Omnium repose en premier lieu sur son Référentiel de Contrôle Interne qui regroupe l'ensemble des principes et des règles applicables dans

les sociétés qu'elle contrôle majoritairement. Le référentiel est constitué du **Code de Conduite**, des **Règles** et **Procédures** et du **Manuel de procédures comptables et financières**.

La Compagnie Plastic Omnium et toutes les sociétés du groupe Burelle attachent une importance particulière au respect des droits liés à la personne et des règles propices au développement durable. La Compagnie Plastic Omnium est signataire du pacte mondial **Global Compact** qui, avec le **Code de Conduite Plastic Omnium**, témoignent d'un esprit d'engagement responsable. Ces codes exposent les valeurs qui président aux comportements individuels et collectifs que la Compagnie Plastic Omnium entend promouvoir et qui déterminent les principes fondamentaux servant de fondement aux règles et aux procédures du contrôle interne.

En 2010, la Compagnie Plastic Omnium s'est dotée d'un Code de Conduite spécifique relatif au droit de la concurrence, déployé dans l'ensemble du Groupe dans le cadre d'un programme de compliance.

Le Code de Conduite s'applique à toutes les filiales et sociétés affiliées dans lesquelles la Compagnie Plastic Omnium détient une participation majoritaire. La Compagnie Plastic Omnium exerce toute son influence et ses droits pour encourager ses autres filiales à mettre en place des lignes de conduite cohérentes avec les dispositions de ce code. Il est également demandé aux employés de Burelle SA et de Burelle Participations de s'y conformer.

Le **Référentiel** définit les rôles des différentes directions, par niveaux de responsabilité, et aborde les thèmes suivants :

- Gouvernance et juridique,
- Ressources humaines,
- Trésorerie et financements,
- Ventes,
- Achats (exploitation et investissements),
- Immobilier,
- Systèmes d'information.

Les **Règles** traitent de l'exploitation courante comme des opérations non-courantes. Elles constituent une référence unique et globale en vue d'assurer le caractère cohérent et suffisant des processus de contrôle interne mis en œuvre au sein des sociétés du groupe.

La Compagnie Plastic Omnium dispose d'un **Manuel de procédures comptables et financières**, conforme aux normes IFRS, qui est régulièrement mis à jour. Ces procédures comptables sont applicables dans l'ensemble du périmètre de consolidation du groupe Burelle.

### **b. Gestion des risques**

Les principaux risques auxquels Burelle SA et ses filiales sont exposées sont présentés au chapitre « Gestion des risques » du rapport de gestion. Y sont décrites les principales démarches ou procédures visant à prévenir et à maîtriser ces risques de manière adaptée.

# Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2010

Les principaux risques identifiés sont relatifs à la Compagnie Plastic Omnium. Le dispositif de gestion des risques qu'elle a mis en place intègre un processus d'identification et d'analyse des risques principaux dont l'objectif est, d'une part, de vérifier la pertinence des démarches mises en œuvre et, d'autre part, d'engager des actions visant à renforcer ou compléter les démarches existantes. Cet exercice est animé par la Direction des Risques en collaboration avec les Directions opérationnelles et les Directions fonctionnelles. Ce dispositif fait l'objet d'une surveillance par la Direction Générale.

## c. Activités de contrôle

Au sein de la Compagnie Plastic Omnium, les Directions opérationnelles, les Directions fonctionnelles centrales et l'Audit Interne constituent les principaux acteurs du Contrôle Interne.

Les **Directions opérationnelles** mettent en œuvre les structures et moyens nécessaires à l'application satisfaisante des principes et des règles de Contrôle Interne dans leurs activités. Elles sont notamment responsables de l'identification des risques propres à leurs activités et du déploiement, dans une juste mesure, des démarches qui visent à en assurer la maîtrise.

Les **Directions fonctionnelles centrales** sont chargées, dans le domaine du Contrôle interne et de la Gestion des risques, d'analyser les risques propres à leurs fonctions et d'élaborer les schémas nécessaires à leur bon fonctionnement. Elles produisent et mettent à jour le Référentiel de Contrôle Interne et les démarches transversales de maîtrise des risques. Ce faisant, elles sont tenues de garantir la pertinence du Référentiel de Contrôle Interne au regard des normes, réglementations et lois en vigueur et de mettre en œuvre aux niveaux adéquats les moyens nécessaires à la communication de l'information qu'elles produisent.

La Compagnie Plastic Omnium dispose d'un **département d'audit interne centralisé. Rattaché à la Direction des risques, il dépend de la Direction Générale.** Ce département conduit des audits sur un périmètre comprenant toute société dont la Compagnie Plastic Omnium détient le contrôle seule ou conjointement. Il peut être appelé à intervenir dans les autres filiales de Burelle SA. Il rend compte de ses travaux au Comité de Contrôle Interne, organe de surveillance. Les entités auditées répondent aux recommandations issues des audits par des plans d'actions qui font l'objet d'un suivi systématique par les équipes de direction des divisions.

Aucune des missions réalisées en 2010 n'a révélé de défaillance majeure des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques.

Par ailleurs le département d'audit interne supervise les campagnes annuelles d'**autoévaluation** du contrôle interne, lancées depuis 2006. L'élaboration du questionnaire s'inspire notamment du guide d'application annexé au cadre de référence de l'AMF.

À noter que l'application des normes internationales relatives à la sécurité, à l'environnement et à la performance des démarches

d'assurance qualité, ainsi que les diligences des compagnies d'assurances et des clients, donnent lieu à des audits spécialisés récurrents réalisés par des organismes indépendants. Au 31 décembre 2010, 94 %, 93 % et 80 % des sites dépendants à au moins 50 % et éligibles étaient respectivement certifiés ISO-TS 16949 (ou ISO 9001), ISO 14001 et OHSAS 18001.

## d. Surveillance des activités de contrôle interne

La surveillance permanente du dispositif relatif au contrôle interne et à la gestion des risques incombe, au sein de la Compagnie Plastic Omnium, **à la Direction Générale, assistée de la Direction des Risques.**

**La Direction des Risques** exerce une surveillance critique sur le dispositif de contrôle interne au regard de sa mission particulière. Elle rend compte de ses analyses et de ses préconisations à la Direction Générale dont elle dépend directement ainsi qu'au Comité de Contrôle Interne. Elle anime la démarche d'identification des risques et pilote le plan destiné à en assurer la maîtrise.

## Un Comité de Contrôle Interne assure la coordination et la supervision générale du dispositif de contrôle interne.

Ce Comité est présidé par le Secrétaire Général de la Compagnie Plastic Omnium et comprend le Directeur Général Délégué, le Directeur des Ressources Humaines, le Directeur Financier, le Directeur des Risques, le Directeur de l'Audit Interne ainsi que des membres du Comité de Direction issus des deux pôles d'activité. Il rend compte de ses avis au Président-Directeur Général, dont il relaie les décisions ou orientations. Sa composition lui donne autorité pour formuler les instructions qui lui paraissent utiles et coordonner les efforts de l'ensemble des acteurs prenant part au dispositif de Contrôle interne et de Gestion des risques.

**Le Conseil d'Administration** veille à l'efficacité du dispositif de contrôle interne tel que défini et mis en œuvre par la Direction Générale. Dans le cadre de ses pouvoirs, il peut engager les vérifications et les mesures correctives qu'il juge nécessaires.

## 3. Contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable

### A. Principes d'élaboration de l'information financière

La Direction Financière de la Compagnie Plastic Omnium assure la gestion financière et comptable de la Compagnie Plastic Omnium, de Burelle SA et de ses deux autres filiales.

Les principes d'élaboration de l'information financière qui s'appliquent aux sociétés du groupe Burelle sont ceux qui ont été retenus par la Compagnie Plastic Omnium. L'homogénéité des états financiers du Groupe est garantie par l'adoption d'un plan de compte commun à toutes les entités qui en font partie. Ce plan tient compte de la spécificité des activités des différentes filiales. Il est défini par le département « normes et principes comptables », rattaché à la Direction Comptable et Fiscale de la Compagnie Plastic Omnium, qui est seule compétente pour le modifier.

Cette homogénéité est ensuite assurée par une gestion coordonnée des systèmes d'information qui concourent à la production de l'information financière de chaque filiale. Les processus de reporting et de consolidation des comptes sont standardisés et unifiés par l'utilisation d'un logiciel unique.

L'information financière est produite à l'occasion du reporting de trésorerie hebdomadaire, du reporting mensuel, de la consolidation biannuelle et du budget annuel. Toutes les sociétés contrôlées par Burelle SA entrent dans le périmètre de cette information.

### **B. Processus de reporting financier et processus de contrôle de la Compagnie Plastic Omnium**

La fonction comptable au sein de la Compagnie Plastic Omnium est décentralisée en filiale. Un premier niveau de contrôle et d'analyse des états financiers est assuré au niveau local, puis au niveau central dans chaque Division. Enfin, un troisième niveau de contrôle est assuré par la Direction Financière.

Le reporting mensuel est transmis en J+8 à la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium. Il est analysé tous les mois en Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium, avant d'être revu au sein du Comité Burelle avant la fin du mois.

Le reporting comprend un compte de résultat détaillé par destination ainsi qu'un suivi détaillé des coûts de production et de structure. Il donne également un tableau complet des flux de trésorerie, une prévision de l'activité pour les trois mois à venir ainsi qu'un reporting « Environnement et Sécurité ». Ces éléments sont fournis pour chaque filiale opérationnelle et pour chaque division de la Compagnie Plastic Omnium.

Le reporting établit une comparaison de ces différents éléments, en mensuel et en cumul, avec le réalisé de l'année précédente et le budget de l'année en cours. Il en analyse les principales variations.

Le processus budgétaire débute en septembre par l'élaboration du budget de l'année suivante par les filiales et divisions opérationnelles, pour soumission à la Direction Générale en novembre et validation en décembre, avant présentation au Conseil d'Administration. Ce budget est réestimé régulièrement. Ces réestimations sont un moyen de gestion permettant de mettre en œuvre, si nécessaire, des actions correctives et d'assurer une communication financière actualisée vis-à-vis de la communauté financière.

Le budget est établi dans la continuité du plan stratégique, approuvé en juillet de l'année précédente par la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium. Ce plan présente les comptes de résultat, les bilans prévisionnels et les tableaux de trésorerie des trois/cinq années suivant l'exercice en cours, en s'appuyant sur la stratégie commerciale, industrielle et financière du groupe et des divisions opérationnelles.

En matière de gestion de la trésorerie, Plastic Omnium Finance, société faisant office de banque interne, assure le financement des filiales que la Compagnie Plastic Omnium contrôle. Par son

intermédiaire, dans tous les pays où les règles locales le permettent, la Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie de ses filiales (« cash pooling ») et opère une compensation mensuelle de leurs dettes et créances mutuelles (« netting »). Elle gère ainsi leurs flux de financement et contrôle au quotidien leur situation de trésorerie.

De manière générale, aucune filiale du Groupe ne peut négocier de financement auprès d'un tiers sans l'accord de la Direction Générale. Les filiales financées directement par Plastic Omnium Finance disposent d'une ligne de crédit mensualisée, fixée à l'occasion de l'exercice budgétaire et autorisée par la Direction Générale. Tout tirage excédant 95 % du montant de cette ligne doit être justifié par le Directeur de la filiale ou le Directeur Général de la Division auprès du Président-Directeur Général. Par ailleurs, Plastic Omnium Finance centralise l'ensemble des opérations de couverture relatives aux risques de change ou de taux. Burelle SA, Sofiparc et Burelle Participations utilisent Plastic Omnium Finance pour leurs transactions courantes avec toute société appartenant au groupe de la Compagnie Plastic Omnium.

Un reporting de trésorerie est transmis chaque semaine à la Direction Générale. Il comprend la situation de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium, détaillée par filiale ou division et accompagnée d'une comparaison par rapport à la situation constatée lors de l'exercice précédent et par rapport à celle prévue au budget de l'année en cours.

En 2008, un audit des procédures de fonctionnement de la trésorerie et des opérations financières, conduit par un cabinet externe de rang international, a conclu à « une maîtrise appropriée des transactions et opérations financières de trésorerie ».

### **C. Suivi des investissements de Burelle Participations**

Tout investissement fait l'objet d'une présentation au Comité d'Investissement qui comprend M. Jean Burelle, Président-Directeur Général de Burelle SA et de Burelle Participations, et M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué de Burelle SA et de Burelle Participations. Un investissement ne peut être réalisé sans leur accord conjoint.

Tous les engagements pris au nom de Burelle Participations et toutes les demandes de décaissement doivent être signés par le Président-Directeur Général ou le Directeur Général Délégué qui sont seuls habilités à engager la société et à autoriser les paiements, sans limitation en termes de montants.

Une fois réalisé, chaque investissement de Burelle Participations fait l'objet d'une fiche détaillée résumant ses caractéristiques, son évolution et sa valorisation. Ces fiches sont présentées au Conseil d'Administration qui se réunit deux fois par an. Ce conseil comprend deux administrateurs externes à la Direction Générale de Burelle Participations, en la personne de M. Laurent Burelle, Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium et Directeur Général Délégué de Burelle SA, et de M. Jean-Michel Szczerba, Directeur Général Délégué de la Compagnie Plastic Omnium. Le portefeuille est valorisé à sa juste valeur deux fois par an, lors des arrêtés semestriel et annuel, en conformité avec les méthodes de valorisation publiées en

## Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2010

septembre 2009 par le Comité Exécutif de l'*International Private Equity & Venture Capital Valuation* (IPEV).

En outre, Burelle Participations établit, au moins une fois par an, un plan à trois ans qui a pour objectif de valider la stratégie et d'estimer le montant des engagements, la performance attendue du portefeuille ainsi que les besoins en trésorerie. Ce plan est mis à jour périodiquement et soumis à l'accord du Conseil d'Administration, avec le budget annuel, en octobre.

Les investissements en portefeuille font l'objet d'un reporting financier périodique émis par les gestionnaires des fonds ou des sociétés. Pour les investissements en mezzanine, le reporting financier mensuel est formalisé dans les contrats. Les fonds sont également astreints à un reporting trimestriel où il est rendu compte de la performance et de la situation financière des sociétés en portefeuille. Ils émettent généralement une valorisation semestrielle de leur actif net, certifiée par les commissaires aux comptes. Les investissements directs en capital sont suivis grâce à un reporting généralement trimestriel. Ces rapports sont régulièrement complétés par des entretiens avec les différents intervenants, qu'il s'agisse des dirigeants, des banques participant aux montages financiers ou des co-investisseurs.

Après analyse, ces informations sont présentées au Comité d'investissement hebdomadaire qui décide, le cas échéant, des actions à prendre. Chaque semaine, le Comité d'investissement revoit les reportings reçus depuis la dernière réunion, l'évolution de la valorisation du portefeuille et la position de trésorerie. Il examine les nouveaux investissements. Un reporting est établi mensuellement.

### **D. Processus de reporting financier et processus de contrôle de Burelle SA et Sofiparc**

Burelle SA et Sofiparc sont intégrées au processus budgétaire dans les mêmes conditions que les sociétés de la Compagnie Plastic Omnium. Sofiparc fait l'objet d'un reporting mensuel selon le format groupe appliqué par la Compagnie Plastic Omnium.

Toute dépense est soumise à l'autorisation du Président pour Sofiparc, et du Président-Directeur Général ou d'un des Directeurs Généraux Délégués pour Burelle SA. Les paiements ne sont effectués qu'après validation par les personnes habilitées. Le Président-Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA, ainsi que le Président de Sofiparc, sont habilités à autoriser les règlements sans limite de montant.

Aucun incident notable et significatif ni aucun manquement remarquable n'a été relevé en 2010 qui puisse remettre en cause l'efficacité du contrôle interne et de la gestion des risques décrits ci-dessus.

### **PLAN D' ACTIONS POUR 2011**

Au sein du groupe Burelle, les plans d'actions pour 2011 les plus significatifs concernent la Compagnie Plastic Omnium qui prévoit de compléter certaines procédures pour en renforcer la pertinence et en faciliter l'appropriation par les opérationnels. Cette démarche couvre les procédures de contrôle interne, les procédures comptables et financières et les mesures de maîtrise des risques.

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président

Établi en application de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Burelle SA.  
Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Burelle SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil d'Administration de votre Société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la Société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de Commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

## **Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

## **Autres informations**

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

Fait à Paris et Courbevoie, le 15 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

**CAILLIAU, DEDOUIT et ASSOCIÉS**  
Jean-Jacques DEDOUIT

**MAZARS**  
Jérôme de PASTORS



## Comptes sociaux

- 124 Rapport de gestion
  - 124 Éléments financiers
  - 124 Capital social
  - 124 Actionnariat
  - 125 Pactes d'actionnaires
  - 125 Évolution boursière
  - 125 Rémunérations des mandataires sociaux
  - 129 Programme d'achat d'actions
  - 129 Projet d'affectation du résultat
  - 130 Information sur les délais de paiement
  - 130 Autres éléments d'information
- 131 Compte de résultat
- 132 Bilan avant affectation du résultat
- 133 Tableau des flux de trésorerie
- 134 Annexe aux comptes annuels
- 139 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2010
- 140 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels
- 141 Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions et Engagements réglementés
- 143 Textes des résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 2011
- 145 Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2010
- 148 Résultats financiers des cinq derniers exercices

# Rapport de gestion

## ÉLÉMENTS FINANCIERS

Les produits d'exploitation de Burelle SA s'élèvent à 5,0 millions d'euros contre 4,5 millions d'euros en 2009. Cette évolution résulte des facturations de services rendus aux filiales, notamment à la Compagnie Plastic Omnium et sa filiale Plastic Omnium Gestion, ainsi qu'à Sofiparc, lesquels services constituent le chiffre d'affaires de Burelle SA.

Le résultat d'exploitation de l'exercice reflète, pour l'essentiel, les charges liées au statut de holding de Burelle SA. Il s'établit à -4,5 millions d'euros contre -4,4 millions d'euros en 2009.

Les produits financiers de 7,7 millions d'euros sont constitués des dividendes versés par la Compagnie Plastic Omnium (6,8 millions d'euros), Sofiparc (0,8 million d'euros) et Burelle Participations (0,1 million d'euros). En 2009, ils s'élevaient à 5,5 millions d'euros et comprenaient une reprise de la dépréciation des actions propres constituée en 2008 (1,6 million d'euros), ainsi que des dividendes de 3,9 millions d'euros en provenance de la Compagnie Plastic Omnium (3,4 millions d'euros), Sofiparc (0,4 million d'euros) et Burelle Participations (0,1 million d'euros).

Les charges financières s'élèvent à 0,2 million d'euros au lieu de 0,3 million d'euros en 2009. Au total, le résultat financier est positif à hauteur de 7,5 millions d'euros contre 5,3 millions d'euros en 2009.

En 2010, Burelle SA a effectué une dotation complémentaire de 6 millions d'euros à la provision pour risques constituée en 2008 au titre de la garantie de passif conclue lors de la cession de la Compagnie Signature. Plafonnée initialement à 11 millions d'euros, cette garantie a donné lieu à un paiement de 0,6 million d'euros en 2009. Fin décembre 2010, Burelle SA a été informée de la mise en œuvre de l'intégralité du solde de la garantie de 10,4 millions d'euros, deux sociétés du groupe Signature ayant été condamnées à une amende, avec d'autres sociétés du secteur de la signalisation verticale, par l'Autorité de la Concurrence pour des pratiques anticoncurrentielles antérieures à la date de cession. Ces deux sociétés ont interjeté appel en janvier 2011. Avec la dotation complémentaire de 6 millions d'euros, l'appel du solde de la garantie est totalement provisionné.

Compte tenu de cette dotation enregistrée en charge exceptionnelle et après prise en compte d'un gain de 0,3 million d'euros résultant des opérations d'animation du cours de bourse dans le cadre du contrat de liquidité, le résultat exceptionnel est négatif à hauteur de 5,7 millions d'euros. En 2009, les opérations d'animation du cours de bourse avaient généré une perte enregistrée en résultat exceptionnel de 1,1 million d'euros.

Burelle SA est la société-mère d'un groupe fiscal qui intègre la société Sofiparc. À ce titre, elle a comptabilisé, en 2010, un crédit d'impôt provenant de Sofiparc pour 1,1 million d'euros contre 1,0 million d'euros en 2009.

Compte tenu de tous ces éléments, le résultat net est en perte pour 1,6 million d'euros en 2010, alors qu'il était bénéficiaire de 0,8 million d'euros en 2009.

Le pourcentage de détention directe de Burelle SA dans le capital de la Compagnie Plastic Omnium est resté inchangé sur l'exercice à 54,7%. Sofiparc et Burelle Participations sont toujours contrôlées à 100% par Burelle SA.

À fin 2010, l'endettement net social est en baisse de 4 millions d'euros, à 18,1 millions d'euros contre 22,1 millions d'euros à fin 2009.

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général de Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 320 euros correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

## CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2010, le capital de 28 054 545 euros est divisé en 1 870 303 actions de 15 euros de valeur nominale. Il n'a pas varié au cours de l'exercice 2010.

Au 31 décembre 2010, Burelle SA détenait 121 575 actions propres soit 6,50% du capital social.

## ACTIONNARIAT

Au 31 décembre 2010, la famille Burelle détient 77,13% de Burelle SA, directement ou indirectement par son contrôle exercé sur la société Sogec 2, actionnaire à 35,05% de Burelle SA, et sur la société Compagnie Financière de la Cascade, actionnaire à 21,30% de Burelle SA. À la connaissance de la société, aucun autre actionnaire ne possède 5% ou plus du capital social. Au 31 décembre 2010, la famille Burelle détient, directement ou indirectement, 90,30% des droits de vote.

Au 31 décembre 2010, il n'existe pas de plan d'épargne d'entreprise ou de fonds commun de placement d'entreprise comportant des actions de la société. Les salariés ne disposent pas non plus d'actions au titre de l'actionariat prévu par les articles L. 225-197 du Code de Commerce, ni au titre de la participation aux résultats de l'entreprise.

Sous réserve du droit de vote double mentionné ci-après, aucun privilège n'est attaché à une catégorie spéciale d'actions ou à une catégorie spéciale d'actionnaires.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions est attribué à toutes les actions pour lesquelles il est justifié d'une inscription depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire. Ce droit est conféré, dès leur émission, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action transférée en propriété perd ce droit de vote double ; néanmoins le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de trois ans, s'il est en cours. La fusion de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante si les statuts de celle-ci le prévoient.

Au 31 décembre 2010, Burelle SA comptait 1 425 836 actions ayant un droit de vote double.

À la date du présent document, il n'existe à la connaissance de Burelle SA, aucun accord relatif à une option sur une entité membre du Groupe Burelle, ni aucun accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle.

#### PACTES D'ACTIONNAIRES

Sogec 2, la Compagnie Financière de la Cascade et les membres de la famille Burelle ont souscrit en 2004, 2005, 2006, 2008 et 2010, à des engagements de conservation d'actions Burelle SA au titre des articles 885-1 bis et 787-B du Code Général des Impôts.

#### ÉVOLUTION BOURSIÈRE

Le cours de bourse de Burelle SA s'est fortement apprécié en 2010. Au 31 décembre 2010, il s'élevait à 200 euros contre 78,99 euros à fin décembre 2009 soit une hausse de 153,2 %. Sur la même période, le CAC All-Tradable a progressé de seulement 0,4 %.

La capitalisation boursière de Burelle SA au 31 décembre 2010 s'élève à 374,1 millions d'euros.

#### RÉMUNÉRATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions prévues à l'Article L.225-102.1 du Code de Commerce et aux recommandations AFEP-MEDEF du 6 octobre 2008 sur les rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux des sociétés cotées, il est rendu compte de la rémunération totale et des avantages en nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social.

### 1. Synthèse des rémunérations brutes et des options et actions attribuées à chaque Dirigeant Mandataire Social

En euros	Exercice 2010	Exercice 2009
<b>M. Jean BURELLE</b> <b>Président-Directeur Général</b>		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au 2 ci-dessous)	1 474 783	1 171 433
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détail au 4 ci-dessous)	0	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au 6 ci-dessous)	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 474 783</b>	<b>1 171 433</b>

En euros	Exercice 2010	Exercice 2009
<b>M. Laurent BURELLE</b> <b>Directeur Général Délégué</b>		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au 2 ci-dessous)	2 808 039	1 808 734
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détail au 4 ci-dessous)	1 280 000	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au 6 ci-dessous)	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>4 088 039</b>	<b>1 808 734</b>

# Rapport de gestion

En euros	Exercice 2010	Exercice 2009
<b>M. Paul Henry LEMARIÉ</b> Directeur Général Délégué		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au 2 ci-dessous)	1 454 746	1 151 017
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détail au 4 ci-dessous)	768 000	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au 6 ci-dessous)	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>2 222 746</b>	<b>1 151 017</b>

## 2. Récapitulatif des rémunérations brutes de chaque Dirigeant Mandataire Social

En euros	Exercice 2010		Exercice 2009	
<b>M. Jean BURELLE</b> Président-Directeur Général				
Rémunération fixe	80 589	80 589	78 446	78 446
Rémunération variable	1 304 506	1 002 700	1 006 375	1 005 604
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	89 688	89 688	86 612	86 612
Avantages en nature	Véhicule de fonction	Véhicule de fonction		
<b>TOTAL</b>	<b>1 474 783</b>	<b>1 172 977</b>	<b>1 171 433</b>	<b>1 170 662</b>

En euros	Exercice 2010		Exercice 2009	
<b>M. Laurent BURELLE</b> Directeur Général Délégué				
Rémunération fixe	80 589	80 589	78 446	78 446
Rémunération variable	2 609 012	1 845 239	1 613 826	1 612 591
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	118 438	118 438	116 462	116 462
Avantages en nature	Véhicule de fonction	Véhicule de fonction		
<b>TOTAL</b>	<b>2 808 039</b>	<b>2 044 266</b>	<b>1 808 734</b>	<b>1 807 499</b>

En euros	Exercice 2010		Exercice 2009	
<b>M. Paul Henry LEMARIÉ</b> Directeur Général Délégué				
Rémunération fixe	80 589	80 589	78 446	78 446
Rémunération variable	1 304 506	1 002 700	1 006 375	1 005 604
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	69 651	69 651	66 196	66 196
Avantages en nature	Véhicule de fonction	Véhicule de fonction		
<b>TOTAL</b>	<b>1 454 746</b>	<b>1 152 940</b>	<b>1 151 017</b>	<b>1 150 246</b>

Les rémunérations variables versées par Burelle SA ont pour base la capacité d'autofinancement consolidée du Groupe Burelle après impôts et intérêts payés. Au cours de l'année 2010, aucune rémunération de nature exceptionnelle n'a été versée.

Chacun de ces dirigeants dispose d'un véhicule de fonction. Aucun autre avantage en nature ne leur est alloué.

Des prestations de services intégrant principalement les rémunérations de Direction Générale présentées ci-dessus font l'objet de facturations aux filiales directes et indirectes de Burelle SA, notamment à la Compagnie Plastic Omnium et à sa filiale Plastic Omnium Gestion, ainsi qu'à Sofiparc. Cette facturation a pour base l'estimation du temps passé par chaque Directeur Général au profit de chaque société facturée.

### 3. Jetons de présence

#### 3.1 Versés par Burelle SA

<i>En euros</i>	Jetons de présence versés en 2010	Jetons de présence versés en 2009
<b>Membres du Conseil</b>		
M. Jean BURELLE	29 595	25 577
M. Laurent BURELLE	20 444	18 828
M. Paul Henry LEMARIÉ	20 444	18 828
M. Patrice HOPPENOT	13 945	16 128
M. Dominique LEGER	29 044	24 928
Mme Eliane LEMARIÉ	20 444	18 828
M. Henri MOULARD	20 444	18 828
M. Philippe SALA	26 945	24 227
M. François de WENDEL	23 695	18 828
<b>TOTAL</b>	<b>205 000</b>	<b>185 000</b>

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 2 avril 2010, a fixé la répartition des jetons de présence comme suit :

- Président : 6 300 € par séance du Conseil
- Administrateurs : 3 250 € par séance du Conseil
- Président du Comité des Comptes : 4 300 € par séance du Comité
- Membre du Comité des Comptes : 3 250 € par séance du Comité
- Solde réparti proportionnellement entre les Administrateurs

#### 4. Options de souscription ou d'achat d'actions de la Compagnie Plastic Omnium attribuées durant l'exercice à chaque Dirigeant Mandataire Social

Il n'existe aucune option de souscription ou d'achat d'actions de Burelle SA. Les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées au cours de l'exercice portent sur des actions de la Compagnie Plastic Omnium.

Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire Social	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Prix d'exercice	Période d'exercice
<b>M. Laurent BURELLE</b> Directeur Général Délégué	50 000	Avril 2010	Achat	1 280 000	25,60 €	Avril 2014 à mars 2017
<b>M. Paul Henry LEMARIÉ</b> Directeur Général Délégué	30 000	Avril 2010	Achat	768 000	25,60 €	Avril 2014 à mars 2017

#### 3.2 Versés par les sociétés contrôlées par Burelle SA

<i>En euros</i>	Jetons de présence versés en 2010	Jetons de présence versés en 2009
<b>Mandataire Social</b>		
M. Jean BURELLE	60 094	61 035
M. Laurent BURELLE	97 994	97 634
M. Paul Henry LEMARIÉ	49 207	47 368
<b>TOTAL</b>	<b>207 295</b>	<b>206 037</b>

# Rapport de gestion

## 5. Options de souscription ou d'achat d'actions de la Compagnie Plastic Omnium levées durant l'exercice par chaque Dirigeant Mandataire Social

Il n'existe aucune option de souscription ou d'achat d'actions de Burelle SA. Les options de souscription ou d'achat d'actions levées au cours de l'exercice portent sur des actions de la Compagnie Plastic Omnium.

Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire Social	Date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
<b>M. Jean BURELLE</b> Président-Directeur Général	2005	18 000	21,15 €
<b>M. Laurent BURELLE</b> Administrateur Directeur Général Délégué	2005	263	21,15 €
<b>M. Paul Henry LEMARIÉ</b> Administrateur Directeur Général Délégué	2003 2005	6 000 36 000	27,06 € 21,15 €

## 6. Actions de performance attribuées à chaque Dirigeant Mandataire Social

Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire social	Actions de performance attribuées durant l'exercice	Date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions	Date d'acquisition	Date de disponibilité
<b>M. Jean BURELLE</b> Président-Directeur Général	0	-	0	-	-	-
<b>M. Laurent BURELLE</b> Directeur Général Délégué	0	-	0	-	-	-
<b>M. Paul Henry LEMARIÉ</b> Directeur Général Délégué	0	-	0	-	-	-

## 7. Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque Dirigeant Mandataire Social

Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire Social	Actions de performance devenues disponibles pour les Dirigeants Mandataires Sociaux	Date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Conditions d'acquisition
<b>M. Jean BURELLE</b> Président-Directeur Général	0	-	0	-
<b>M. Laurent BURELLE</b> Directeur Général Délégué	0	-	0	-
<b>M. Paul Henry LEMARIÉ</b> Directeur Général Délégué	0	-	0	-

Enfin, le Conseil d'Administration de Burelle SA a décidé, au cours de l'année 2003, la mise en place d'un plan de retraite complémentaire dont bénéficient les Dirigeants Mandataires Sociaux ainsi que les membres du Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium; celui-ci assure, aux bénéficiaires, une rente de retraite égale à 1% de la moyenne de leur rémunération au cours des cinq années précédant leur départ en retraite par année d'ancienneté, sous condition d'une ancienneté minimale de sept années au sein du Groupe et plafonnée à 10%. L'engagement de la société vis-à-vis des Dirigeants Mandataires Sociaux au titre de ce plan de retraite à prestations définies s'est accru de 951,2 K€ au cours de l'exercice 2010. Les autres régimes de retraite dont bénéficient les Dirigeants Mandataires Sociaux sont identiques à ceux mis en place au profit des collaborateurs du Groupe ayant le statut cadre.

### PROGRAMME D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 décembre 2010, Burelle SA détenait 121 575 actions propres soit 6,50 % du capital social.

Au cours de l'exercice, 6 186 actions ont été vendues à un prix moyen de 164,74 euros par action et 3 086 actions ont été achetées à un prix moyen de 145,05 euros par action. Ces opérations ont été effectuées dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI conclu avec un prestataire de service d'investissements conformément à l'autorisation donnée à votre société lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 2010, statuant en application des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003.

L'autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 2010 a autorisé la société à procéder à l'achat de ses propres actions en vue :

- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,

- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de AMAFI,
- de l'attribution d'actions gratuites à des salariés et mandataires sociaux du Groupe dans le cadre des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de Commerce,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions à des salariés et mandataires sociaux du Groupe.

L'affectation du portefeuille d'actions propres détenues au 31 décembre 2010 est donc la suivante :

■ Contrat de liquidité :	11 072 actions
■ Croissance externe :	93 515 actions
■ Annulation :	16 988 actions

**Total : 121 575 actions**

### PROJET D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le résultat net de Burelle SA, pour l'exercice 2010 est en perte de 1 588 048,59 euros.

Le bénéfice distribuable atteint 29 255 827,01 euros et se décompose comme suit :

■ report à nouveau disponible à fin 2010 :	30 843 875,60 €
■ résultat de l'exercice 2010 :	- 1 588 048,59 €

**Bénéfice distribuable : 29 255 827,01 €**

Sur ce bénéfice, nous vous proposons la distribution d'un dividende total de 2 805 454,50 euros, soit pour chacune des actions qui composent le capital social, un dividende de 1,50 euro par action au lieu de 0,75 euro en 2009. La somme ainsi répartie entre les actionnaires est intégralement éligible à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

# Rapport de gestion

Si vous approuvez cette proposition, les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le bénéfice distribuable dont nous vous proposons d'affecter le solde, soit 26 450 372,51 euros en report à nouveau.

Les dividendes non versés en raison des actions propres détenues par Burelle SA au moment de leur mise en paiement seront affectés en report à nouveau.

Nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices, dividendes non versés sur actions propres déduits, ont été les suivants :

	2009	2008	2007
Nombre d'actions ayant droit au dividende	1 745 386	1 797 087	1 858 613
Dividende distribué	0,75 €	0,50 €	0,85 €

## INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions de l'article L 441-6-1, al. 1 du Code de Commerce, nous vous indiquons la décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs, par date d'échéance :

En Euros	Solde des dettes fournisseurs			
	à 30 jours	à 60 jours	à 90 jours	à 120 jours
Exercice 2010	42 743	24 993	2 556	-

## AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION

Après avoir entendu lecture des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels et sur les comptes consolidés, ainsi que du rapport spécial établi conformément aux prescriptions de l'article L. 225-40 du Code de Commerce, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes sociaux et consolidés qui vous ont été communiqués, et, en conséquence, de donner quitus de leur gestion aux membres du Conseil d'Administration pour les opérations conduites pour l'exercice 2010.

Dans le cadre des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, nous vous proposons ensuite de renouveler l'autorisation donnée à votre société lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 2010, de procéder à l'achat de ses propres actions en vue :

- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de AMAFI,
- de l'attribution d'actions gratuites à des salariés et mandataires sociaux du Groupe dans le cadre des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de Commerce,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions à des salariés et mandataires sociaux du Groupe ;

dans les conditions suivantes :

- le prix maximum auquel les actions seront acquises est de 400 euros par action,
- le nombre maximum d'actions susceptibles d'être achetées, correspond légalement à 10 % du nombre total des actions composant le capital social à la date de la présente Assemblée, soit 187 030 actions,
- les rachats d'actions seront effectués par tous moyens, sur le marché boursier, de gré à gré ou par achats de blocs, sans limitation particulière pour ces acquisitions de blocs.

Il vous est proposé de renouveler cette autorisation à votre Conseil d'Administration pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée.

Par ailleurs, il vous est proposé de renouveler, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de M. Patrice Hoppenot.

Enfin, nous vous proposons de porter le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration de 205 000 euros à 225 000 euros et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

En complément de ces informations, vous trouverez en fin du présent rapport annuel, la liste des mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social, ainsi que le tableau des résultats des cinq derniers exercices, lesquels font partie intégrante du rapport de gestion.

# Compte de résultat

(en milliers d'euros)

	Notes	2010	2009
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>E</b>	<b>5 036</b>	<b>4 481</b>
Achats et charges externes	F	(1 379)	(1 467)
Impôts et taxes		(333)	(346)
Charges de personnel		(7 581)	(6 837)
Dotations aux amortissements et provisions	G	(31)	(39)
Autres charges		(209)	(187)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(4 497)</b>	<b>(4 395)</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>H</b>	<b>7 485</b>	<b>5 283</b>
<b>RÉSULTAT COURANT</b>		<b>2 987</b>	<b>888</b>
Résultat exceptionnel	I	(5 706)	(1 079)
Résultat avant impôts		(2 719)	(191)
Impôts sur les bénéfices	J	1 131	1 036
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>(1 588)</b>	<b>845</b>

## Bilan avant affectation du résultat

En milliers d'euros

	Notes	Valeurs brutes	Amortissements	2010 Montants nets	2009 Montants Nets
<b>ACTIF</b>					
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>					
Immobilisations incorporelles		4	3	1	2
Immobilisations corporelles	K	437	407	30	61
Immobilisations financières	L	126 865		126 865	126 073
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ</b>		<b>127 306</b>	<b>410</b>	<b>126 896</b>	<b>126 136</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					
Créances clients	M	2 042		2 042	705
Créances financières Groupe	M	0		0	675
Autres créances	M	200		200	800
Disponibilités	N	936		936	1 283
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>		<b>3 178</b>	<b>0</b>	<b>3 178</b>	<b>3 463</b>
Charges constatées d'avance		46		46	16
<b>TOTAL</b>		<b>130 530</b>	<b>410</b>	<b>130 120</b>	<b>129 615</b>

Notes

2010

2009

Montants  
avant affectation  
du résultat

### PASSIF

#### CAPITAUX PROPRES

Capital social	O		28 055	28 055
Primes d'émission, de fusion, d'apport	P		16 494	16 494
Réserves et report à nouveau	Q		52 867	53 331

#### RÉSULTAT DE L'EXERCICE

(1 588)

845

#### TOTAL CAPITAUX PROPRES

95 828

98 725

Provisions pour risques et charges

R

10 443

4 442

#### DETTES

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			18 010	16 385
<i>Dont concours bancaires courants</i>			260	185
Emprunts et dettes financières divers			1 130	6 683
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			259	239
Dettes fiscales et sociales			4 388	3 079
Autres dettes			62	62

#### TOTAL DES DETTES

S

23 849

26 448

#### TOTAL

130 120

129 615

# Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros

	2010	2009
<b>TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>5</b>	<b>33</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ</b>		
Résultat de l'exercice	(1 588)	845
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	6 032	(2 137)
<i>dont dotations nettes aux amortissements et provisions</i>	6 032	(2 134)
<i>dont plus-values nettes de cessions</i>		(3)
Capacité d'autofinancement	4 443	(1 292)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	56	631
<i>dont créances d'exploitation</i>	(1 273)	(604)
<i>dont dettes d'exploitation</i>	1 329	1 235
<b>FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ</b>	<b>4 499</b>	<b>(661)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Acquisitions ou augmentations d'immobilisations financières		(3 943)
Acquisitions d'actions propres sous contrat de liquidité	(448)	(247)
Cessions, réductions d'immobilisations financières	25	
Cessions d'actions propres sous contrat de liquidité	725	1 417
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>302</b>	<b>(2 773)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Réduction de capitaux propres		
Dividendes versés	(1 309)	(898)
Variation des dettes financières à long et moyen terme	1 550	5 800
Variation des créances financières à court terme	1 180	(766)
Variation des dettes financières à court terme	(5 552)	(730)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(4 131)</b>	<b>3 406</b>
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>671</b>	<b>(28)</b>
<b>TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>676</b>	<b>5</b>

# Annexe aux comptes annuels

En milliers d'euros

	2010
<b>STRUCTURE FINANCIÈRE</b> (en milliers d'euros)	
Capital	28 056
Capitaux propres	95 828
Provisions	10 443
Dettes financières nettes	18 141
Valeurs immobilisées nettes	126 896
Total du bilan	130 120
<b>ACTIVITÉ</b> (en milliers d'euros)	
Produits d'exploitation	5 036
Résultat d'exploitation	(4 497)
Résultat courant avant impôts	2 987
Résultat net	(1 588)
Résultat net par action (en euros)	(0,85)

## I - PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

La société Burelle SA a établi ses comptes selon les principes et méthodes du Plan Comptable Général français (Règlement CRC 99-03 modifié par les règlements du Comité de la Réglementation Comptable et de l'Autorité des Normes Comptables).

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes 2010 sont identiques à ceux de l'exercice 2009. Les principales méthodes sont les suivantes :

### A - Immobilisations incorporelles

Il s'agit essentiellement de marques et de brevets qui font l'objet d'un amortissement sur 20 ans.

### B - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et les amortissements sont calculés sur le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

■ Agencements – Aménagements des constructions	10 ans
■ Véhicules	5 ans
■ Mobilier de bureau	5 ans
■ Matériel informatique	4 ans

### C - Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. S'il y a lieu, une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'inventaire est déterminée notamment en tenant compte de la quote-part de la situation nette ou des perspectives de rentabilité au regard des conditions actuelles de marché.

## D - Actions propres et valeurs mobilières de placement

Les achats d'actions propres ont été autorisés par les Assemblées Générales Ordinaires antérieures et effectués en vue de leur utilisation :

- dans le cadre d'un contrat de liquidité par un prestataire de service d'investissements et géré conformément à la charte de déontologie de l'Association Française des marchés financiers (AMAFI) approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers,
- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions ou d'actions gratuites aux salariés et mandataires sociaux du Groupe,
- de la conservation des actions acquises et de leur remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Le classement comptable des actions propres dépend de la finalité de détention :

- les actions propres détenues, en vue de rémunérer d'éventuelles opérations de croissance externe, pour des réductions de capital ou acquises dans le cadre du contrat de liquidité, sont comptabilisées en titres immobilisés,
- les actions propres affectées à l'exercice des options d'achat d'actions consenties dans le cadre des programmes de stock options, ou destinées à des plans futurs, mais encore en attente d'affectation, sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement. À ce jour, il n'existe pas de programme de stock options chez Burelle S.A.

Le poste « valeurs mobilières de placement » enregistre les achats de fonds commun de placement.

Les actions propres et les valeurs mobilières de placement sont évaluées par catégorie de titres (titres immobilisés, titres acquis dans le cadre du contrat de liquidité, autres valeurs mobilières de placement) selon l'approche « P.E.P.S » dite Premier Entré Premier Sorti.

La valeur brute correspond au prix d'acquisition ; une dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur brute est supérieure à la valeur de marché qui correspond à la valeur liquidative ou à la valeur boursière (moyenne des cours du mois précédant la clôture des comptes).

## II - NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### E - Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation

La répartition de ces produits est la suivante :

	2010	2009
<b>PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>		
Prestations de services	4 632	4 137
Commission de gestion et d'animation	338	344
Autres	66	0
<b>PAR MARCHÉS GÉOGRAPHIQUES</b>		
France	5 036	4 481
Étranger	0	0

Les produits d'exploitation de l'exercice correspondent, pour l'essentiel, à la facturation aux principales filiales de prestations de services de Direction Générale couvrant la coordination et l'animation des activités du Groupe.

La société Burelle SA a conclu une convention de services rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du Groupe Burelle SA. Aux termes de cette convention, Burelle SA facture à la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Gestion SNC et Sofiparc des prestations de services de Direction Générale selon des clés de refacturation qui ont été approuvées par le Conseil d'Administration de Burelle SA le 4 avril 2008.

Au titre de l'exercice 2010, cette facturation de prestations de services de Direction Générale représente un total de 4 632 K€, se décomposant comme suit :

	2010	2009
Plastic Omnium Gestion SNC	3 343	3 008
Sofiparc SAS	224	157
Compagnie Plastic Omnium SA	1 065	972
<b>Total</b>	<b>4 632</b>	<b>4 137</b>

Par ailleurs, la société Burelle SA a conclu avec Burelle Participations SA une convention de services rémunérant le rôle de ses dirigeants dans l'animation et la gestion de Burelle Participations. Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 4 avril 2008.

Le montant de la commission de gestion et d'animation due par Burelle Participations à Burelle SA, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, s'est élevé à 338 K€ hors taxes.

Enfin, Burelle Participations sous-loue une partie des bureaux de Burelle SA. Cette sous-location a donné lieu à une facturation de 66 K€ en 2010.

### F - Achats et charges externes

	2010	2009
Honoraires	237	270
Publications et communication	169	158
Services bancaires et assimilés	189	211
Locations et charges locatives	274	319
Autres achats et charges externes	510	509
<b>Total</b>	<b>1 379</b>	<b>1 467</b>

### G - Variations des amortissements et provisions

	2009	+	-	2010
<b>SUR ÉLÉMENTS DE L'ACTIF</b>				
Brevets	2			2
Agencements – Aménagements des constructions	245	30		275
Véhicules de tourisme	43	1		44
Mobilier, matériel informatique	89			89
Autres titres immobilisés	0			0
Valeurs mobilières de placement	0			0
<b>Total</b>	<b>379</b>	<b>31</b>	<b>0</b>	<b>410</b>

<b>SUR ÉLÉMENTS DE PASSIF</b>				
Provisions	4 442	6 001		10 443
<b>Total</b>	<b>4 442</b>	<b>6 001</b>	<b>0</b>	<b>10 443</b>

<b>Dont</b>	Augmentations		Diminutions	
Dotations et reprises d'exploitation		31		
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles	6 000			
<b>Total</b>		<b>6 031</b>		<b>0</b>

La principale dotation de l'exercice 2010 concerne la garantie de passif conclue, lors de la cession de la Compagnie Signature SAS, avec Plastic Omnium Environnement, anciennement Plastic Omnium Services.

Le 22 décembre 2010, deux sociétés du groupe Signature ont été condamnées à une amende, avec d'autres sociétés du secteur de la signalisation routière verticale, par l'Autorité de la Concurrence pour des pratiques anticoncurrentielles antérieures à la date de cession. Ces deux sociétés ont interjeté appel en janvier 2011.

# Annexe aux comptes annuels

En milliers d'euros

Cette condamnation entrant dans le champ d'application de la garantie de passif, Burelle SA a constitué une dotation complémentaire de 6 000 K€ pour porter la provision jusqu'à hauteur du plafond résiduel de la garantie soit 10 435 K€.

## H - Résultat financier

	2010	2009
Produits de participation	7 667	3 933
Produits et charges d'intérêts	(183)	(262)
Dotations et reprises sur provisions	0	1 609
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	1	3
<b>Total</b>	<b>7 485</b>	<b>5 283</b>

La forte augmentation des produits de participation provient des dividendes versés par la Compagnie Plastic Omnium qui progressent de 3 380 K€ en 2009 à 6 761 K€.

## I - Résultat exceptionnel

	2010		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations en capital	329	(35)	<b>294</b>
Sur dotations et reprises de provisions		(6 000)	<b>(6 000)</b>
<b>Total</b>	<b>329</b>	<b>(6 035)</b>	<b>(5 706)</b>

La dotation aux provisions exceptionnelles de 6 000 K€ concerne la garantie de passif accordée à Plastic Omnium Environnement mentionnée dans la note G.

## J - Impôts sur les bénéfices

	2010		
	Courant	Except.	Net
* Résultat net comptable avant impôts	2 987	(5 706)	<b>(2 719)</b>
* Incidences fiscales = Base	(7 176)	6 000	<b>(1 176)</b>
Impôts théoriques	(4 189)	294	<b>(3 895)</b>
Impact intégration fiscale			<b>0</b>
Autres			<b>(1 131)</b>
Total impôts sur les bénéfices			<b>0</b>
Résultat après impôts			<b>(1 131)</b>
			<b>(1 588)</b>

Burelle SA est la société-mère d'un groupe fiscal intégrant la filiale Sofiparc SAS. L'économie d'impôts totale réalisée en 2010 grâce à ce groupe fiscal est de 1 131 K€. Cette économie est constatée entièrement chez Burelle SA en produits.

Les déficits reportables du Groupe s'élèvent à 61 666 K€.

## III - NOTES SUR LE BILAN

Les montants indiqués sont présentés en valeurs brutes.

### K - Immobilisations corporelles

	2009	+	-	2010
Agencements - Aménagements des constructions	305			305
Véhicules de tourisme	44			44
Mobilier	73			73
Matériel informatique	15			15
<b>Total</b>	<b>437</b>			<b>437</b>

### L - Immobilisations financières

	2009	+	-	2010
Titres de participation	118 617			118 617
Autres titres - Actions propres	7 369	1 541	(725)	8 185
Prov. Autres titres - Actions propres	0			0
Autres immobilisations financières	88		(25)	63
<b>Total</b>	<b>126 074</b>	<b>1 541</b>	<b>(750)</b>	<b>126 865</b>

À la date de clôture, Burelle S.A détient 54,74 % du capital de la Compagnie Plastic Omnium (68 583 K€) et 100 % de celui de Sofiparc et de Burelle Participations, pour respectivement 24 979 K€ et 25 000 K€.

Au 31 décembre 2010, Burelle SA détient 121 575 actions propres (6,50 % d'autocontrôle) :

- 93 515 affectées en vue d'opérations de croissance externe
- 16 988 destinées à être annulées
- 11 072 acquises dans le cadre du contrat de liquidité ; ces actions propres, précédemment comptabilisées en valeurs mobilières de placement, ont été reclassées en immobilisations financières.

## M - Créances

	2010	Échéance - 1 an	Sociétés liées
Créances clients	2 042	2 042	2 042
Créances fiscales	107	107	
Autres créances	93	93	91
<b>Total</b>	<b>2 242</b>	<b>2 242</b>	<b>2 133</b>

Les créances clients de 2 042 K€ au 31 décembre 2010 ont trait à la facturation des prestations de services du 4<sup>ème</sup> trimestre 2010.

Aucune créance n'a d'échéance supérieure à un an.

## N - Disponibilités

	2009	+	-	2010
Valeurs mobilières de placement	1 265	798	(1 347)	716
Dépréciation valeurs mobilières	0			0
Disponibilités	18	202		220
<b>Total</b>	<b>1 283</b>	<b>1 000</b>	<b>(1 347)</b>	<b>936</b>

## O - Capital social

Au 31 décembre 2010, le capital social est de 28 054 545 € représenté par 1 870 303 actions de 15 €. Aucune opération n'a été réalisée sur le capital au cours de l'exercice clos.

## P - Primes d'émission

Les primes d'émission, de fusion et d'apport sont de 16 494 K€, sans variation sur l'exercice.

## Q - Réserves & report à nouveau

	2009	+	-	2010
Réserve légale	2 805			2 805
Réserves indisponibles	533			533
Autres réserves	18 686			18 686
Report à nouveau	31 307	845	(1 309)	30 843
<b>Total</b>	<b>53 331</b>	<b>845</b>	<b>(1 309)</b>	<b>52 867</b>

## R - Provisions

Les provisions comprennent, à hauteur de 10 435 K€, la provision constituée au titre de la garantie de passif accordée à Plastic Omnium Services lors de la cession de la Compagnie Signature SAS (voir la note G).

## S - Dettes

	2010	Échéance - 1 an	Sociétés liées
Emprunts	17 750	17 750	
Établissements de crédit	260	260	
Dettes financières Groupe	1 130	1 130	1 130
Fournisseurs	259	259	6
Dettes sociales	4 041	4 041	
Dettes fiscales	346	346	
Autres dettes	62	62	62
<b>Total</b>	<b>23 848</b>	<b>23 848</b>	<b>1 198</b>

## IV - INFORMATIONS DIVERSES

### T - Engagements hors bilan

Il n'existe à la clôture aucun engagement significatif ou qui pourrait le devenir dans le futur.

### U - Avantages du personnel

Le montant des indemnités de fin de carrière, non constatées au 31 décembre 2010, dans les comptes sociaux de la société Burelle SA, se détaille comme suit :

	2010
Indemnités de départ à la retraite	1 649
<b>Total</b>	<b>1 649</b>

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

■ Taux d'actualisation fin de période :	4,6 %
■ Taux de croissance attendu des salaires :	3,0 %
■ Taux d'inflation :	2,0 %

## Annexe aux comptes annuels

En milliers d'euros

Les principales modifications intervenues entre 2009 et 2010 sont les suivantes :

- une baisse des taux d'actualisation pour les engagements d'indemnités de fin de carrière et médaille du travail qui passent de 5,25 % en 2009 à 4,6 % en 2010.
- un recul de l'âge de départ à la retraite suite à la réforme des retraites en France.

La réforme des retraites adoptée en France à la fin de l'année 2010 n'a pas eu d'impact significatif sur le montant des engagements pour indemnités de fin de carrière.

Par ailleurs, un plan de pension complémentaire pour les cadres dirigeants a été mis en place en 2003. Il est couvert par un contrat d'assurance externe au Groupe. La valeur de l'engagement net de couverture au titre de ce plan de pension complémentaire s'élève à 683 K€, non comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2010.

### **V - Avances et crédits alloués aux dirigeants**

Aucun crédit, ni avance n'a été alloué aux dirigeants de la société conformément à l'article L225-43 du Code de Commerce.

### **W - Rémunération des dirigeants et des membres du Conseil d'Administration**

La rémunération des organes d'administration et de direction durant l'exercice 2010, y compris les jetons de présence, s'élève à 4 297 K€.

### **X - Événements postérieurs à la clôture**

Aucun événement significatif n'est survenu depuis le 31 décembre 2010.

# Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2010\*

En milliers d'euros

Sociétés	Capital social	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus brute et nette	Prêts et avances consentis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou (perte) du dernier exercice écoulé	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
<b>FILIALES</b>								
Compagnie Plastic Omnium SA 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	8 822	473 179	54,7 %	68 583 68 583	0	7 709	107 967	6 761
Sofiparc SAS 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	24 578	8 607	100,0 %	24 979 24 979	0	7 210	1 923	803
Burelle Participations SA 1, rue François 1 <sup>er</sup> 75008 Paris	25 000	1 480	100,0 %	25 000 25 000	0	0	207	100
<b>PARTICIPATIONS</b>								
Autres titres				55 55				
<b>TOTAL</b>				<b>118 617</b> 118 617				<b>7 663</b>

\* Le tableau des filiales et participations au 31 décembre 2010 fait partie intégrante de l'annexe aux comptes sociaux.

Aucun aval ou caution n'a été donné par Burelle SA en faveur de ses filiales.

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Burelle SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages, ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## II – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note C de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des titres de participation, qui prend notamment en compte, pour la détermination de la valeur d'inventaire des titres, leur perspective de rentabilité au regard des conditions actuelles du marché. Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables, et apprécié les hypothèses retenues et les évaluations qui en résultent.
- Les autres appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté notamment sur les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues en particulier sur les provisions et la présentation d'ensemble des comptes ; celles-ci n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux, ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre Société auprès des sociétés contrôlant votre Société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris et Courbevoie, le 15 avril 2011  
Les Commissaires aux Comptes

**CAILLIAU, DEDOUT et ASSOCIÉS**  
Jean-Jacques DEDOUT

**MAZARS**  
Jérôme de PASTORS

# Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions et Engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisé au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de Commerce.

## Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale

En application de l'article R. 225-30 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### Commission de gestion et d'animation avec Burelle Participations SA

Votre Société a conclu une convention de services rémunérant le rôle de ses dirigeants dans l'animation et la gestion de Burelle Participations SA. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 4 avril 2008.

Le montant de la commission de gestion et d'animation due par Burelle Participations SA à Burelle SA, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, s'est élevé à 337 634 euros.

### Prestations de services de la Direction Générale du Groupe auprès des sociétés Compagnie Plastic Omnium et Sofiparc

Votre Société a conclu une convention de services, révisée au deuxième semestre 2001, rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du groupe. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2000.

Les nouvelles clefs de refacturation de ces prestations de services, applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, ont été approuvées par votre Conseil d'Administration du 4 avril 2008.

Au titre de cette convention, les prestations de services de la Direction Générale à la charge des différentes sociétés du Groupe s'élèvent, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, respectivement à :

■ Sofiparc SAS	219 096 euros
■ Compagnie Plastic Omnium SA	1 040 865 euros

## Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions et Engagements réglementés

En complément de cette refacturation, les Conseils d'Administration de Burelle SA du 19 décembre 2003 et de la Compagnie Plastic Omnium SA du 11 décembre 2003 ont approuvé la mise en place d'un plan de retraite complémentaire allouant à certains cadres du Groupe et aux Dirigeant Mandataires Sociaux, un complément de retraite de 10 % de leur rémunération actuelle. Une quote-part de ces charges portées par Burelle SA est refacturée à la Compagnie Plastic Omnium SA et à Sofiparc SAS dans la même proportion que celle arrêtée pour les prestations de services de Direction Générale Groupe dont elles font partie. Toutefois suivant la décision des Conseils d'Administration de ces sociétés, cette refacturation n'intègre pas de coefficient de couverture de frais fixes.

Au titre de l'année 2010, les montants suivants ont été refacturés aux filiales du Groupe au titre du plan de retraite complémentaire :

■ Sofiparc SAS	5 009 euros
■ Compagnie Plastic Omnium SA	23 813 euros

### **Cession de la Compagnie Signature à Plastic Omnium Environnement (anciennement Plastic Omnium Services)**

Les accords conclus lors de la cession de la Compagnie Signature par votre Société à la société Plastic Omnium Environnement incluent une convention de garantie en date du 26 juillet 2007, plafonnée à 11 millions d'euros et applicable, pour certains aspects, jusqu'au 31 janvier 2012.

Le 22 décembre 2010, deux sociétés du groupe Signature ont été condamnées, avec d'autres sociétés du secteur de la signalisation verticale, au paiement d'une amende de 18,7 millions d'euros par l'Autorité de la Concurrence pour des pratiques anticoncurrentielles. Ces deux sociétés ont interjeté appel de ces décisions devant la cour d'appel de Paris en janvier 2011.

Compte tenu du plafond de 11 millions d'euros de la garantie consentie par votre Société et du règlement de 565 000 euros intervenu au cours de l'exercice 2009, l'incidence financière de cet appel en garantie pour votre Société s'élèverait à 10,435 millions d'euros, montant provisionné au 31 décembre 2010.

Fait à Paris et Courbevoie, le 15 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

**CAILLIAU, DEDOUT et ASSOCIÉS**  
Jean-Jacques DEDOUT

**MAZARS**  
Jérôme de PASTORS

# Texte des résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 2011

## PREMIÈRE RÉOLUTION

### Approbation des comptes annuels

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels au 31 décembre 2010 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que toutes les opérations et mesures traduites par ces comptes ou précisées dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

## DEUXIÈME RÉOLUTION

### Affectation du résultat et fixation du montant du dividende

L'Assemblée Générale, constatant que le résultat net de l'exercice est en perte de 1 588 048,59 euros et que le report à nouveau est de 30 843 875,60 euros, décide l'affectation de la somme nette représentant un montant de 29 255 827,01 euros telle qu'elle est proposée par le Conseil d'Administration, à savoir :

■ Dividendes sur 1 870 303 actions existantes au 31 décembre 2010	2 805 454,50 euros
■ Report à nouveau	26 450 372,51 euros
<b>Total :</b>	<b>29 255 827,01 euros</b>

L'Assemblée fixe en conséquence le dividende pour l'exercice 2010 à 1,50 euro par action. L'intégralité de cette distribution est éligible, pour les personnes physiques domiciliées en France, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Ce dividende sera mis en paiement à la date fixée par le Conseil d'Administration, soit le 15 juin 2011.

Les dividendes non versés en raison des actions propres qui seraient détenues par Burelle SA au moment de la mise en paiement seraient affectés au report à nouveau.

L'Assemblée Générale prend acte, conformément à la loi, des dividendes distribués au titre des trois exercices précédents, dividendes non versés sur actions propres déduits :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Sommes réparties en euros	Dividende <sup>(1)</sup> en euros
2007	1 858 613 actions entièrement libérées	1 579 821	0,85
2008	1 797 087 actions entièrement libérées	898 543	0,50
2009	1 745 386 actions entièrement libérées	1 309 039	0,75

(1) Montant intégralement éligible à l'abattement de 40 % en 2005 prévu à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

## TROISIÈME RÉOLUTION

### Conventions et engagements réglementés (anciennes conventions s'étant poursuivies au cours de l'exercice)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés visés à l'article L. 225-38 du Code de Commerce, prend acte des informations mentionnées dans ce rapport concernant la poursuite au cours de l'exercice de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs.

## QUATRIÈME RÉOLUTION

### Approbation des comptes consolidés

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve, tels qu'ils lui sont présentés, les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, avec toutes les opérations qu'ils traduisent ou qui sont mentionnées dans ces rapports et desquels il résulte un résultat net consolidé part du groupe bénéficiaire de 75,2 millions d'euros.

# Texte des résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 2011

## CINQUIÈME RÉSOLUTION

### Quitus aux Administrateurs

En conséquence de l'approbation des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale donne quitus aux Administrateurs de leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

## SIXIÈME RÉSOLUTION

### Autorisation à donner au Conseil d'Administration d'opérer sur les actions de la Société

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration à acquérir les actions de la Société, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de Commerce en vue :

- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI,
- de l'attribution d'actions gratuites à des salariés et mandataires sociaux du Groupe dans le cadre des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de Commerce,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions à des salariés et mandataires sociaux du Groupe ;

et selon les modalités suivantes :

- le nombre maximum d'actions acquises en vue de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ne pourra excéder 5 % du capital social au jour de la présente décision, étant précisé que le nombre total maximum d'actions acquises ne pourra excéder 10 % du capital social au jour de la présente décision, soit 1 870 303 actions représentant un nombre total maximum de 187 030 actions ;
- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 400 euros par action ;
- au 31 décembre 2010, Burelle SA détenait 121 575 actions propres. En cas d'utilisation de ces actions propres, le montant maximum que la Société serait amenée à déboursier pour acquérir 187 030 actions s'élève à 74 812 000 euros.

L'achat des actions ainsi que leur vente ou transfert pourront être réalisés par tous moyens, sur le marché boursier ou de gré à gré. Ces moyens incluent l'utilisation de tout instrument financier dérivé, négocié sur un marché réglementé ou de gré à gré, et la mise en place d'opérations optionnelles telles que des achats et ventes d'options d'achat ou de vente. Ces opérations pourront être effectuées à tout moment.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés arithmétiquement dans la proportion requise par la variation du nombre total d'actions déterminée par l'opération.

La présente autorisation prend effet à l'issue de la présente Assemblée pour une durée de dix-huit mois à compter de ce jour ; elle annule et remplace celle donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 2010 dans sa sixième résolution pour sa partie non utilisée.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente autorisation, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes et, généralement, faire tout ce qui est nécessaire.

## SEPTIÈME RÉSOLUTION

### Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Patrice Hoppenot)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Patrice Hoppenot.

Le mandat de Monsieur Patrice Hoppenot prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

## HUITIÈME RÉSOLUTION

### Fixation du montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale décide de porter à 225 000 € le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration et ce, à compter de l'exercice 2011 inclus. Ce montant restera en vigueur jusqu'à une nouvelle décision de l'Assemblée Générale.

## NEUVIÈME RÉSOLUTION

### Pouvoirs

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer toutes les formalités de publicité prescrites par la loi.

# Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2010

## Monsieur Jean Burelle

PAYS	SOCIÉTÉ	MANDATS
FRANCE	BURELLE SA BURELLE PARTICIPATIONS SA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA SOGEC 2 SA SOFIPARC SAS SYCOVEST 1 (SICAV)  REMY COINTREAU  SOPAREXO (SCA) BANQUE JEAN-PHILIPPE HOTTINGUER (SCA) MEDEF INTERNATIONAL (ASSOCIATION) HARVARD BUSINESS SCHOOL CLUB DE FRANCE (ASSOCIATION)	Président-Directeur Général Président-Directeur Général Président d'Honneur - Administrateur Président-Directeur Général Membre du Comité de Surveillance Représentant permanent de Burelle Participations, Administrateur Administrateur et Membre du Comité des Nominations et des Rémunérations Membre du Conseil de Surveillance Membre du Conseil de Surveillance Président Président
ESPAGNE	COMPAÑIA PLASTIC OMNIUM SA	Administrateur
SUISSE	SIGNAL AG	Administrateur

## Monsieur Laurent Burelle

PAYS	SOCIÉTÉ	MANDATS
ALLEMAGNE	PLASTIC OMNIUM GMBH	Gérant
ESPAGNE	COMPAÑIA PLASTIC OMNIUM SA	Président et Administrateur Délégué
ÉTATS-UNIS	PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS - 3P INC. PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS LLC PLASTIC OMNIUM INC. PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE SERVICES INC. PLASTIC OMNIUM INDUSTRIES INC. INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS LLC	Chairman Chairman Chairman Chairman Chairman Administrateur
FRANCE	BURELLE SA SOGEC 2 SA BURELLE PARTICIPATIONS SA SOFIPARC SAS COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT SAS PLASTIC OMNIUM AUTO SAS VALEO PLASTIC OMNIUM SNC  PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS SAS INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SA LA LYONNAISE DE BANQUE CIE FINANCIERE DE LA CASCADE SAS LABRUYERE EBERLE SAS	Directeur Général Délégué - Administrateur Directeur Général Délégué - Administrateur Administrateur Président et Membre du Comité de Surveillance Président-Directeur Général Président et Membre du Comité de Surveillance Président Co-Gérant (SNC), représentant légal de la Société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS Président Président-Directeur Général Administrateur Président Membre du Conseil de Surveillance
GRANDE-BRETAGNE	PLASTIC OMNIUM LTD	Chairman
PAYS-BAS	PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL BV	Président
SUISSE	SIGNAL AG	Administrateur

## Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2010

### Monsieur Paul Henry Lemarié

PAYS	SOCIÉTÉ	MANDATS
ALLEMAGNE	PLASTIC OMNIUM GMBH	Membre du BEIRAT
ESPAGNE	COMPAÑIA PLASTIC OMNIUM SA	Administrateur
ÉTATS-UNIS	INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS HOLDING INC. INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS LLC	Administrateur Administrateur
FRANCE	BURELLE SA BURELLE PARTICIPATIONS SA SOFIPARC SAS COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT SAS INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SA INOPART SA à Directoire et Conseil de Surveillance	Directeur Général Délégué - Administrateur Directeur Général Délégué - Administrateur Membre du Comité de Surveillance Directeur Général Délégué - Administrateur Membre du Comité de Surveillance Administrateur Membre du Conseil de Surveillance

### Monsieur Patrice Hoppenot

PAYS	SOCIÉTÉ	MANDATS
FRANCE	BURELLE SA	Administrateur et Membre du Comité des Comptes
ILE MAURICE	INVESTISSEUR & PARTENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT	Président d'honneur

### Monsieur Dominique Léger

PAYS	SOCIÉTÉ	MANDATS
FRANCE	BURELLE SA PLAN FRANCE FONDATION DU PATRIMOINE	Administrateur et Président du Comité des Comptes Président Vice-Président

### Madame Éliane Lemarié

PAYS	SOCIÉTÉ	MANDATS
FRANCE	BURELLE SA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA SOFIPARC SAS SOGEC 2 SA UNION INDUSTRIELLE IRMA COMMUNICATION SARL	Administrateur Représentant permanent de BURELLE SA Membre du Comité de Surveillance Directeur Général Délégué - Administrateur Présidente du Conseil de Surveillance Gérante jusqu'en 2010

### Monsieur Henri Moulard

<b>PAYS</b>	<b>SOCIÉTÉ</b>	<b>MANDATS</b>
<i>FRANCE</i>	BURELLE SA UNIBAIL-RODAMCO SA  HM ET ASSOCIES SAS TRUFFLE CAPITAL SAS COMPAGNIE FONCIERE DU SAINT-GOTHARD GERPRO SAS  AMUNDI GROUP AMUNDI GFI INFORMATIQUE SA CENTURIA CAPITAL SAS  NEUFLIZE VIE COMPAGNIE FINANCIERE SAINTE COLOMBE	Administrateur Membre du Conseil de Surveillance et Membre du Comité des Nominations et des Rémunérations Président Président Président du Conseil de Surveillance Vice-président du Comité exécutif représentant le collège des censeurs Censeur et Rapporteur du Comité d'Audit Censeur et Président du Comité d'Audit Censeur et Président du Comité des Rémunérations Président du Conseil de Surveillance et Membre du Comité d'audit Administrateur Administrateur
<i>MAROC</i>	ATLAMED SA INVOLYS SA	Administrateur Administrateur

### Monsieur Philippe Sala

<b>PAYS</b>	<b>SOCIÉTÉ</b>	<b>MANDATS</b>
<i>FRANCE</i>	BURELLE SA IBEXSA HOLDING SAS LUSTREL LABORATOIRES SAS GAEL-BIO SARL BFI OPTILAS INTERNATIONAL SAS	Administrateur et Membre du Comité des Comptes Président Président Gérant Consultant via IBEXSA HOLDING SAS

### Monsieur François de Wendel

<b>PAYS</b>	<b>SOCIÉTÉ</b>	<b>MANDATS</b>
<i>FRANCE</i>	BURELLE SA WENDEL-PARTICIPATIONS WENDEL MASSILLY HOLDING SA FONDATION DE WENDEL	Administrateur Président-Directeur Général Membre du Conseil de Surveillance Membre du Conseil de Surveillance Président du Conseil d'Administration

# Résultats financiers des cinq derniers exercices

En milliers d'euros

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>1 - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
a) Capital social	28 055	28 055	28 055	28 055	28 055
b) Nombre d'actions émises	1 870 303	1 870 303	1 870 303	1 870 303	1 870 303
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
<b>2 - OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	5 511	4 163	3 430	4 481	5 036
b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	(226)	13 341	4 539	(2 326)	3 313
c) Impôts sur les bénéfices	(1 493)	(352)	(645)	(1 036)	(1 131)
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	12 304	13 755	(1 464)	845	(1 588)
e) Montant des bénéfices distribués	1 436	1 580	899	1 309	2 805
<b>3 - RÉSULTATS PAR ACTION (en euros)</b>					
a) Bénéfice après impôts avant amortissements et provisions	0,68	7,32	2,77	(0,69)	2,38
b) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	6,58	7,35	(0,78)	0,45	(0,85)
c) Montant des bénéfices distribués	0,77	0,85	0,50	0,75	1,50
<b>4 - PERSONNEL</b>					
a) Nombre de salariés	9	9	7	7	7
b) Montant de la masse salariale	5 101	4 115	3 764	5 159	5 699
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres...)	2 395	1 350	1 020	1 678	1 882

## INFORMATIONS

### Burelle SA :

#### Direction Générale de Burelle SA

1, rue François 1<sup>er</sup> – 75008 Paris  
Tél. : +33 (0)1 40 87 65 00  
Fax : +33 (0)1 40 87 96 80  
Site internet : <http://www.burelle.fr>

#### Siège administratif

1, rue du Parc – 92593 Levallois  
Tél. : +33 (0)1 40 87 64 00  
Fax : +33 (0)1 47 39 78 98

#### Service du titre

CMC CIC Securities  
Middle Office Emetteur  
6, avenue de Provence  
75441 Paris cedex 09

#### Siège social

19, avenue Jules Carteret – 69007 Lyon

#### Informations financières

Direction Générale  
1, rue François 1<sup>er</sup> – 75008 Paris  
Tél. : +33 (0)1 40 87 65 00  
Fax : +33 (0)1 40 87 96 80

### Filiales :

#### Compagnie Plastic Omnium SA

1, rue du Parc – 92593 Levallois  
Tél. : +33 (0)1 40 87 64 00

#### Sofiparc

1, rue du Parc – 92593 Levallois cedex  
Tél. : +33 (0)1 40 87 65 00

#### Burelle Participations

1, rue François 1<sup>er</sup> – 75008 Paris  
Tél. : +33 (0)1 40 87 65 00

### Burelle SA

Société Anonyme au Capital de 28 054 545 euros  
RCS : Lyon 785 386 319  
APE : 741J

Conception, rédaction et coordination : Cap & Cime.

Imprimé en France en mai 2011 par un professionnel labellisé imprim'Vert.

Crédits photos : D. Cocatrix, M. Delporte, F. Turco, M. Morales, S. Muratet, Getty images – J. Woodhouse, Getty images – Image Source, X.

Merci à la photothèque Peugeot.